

loutchistan

مركز النشر

Heures locales/Radio-Télévision

Le Monde

15, rue Falguière, 75011 Paris Cedex 15



CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15040 - 7 F

- DIMANCHE 6 - LUNDI 7 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MERY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

France-Maghreb : chacun chez soi ?

Le gouvernement français a-t-il bien fait comprendre de ses homologues maghrébins auprès desquels il a tenté, ces derniers temps, d'expliquer la nouvelle donne de sa politique d'immigration ? Sur l'autre rive de la Méditerranée, l'inquiétude et la colère semblent, peu à peu, prendre le pas sur le silence et la résignation qu'avaient, jusqu'au moment, suscités les projets de Charles Pasqua.

Sans s'embarrasser de formules diplomatiques, le conseil national des avocats tunisiens vient ainsi de dénoncer à la cour des idées idéologiques perverses et les politiques racistes qui constituent, à ses yeux, la motricité du projet de loi française. Pour leur part, les médias algériens ne se montrent pas moins virulents, fustigeant l'influence maléfique des « crypto-jéopolitiques » et se désolant de voir le travailleur immigré « servir de bouc émissaire providentiel à une droite fraîchement revenue aux affaires ». A travers sa presse, l'opposition marocaine ne se prive plus, quant à elle, de critiquer le contenu répressif de la politique de M. Pasqua en matière d'immigration, même si Hassan II continue de penser et de dire que l'intégration de ses sujets vivant à l'étranger n'est ni possible ni souhaitable.

PLUS d'un million et demi de Maghrébins - dont la moitié d'Algériens - sont installés en France. Ils y vivent, somme toute, beaucoup moins mal que leurs compatriotes restés au pays et y respirent un air de liberté qui, lutte contre l'intégrisme éminent, n'existe plus guère de l'autre côté de la Méditerranée. Et, pourtant, cette communauté - au-delà même des clandestins qui la composent - est sur le qui-vive. « Elle sent une pression de plus en plus vive s'exercer sur elle, elle est inquiète », assure Sid Ahmed Ghazali, ambassadeur d'Algérie à Paris. Comme si elle craignait les effets d'une insidieuse politique du soupçon.

Quelles que soient les polémiques que nourrissent la présence et le comportement de cette communauté étrangère en France, elles ne dissuadent pas les Maghrébins de chercher, par tous les moyens, à s'échapper de leurs pays où ils sont déçus et sans avenir.

Ainsi, l'histoire est de disposer d'une créance, sur l'enceinte métropolitaine. Que de récriminations n'entend-on pas, de Rabat à Tunis, sur l'attitude des autorités consulaires en matière de délivrance de visas, sur ce que d'aucuns décrivent comme « un voyage au bout du mépris ». Tout fait peut-être beaucoup mieux entre les deux rives de la Méditerranée si les gens du Sud avaient les moyens de vivre chez eux et si ceux du Nord avaient les moyens de les y aider.

Cette « politique du chacun chez soi » a sa logique mais elle est, déjà, dans un contexte de crise économique, aux maigres ressources financières qui peuvent lui consacrer la Communauté européenne et la France au premier chef. C'est dire que, longtemps encore, les immigrés maghrébins, réguliers ou non, seront condamnés à croiser des regards pas toujours bienveillants, et à s'entendre dire, par certains, que leur place n'est pas en France.

M0146-0608 0 - 7 00 F



Malgré le vote d'une résolution au Conseil de sécurité

Les Occidentaux hésitent à déployer des forces supplémentaires en Bosnie

Le Conseil de sécurité de l'ONU a autorisé, vendredi 4 juin, la mise en œuvre d'une opération visant à protéger les populations bosniaques de Sarajevo et de cinq enclaves musulmanes. Ce texte, défendu surtout par les membres européens du Conseil (France, Grande-Bretagne, Espagne) n'a été adopté qu'avec difficulté, vu les fortes réticences des

non-alignés et le scepticisme des Américains à son égard. M. Boutros-Ghali, lui-même réticent, risque d'avoir du mal à rassembler dans la semaine les renforts jugés nécessaires pour la FORPRONU.

A Belgrade, Vuk Draskovic, leader de l'opposition à Slobodan Milosevic, a été inculpé et encourt une peine de quinze ans de prison.

NEW-YORK (Nations unies)
et WASHINGTON

de nos correspondants

Les Etats-Unis font ouvertement part de leur profond scepticisme. Les Russes se paraissent guère désireux de coopérer. Les non-alignés sont déçus et mécontents. Bref, Britanniques et Français ont dû faire le forcing pour convaincre le Conseil de sécurité, vendredi 4 juin, de voter l'adoption d'un dispositif militaire destiné à protéger un million de musulmans dans six « zones de sécurité » en Bosnie-Herzégovine (Sarajevo, Gorazde, Zepa, Tuzla, Bihać et Srebrenica).

Au terme d'après discussions, la résolution 836 a été adoptée sans conviction par treize des

quatre membres du Conseil. Le Pakistan et le Venezuela se sont abstenus. Plus grave : la mise en œuvre de ce texte suppose l'envoi d'au moins 5 000 « casques bleus » supplémentaires sur le terrain - en sus des 8 300 qui s'y trouvent déjà - et les pays volontaires ne se bousculent pas. Sans ces renforts, la résolution risque de rester lettre morte. Ses coauteurs eux-mêmes, signataires du « programme de Washington » du 22 mai dernier, ne cachent pas leur profond pessimisme. L'un de leurs représentants confiait vendredi soir, désabusé : « Je ne sais pas où on va. Quelle hypocrisie invraisemblable, personne ne veut aller sur le terrain ! »

Pour l'instant, les seules contingents substantiels au sein de la

FORPRONU, la force de l'ONU dans l'ex-Yugoslavie, sont ceux de la Grande-Bretagne et de la France. Déjà au bout de leurs capacités de déploiement, l'une et l'autre veulent bien maintenir leurs contingents - et prendre le risque de nouvelles victimes. Mais ni l'une ni l'autre ne sont disposées à dépêcher d'autres troupes en Bosnie.

Paradoxalement, le seul et unique pays qui ait, jusqu'à présent, fait part de sa disponibilité à envoyer des troupes sur le terrain est le Pakistan, qui s'est abstenu vendredi.

AFSANÉ BASSIR POUR
et ALAIN FRACHON

Lire la suite et nos informations page 3

L'ENA entre Paris et Strasbourg



Le gouvernement n'entend modifier qu'un petit nombre de délocalisations. Ainsi il est probable que le transfert à Strasbourg de l'Ecole nationale d'administration sera maintenu, malgré la décision en sens contraire rendue vendredi 4 juin par le Conseil d'Etat. Un comité interministériel doit se réunir lundi 7 à l'Hôtel Matignon pour en décider.

page 13

Jean Poperen au «Grand jury RTL-le Monde»

Jean Poperen, dirigeant du courant «Rassemblez à gauche» au sein du PS, invité de l'émission hebdomadaire «Le grand jury RTL-le Monde», dimanche à 18h30.

Indépendance paisible à Riga

Les Lettons élisent le 6 juin leur premier Parlement libre
et gommant tous les symboles de l'occupation soviétique

RIGA
de notre envoyé spécial

A part l'entrée en lice du Parti des imbéciles, qui se groupe d'ailleurs rapidement avec le Parti du bonheur - ce qui fit dire à un étudiant gaullois qu'il y avait ici aussi des imbéciles heureux -, la campagne en vue des premières élections législatives véritablement libres en Lettonie depuis plus de cinquante ans fut d'une exemplaire sobriété. Seul incident à regretter : le badigeonnage à la peinture noire, jeudi dernier, des affiches de l'ancien ministre des affaires étrangères, Jany Jurkane.

Sinon, peu de meetings, quelques affiches, le plus souvent sagement collées aux endroits prévus à cet effet, et, chaque fin d'après-midi, des discussions animées mettant aux prises quelques dizaines de « fanatiques » - oh ! pas bien méchants - devant le monument de la Liberté, cette immense colonne au milieu de l'ex-rue Lénine, là où, le 14 juin 1987, tout avait commencé par le dépôt de fleurs célébrant l'anniversaire de la déportation massive par Staline de milliers de Lettons en Sibirie. Un peu moins de deux ans après la proclamation de l'indépendance du pays, ces élections législatives des 5 et 6 juin

viennent de faire compléter la mue apparemment totale du pays. « Une fois que nous aurons notre Diète (Parlement) alors nous pourrions commencer à rebâtir », déclarait un avocat de Riga. Jusqu'à présent, en effet, les Lettons, avec une minutie folle parfois la caricature, ont voulu gommer au maximum tous les symboles de l'occupation soviétique et renouer les fils avec cette République lettonne de 1934 censée n'avoir jamais cessé d'exister.

Ainsi, c'est devenu un jeu pour les amateurs d'antiquités de tenter de dénicher sur un bâtiment officiel ou au coin d'une rue la moindre glorification de Lénine. Les uniformes des militaires sont ceux « d'avant » et cela fait malgré tout une drôle d'impression de voir toujours, devant le monument de la Liberté, monter la garde par deux hommes ressemblant à s'y méprendre aux soldats allemands de la deuxième guerre mondiale.

Autre retour en arrière : le 6 juin au soir, le Conseil suprême aura cessé d'exister pour faire place à une assemblée de cent députés aux pouvoirs très étendus puisqu'ils devront élire le président de la République.

JOSÉ-ALAIN FRALON
Lire la suite page 3

Le blues de Roland-Garros

Courier-Bruguera, une finale inédite
pour un tournoi en demi-teintes

par Alain Giraud

Les Internationaux de France de tennis 1993 devaient être forcément frappés du sceau de la nostalgie. En 1983, Yannick Noah avait battu en finale Mats Wilander. Quoi qu'il arrivât, Roland-Garros savait qu'il ne connaîtrait pas les mêmes émois, les mêmes éblouissements que dix années auparavant. Il fallait se faire à l'idée que cette épopée, grand moment de joie et de folie collective, était désormais un morceau de légende, un passé mythifié. Par-tout de cette dure réalité mise en exergue par un anniversaire symbolique, le regard porté sur la quinzaine de la porte d'Auteuil avait toutes les chances d'être brisé.

Il le fut d'abord par la médiocre prestation des joueurs français. Roland-Garros avait compté sur Henri Leconte pour s'enthousiasmer. Le sort a voulu que le « vengeur masqué » soit confronté dès le premier tour à l'un des plus solides potentiels en titre, l'Espagnol Sergi Bruguera. Celui-ci ne laissa pas planer de doute sur ses intentions, ni sur le niveau actuel du demi-finaliste 1992, avant d'effrayer en prime un triple zéro à Thierry Champion en deuxième tour. Tous les espoirs se reportèrent alors sur Stéphane

Huet et Rodolphe Gilbert mais leur succès contre Ivan Lendl et Boris Becker restèrent sans lendemain. Tous les joueurs nationaux ayant disparu au troisième tour, Roland-Garros bascula dans la mélancolie.

Où étaient donc les McEnroe, les Connors, ces dioscorides de la décennie écoulée qui avaient tant fait vibrer le stade des « mousquetaires » ? Il fallait convenir qu'ils avaient sagement pris leur retraite. Fete Sampras et Stefan Edberg semblaient bien prêts à reprendre leur flambeau, à distiller les émotions. Hélas ! Ces deux-là s'ensablèrent comme beaucoup d'attaquants avant eux, leur empreintes d'artistes firent trop vite recouvertes par la poussière de brique pilée, soulevée par une horde de coqueurs sans charisme et sans imagination. Et Roland-Garros se demanda si, à se remplir les poches de la sorte, les champions ne finiraient pas par vider le stade.

Pourquoi se passionner pour le tournoi 1993 s'il doit être le copie conforme de l'édition 1992, la chronique d'une victoire programmée, la randonnée mortelle d'un serial killer sans haine ni chagrin, ce Jim Courier aux allures de joueur de baseball égaré sur un court de tennis ?

Lire la suite et nos informations page 8



EXCES ?

CHRONIQUE DES MARCHÉS

■ Devises et or ■ Marché monétaire et obligataire ■ Marché international des capitaux ■ Matières premières

page 15

HEURES LOCALES

Les urgences de la ville

Alors que les élus se montrent inquiets face à l'avenir des métropoles, un sondage vient témoigner de la confiance des jeunes citadins. Ils se déclarent optimistes et heureux de vivre dans leur ville.

Avec les pages « Régions » et « Ile-de-France », les informations pratiques, le débat, les livres.

Lire pages 17 à 24

A L'ÉTRANGER : Maroc, 8 DH; Tunisie, 850 m; Algérie, 250 DM; Arabie, 25 ATS; Belgique, 45 FB; Canada, 2,25 \$ CAN; Australie/Néozélande, 9 F; Côte d'Ivoire, 495 F CFA; Danemark, 14 KRD; Espagne, 180 PTA; G.-B., 85 p; Grèce, 250 DR; Irlande, 1,20 £; Italie, 2 400 L; Luxembourg, 46 FL; Norvège, 14 KRn; Pays-Bas, 3 FL; Portugal Cont., 190 PTE; Sénégal, 450 F CFA; Suède, 15 KRS; Suisse, 1,90 FS; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

Le Monde

REDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Téléc. : 206.608 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-10
Téléc. : 181.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde

PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis
Isabelle Tardieu

15-17, rue du Colonel-Pierre-Avès
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Téléc. : 206.608 F

Téléc. : 40-65-25-73. Société filiale
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Gumbourg
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE
Réglementation sur les importations et
l'index du Monde au (1) 40-65-25-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Taper LEMONDE
ou 36-15 - Taper LM

ABONNEMENTS
1, Place Hubert-Beuve-Méry,
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-32-90
(de 8 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE BELGIQUE LUXEMBURG PAYS-BAS	AUTRES PAYS Tél. normale CPS
3 mois	536 F	571 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 899 F	2 066 F	2 960 F

ÉTRANGER :
par voie aérienne (sauf sur demande)
pour tous adresses étrangères ce bulletin
est accompagné de votre règlement
à l'adresse de votre régisseur
ou par MINITEL 36-15 LEMONDE
code d'accès ABO

« LE MONDE » (USPS - periodical) is published daily for
\$ 92 per year by « LE MONDE », 1, place Hubert-Beuve-
Méry - 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage
paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to LMS of NY - Box 158, Champlain, N.Y. 12919-0158.

Pour les abonnements aux USA
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 1330 Pacific
Avenue Suite 400 Virginia Beach, VA 23461 - 280 USA

Changements d'adresse délégués au
régisseur : nos abonnés sont invités
à formuler leur demande deux
semaines avant leur départ, en indi-
quant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN

D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois 6 mois 1 an
☐ ☐ ☐

Nom : _____
Prénoms : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____
Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les
noms propres en capitales d'imprimerie.
PP. Paris RP 301 MON 01

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne : gérant
directeur de la publication
Bruno Freppart
directeur de la rédaction
Jacques Guin
directeur de la gestion
Marcelle Lacroix : secrétaire
général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Guéhenne
Robert Solé
(indépendants au directeur
de la rédaction)

Vice-Président
Thierry Farnaud
Philippe Harrois
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur
des relations internationales)

Autres directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Fauriol (1989-1992)
André Laurens (1992-1995)
André Fontaine (1995-1991)

DATES

Il y a quarante ans

La révolte ouvrière de Berlin-Est

Julien 1953. Il y a quarante ans... La République démocratique allemande est le premier État du « camp socialiste » à connaître, trois mois après le mort de Staline, une révolte populaire. Il sera l'avant-dernier en Europe où s'effondrera le pouvoir du Parti communiste.

par Luc Rosenzweig

LE 16 juin 1953, en fin d'après-midi, l'agence américaine United Press diffuse une dépêche annonçant, sur la foi du témoignage de deux journalistes suédois présents sur les lieux, que « plus de dix mille ouvriers de Berlin-Est ont manifesté dans les rues du secteur oriental de la ville, brandissant des pancartes réclamant la diminution immédiate des normes de production récemment imposées qui forcent les ouvriers à travailler plus avec le même salaire ». Le Monde du 17 juin annonce cette nouvelle au conditionnel, tant la chose paraît inconcevable : trois mois après la mort de Staline, une révolte ouvrière sur nez et à la barbe de l'armée rouge frise l'insurrection. On s'interroge plutôt sur le sort de Walter Ulbricht, l'homme fort du SED, qui selon des informations publiées par le *Telegraf*, quotidien social-démocrate de Berlin-Ouest, serait sur le point d'être limogé sur ordre de Moscou, accusé par les Soviétiques d'avoir fourni des renseignements inexacts sur la situation économique et financière de la RDA.

« Le nouveau cours »

En dépit du scepticisme des Occidentaux, pourtant bien placés à Berlin-Ouest pour apprécier la situation, c'est bel et bien la première révolte populaire contre un gouvernement communiste dans un pays « satellite » de l'URSS. Le mouvement se déclenche, mardi 16 juin au matin, parmi les ouvriers du Bloc 40 du chantier de la Stallallee, l'avenue de prestige que les dirigeants « est-allemands » font construire sur les ruines de la Frankfurterallee bombardée en 1945, pour faire pièce aux buildings

à l'américaine qui poussent comme des champignons dans Berlin-Ouest irrigué par les crédits du plan Marshall.

Ces ouvriers du bâtiment, dont les plus anciens ont encore le souvenir des grèves et mouvements populaires du temps de la République de Weimar, n'ont pas « avalé » la directive du 11 juin du Bureau politique du SED qui trace les grandes lignes du « nouveau cours » adopté par le parti, sur la pression insistante de Moscou. Si le texte reconnaît les erreurs de la ligne de « socialisation à marche forcée » de l'économie et de la société menée depuis 1950 dans l'ancienne zone soviétique d'occupation devenue la République démocratique allemande, il ne revient pas sur une mesure adoptée les 13 et 14 mai par le comité central : l'augmentation de 10 % des normes de production pour les ouvriers du secteur industriel. Cela revient, en fait, à une diminution d'un dixième du salaire mensuel des travailleurs.

Le tir des chars soviétiques

Ils sont une petite centaine à partir du Bloc 40 derrière une banderole où l'on peut lire : « Nous exigeons la baisse des normes ». Sur le chemin qui les conduit vers le siège du gouvernement, dans la Leipzigerstrasse, ils sont rejoints par des milliers de collègues qui abandonnent la truelle pour se joindre à la protestation. Pour les 13, les slogans deviennent plus politiques : « Elections libres ! », « Gouvernement démocratique ! ». La gouaille traditionnelle des Berlinois n'est pas absente : « Spitzbart, Bauch und Brille sind nicht des Volkes Wille » (Le bouc, la bedaine et les lunettes ne sont pas la volonté du peuple) scande la foule. Le bouc, c'est Walter Ulbricht, secrétaire général du parti, reconnaissable à sa barbe en pointe, la bedaine est celle du rondouillard président de la République Wilhelm Pieck, et les lunettes appartiennent au très myope chef des ingénieurs Otto Grotewohl, le seul haut dirigeant du pays issu de la social-démocratie. Le tir est souvent désigné par les premières lettres de leur noms accolées, ce qui donne G.P.U. (prononcer Gué-péau), fine allusion à leur accom-

placé. Des pluies de pierres ricochent sur leur blindage au milieu des cris et des huées », écrit-il.

Arrivés à dix mille Leipzigerstrasse, les manifestants demandent à voir Walter Ulbricht ou Otto Grotewohl, qui ne se montrent pas. Fritz Sebbmann, ministre de l'Industrie, monte alors sur une table pour tenter d'arranger les manifestants : « Collez-vous... » commence-t-il.

« Tu n'es pas notre collègue, tu n'es qu'un traître ! » répond la foule, qui ne lui laisse aucune chance de s'expliquer. Le futur dissident Robert Havemann, qui passait là par hasard, n'a pas plus de succès avec sa tentative de faire aux ouvriers un cours improvisé sur « les bases économiques et les contradictions de la situation actuelle ». En dépit d'après-midi, Fritz Sebbmann annonce l'annulation de la hausse des normes. Dans le même temps, des voitures-hauts parcourent la ville annonçant la même nouvelle, mais sous une forme si ambiguë que la foule reste sceptique. L'idée de grève générale commence à faire son chemin. Vers 17 heures, les manifestants se dispersent, en se demandant rendez-vous au même endroit pour le lendemain.

Pendant toute la soirée, les Berlinois de l'Est seront pendus à l'écoute des radios américaines émettant depuis le secteur occidental, notamment de RIAS, une station dont le rédacteur en chef n'est autre qu'Egon Bahr, le futur conseiller de Willy Brandt. RIAS informe d'heure en heure ses auditeurs sur l'évolution de la situation, mais se refuse, sur la décision de son directeur américain, à diffuser un appel à la grève générale.

Le vain appel à Bertolt Brecht

Le lendemain matin, dès 8 heures, tout le Berlin-Est ouvre les yeux sur le pied de guerre. Des dizaines de milliers de personnes convergent vers le centre, Alexanderplatz et Leipzigerstrasse. Vers 9 heures, les troupes soviétiques, dont plusieurs unités ont investi pendant la nuit des points stratégiques comme les gares, les postes et les édifices gouvernementaux, commencent à prendre position dans les avenues du centre.

C'est en fin de matinée que les choses se gâtent. Roland Delcourt, correspondant du Monde en Allemagne, est le témoin oculaire des premiers affrontements : « A midi et demi j'ai entendu dans la Leipzigerstrasse les premiers coups de feu tirés par les chars soviétiques sur la foule allemande : tirs en hauteur, mais qui suffisaient pour le sifflement des balles, à faire refluer les manifestants vers la Potsdamerplatz. Ailleurs les chars ont tiré à balle et fait plusieurs blessés parmi les manifestants qui tentaient de pénétrer dans les immeubles gouvernementaux. Sur la Potsdamerplatz, le spectacle est extraordinaire. De tous côtés brûlent des panneaux de propagande et les kiosques à journaux, tandis que les chars russes venant de la Friedrichstrasse se déploient sur la

place. Des pluies de pierres ricochent sur leur blindage au milieu des cris et des huées », écrit-il.

A 13 heures, le commandement militaire soviétique décrète l'état d'exception et interdit tout rassemblement. Cela n'empêche nullement les émeutiers de s'en prendre à tous les symboles du régime : on brûle des drapeaux de la RDA, on met à sac les permanences du SED, on saccage et on pille les magasins d'État HQ, symboles de la pénurie et de la vie chère.

Dans le courant de l'après-midi, le président de l'Union des écrivains de RDA, Kurt Bartel, dit « Kuba » est enfermé dans son bureau. Caricature de bureaucrate idéocrit, desservi par un physique ingrat et une voix stridente, il voit avec terreur la foule s'approcher du siège de l'organisation. Dans son affolement, lui vient l'idée d'appeler Bertolt Brecht, qui est en train de surveiller les répétitions de la nouvelle pièce programmée dans son théâtre, le Berliner Ensemble. Seul le prestige de l'auteur de *l'Opéra de quat'sous* lui semble de nature à détourner la colère populaire. Il le prie donc de venir au plus vite s'adresser aux manifestants qui menacent de saccager l'immeuble de l'Union. Bertolt Brecht, qui ne porte pas « Kuba » dans son cœur, décline l'invitation en lui disant qu'il a là « une excellente occasion de rencontrer ses lecteurs ».

Une fois l'insurrection réprimée, le même Kurt Bartel fera diffuser un tract accusant la classe ouvrière d'avoir « trahi la confiance que le Parti avait placée en elle » et lui demandant de se montrer, désormais, digne de cette confiance. Cela lui valut, en réplique, un poème de Brecht resté célèbre, et dont la seule existence aura sauvé Kurt Bartel d'un oubli bien mérité :

Après le soulèvement du 17 juin
Le secrétaire de l'Union des écrivains a fait
distribuer dans l'allée Staline des tracts
où l'on pouvait lire que le peuple
s'était, non sans légèreté, aliéné la
confiance du gouvernement...
Et que c'était seulement en redoublant d'efforts
qu'il pourrait la reconquérir. Ne
serait-ce pas
plus simple que le gouvernement
décide
de dissoudre le peuple
et d'en élire un autre ?

« Extirper tous les provocateurs... »

En début de soirée, les chars soviétiques aidant, l'ordre revient peu à peu dans Berlin, et dans plusieurs villes de province où les ouvriers avaient suivi l'exemple de la capitale. Le temps de la répression commence. Dès le 19 juin, les tribunaux militaires soviétiques commencent à juger les « meneurs ». Ils prononceront dix-neuf condamnations à mort, exécutées immédiatement. L'exécution d'un jeune chômeur, Willy Goetting, soulève l'émotion dans la partie occidentale de la ville. Mais l'attitude des Occidentaux reste très

prudente. Ainsi sera mis fin, sur demande des Soviétiques, à la détention par les autorités américaines du vice-président du gouvernement de la RDA, Otto Nuschke, qui avait été enlevé par les émeutiers et emmené à Berlin-Ouest.

Cette prudence occidentale, que l'on retrouvera aussi bien en 1956 lors de la révolte hongroise que le 13 août 1961, date de la construction du mur de Berlin, facilitera la tâche des « normalisateurs » est-allemands et soviétiques. Il s'agit maintenant « d'extirper tous les provocateurs et les agents impérialistes à la solde de l'Occident ». La position de Walter Ulbricht, qui semblait vacillante quelques semaines avant les émeutes, est renforcée. Alors que dans les couloirs du Kremlin se déroule une lutte féroce pour la conquête du pouvoir laissé vacant par la mort de Staline, le 17 juin sonne le glas des espoirs des opposants à Walter Ulbricht, qui comptaient sur le soutien de Beria, et de l'ambassadeur Semenov, pour se débarrasser du « bouc » et s'emparer des commandes, avec la bénédiction de Moscou.

Un souvenir cuisant

Ayant pris en main l'organisation de la répression, pour le compte de Walter Ulbricht, l'administration militaire soviétique estime alors que ce dernier reste le mieux placé pour rétablir l'ordre. Les premières victimes des purges consécutives au 19 juin sont d'anciens communistes liés de longue date au KGB, comme le ministre de la sécurité d'État Wilhelm Zaisser, ancien « général Gomez » des brigades internationales en Espagne, et Rudolf Henning, directeur du quotidien du parti *Neues Deutschland*, un intellectuel d'origine juive qui n'avait que mépris pour Walter Ulbricht. Les partisans d'une ligne libérale, comme Max Fechner, ministre de la justice et ancien social-démocrate, seront également éliminés. A leur place sont installés des « ultrachrétiens » bon teint, dont certains, comme Erich Mielke, s'accrocheront au pouvoir jusqu'à l'effondrement de la RDA à l'automne 1989.

Pour les dirigeants communistes allemands, la révolte ouvrière de 1953 restera un souvenir cuisant, un traumatisme qui marquera leur comportement ultérieur. Il s'agit à tout prix d'éviter que « la base sociale » du régime se laisse à nouveau entraîner dans la revendication et la révolte. L'encadrement militaire des ouvriers dans les « groupes de combats de la RDA », fondés en 1953, la mise en place d'un système de plus en plus sophistiqué de surveillance de la population - la fameuse Stasi - enfin la construction du mur de Berlin permettront au régime de Berlin-Est de survivre quatre décennies à l'ombre du « grand frère soviétique », jusqu'à ce que Mikhaïl Gorbatchev vienne dire à Berlin-Est, en octobre 1989, que « la vie punit ceux qui arrivent trop tard ».

Après cinquante ans

Le retour en Espagne des Evadés de France

GERONE

de notre envoyé spécial

Une prison et l'emplacement d'une autre, qui n'existe plus, viennent d'être le cadre de deux cérémonies franco-espagnoles dans la Catalogne d'e-dela des Pyrénées, à Gérone et Figueras.

Sur la place centrale de Gérone s'élevait désormais une stèle sur laquelle on peut lire en français et en catalan : « A cet emplacement s'élevait la prison provinciale où furent internés et fusillés des hommes épris de liberté et qui luttèrent contre le fascisme. Parmi eux, les évadés de France ».

Les Evadés de France, c'est cette catégorie de résistants qui choisirent de s'échapper de France occupée, en 1943 pour la plupart, afin d'être engagés dans les Forces françaises combattantes, franchirent clandestinement la frontière des Pyrénées, et subirent de longs mois d'une dure détention en Espagne dans une trentaine de prisons, et au camp de concentration de Miranda. Lorsque Franco cessa définitivement de croire à la victoire de l'Allemagne nazie, ils furent relâchés progressivement, échappés contre pétrole, blé ou pharmacies. Sur 23 000 engagés, 9 000 moururent pour la Libération.

En réponse aux organisateurs français des cérémonies (1) dans son discours inaugural de la stèle, le maire de Gérone réunit, comme ils l'avaient été en détention, évadés de France et vaincus de la guerre civile d'Espagne. La présence discrète d'un drapeau de la République espagnole disparue en 1939 (trois bandes horizontales

rouge, jaune et violet) aux côtés des drapeaux français, illustre ce rapprochement, qui ne peut aller toutefois jusqu'aux exactions, dont furent victimes dans ces prisons les seuls Espagnols.

L'autre plaque ne saurait être lue par les nombreux visiteurs français de la ville de Salvador Dalí, Figueras. Car elle est fixée à l'intérieur de la prison, dans le couloir d'entrée. Elle dit la même chose que la stèle de Gérone, et l'adjoint au maire de la ville ainsi que le directeur actuel de la prison développèrent le même thème. Mais on voit mal comment les touristes pourraient être admis dans cette cour. Même si la menagente inscription au-dessus du portail du bâtiment : « Prison del partido », prison du parti du temps de la dictature, la Phalange, a disparu.

En revanche, les quelque 200 évadés venus de toute la France en pèlerinage à Gérone et Figueras furent invités à entrer dans cette cour. Plus drus qu'ils ne voulaient le laisser paraître, et pas seulement par la joie des retrouvailles mais le difficile de se reconnaître après si long temps : il n'est pas si courant d'être honoré et photographié devant la grille qui jadis vous priva de liberté pour une durée indéterminée.

C'était comme si une parenthèse de cinquante ans s'était refermée.

JEAN HOUDART

(1) Autres cérémonies, en France : un rond-point. Evadés de France ainsi qu'ils le furent, viennent être inaugurés à Narbonne, tandis qu'un monument sera le 15 août prochain à La Pierre-Saint-Martin (Pyrénées-Atlantiques), lieu de nombreux passages en Espagne.

"GRAND JURY"

RTL - Le Monde

JEAN POPPEREN

RTL

دكان النمل

ÉTRANGER

ALLEMAGNE : après le drame de Solingen

Helmut Kohl étudierait les modalités d'une meilleure intégration des étrangers

Le président de la République turque, Süleyman Demirel, a lancé un appel au calme, vendredi 4 juin, lors de la cérémonie organisée à Tasova, en Turquie, pour les obsèques des cinq Turques victimes de l'attentat de Solingen. Klaus Kinkel, ministre allemand des affaires étrangères, qui assistait aux obsèques, a été hué par un petit groupe. MM. Kinkel et Demirel ont tous deux exprimé leur attachement à de bonnes relations entre leurs deux pays. Des centaines de Turcs en colère ont défilé devant les obsèques en criant « mort à ces salauds de néonazis » et quelques incidents ont éclaté entre manifestants « loups gris » nationalistes et manifestants de gauche.

BONN

Une semaine après l'attentat de Solingen, des manifestations antiracistes devaient avoir lieu samedi

5 juin dans de nombreuses villes allemandes. Plusieurs dizaines de milliers de personnes étaient attendues à Solingen même, à l'appel d'organisations de défense des droits de l'homme, des syndicats, et des partis politiques. D'autres défilés étaient prévus à Munich, Francfort, Hambourg, Kiel.

Trois nouvelles arrestations ont été effectuées vendredi après celle d'un premier suspect, âgé de seize ans, sous les verrous depuis lundi : il s'agit de jeunes gens, âgés de seize, vingt et vingt-trois ans, proches des milieux d'extrême droite de Solingen, qui ont été inculpés pour meurtres et tentatives de meurtre.

Le premier jeune homme arrêté, ainsi que l'un des trois nouveaux suspects, auraient eu leur participation au crime. Les jeunes gens, qui avaient bu, auraient voulu se venger d'avoir été exclus d'un bar par des Turcs.

représentants des autorités d'Ankara à Bonn, le chancelier n'a cependant pas parlé d'accorder la double nationalité aux immigrés turcs, comme le souhaitait la Turquie mais également de plus en plus de responsables politiques allemands. Après le discours en ce sens du président Richard von Weizsäcker (le Monde du 5 juin), le ministre des affaires étrangères, Klaus Kinkel, a déclaré soutenir lui aussi cette proposition.

Devant des députés du Bundestag, le ministre de l'Intérieur, Rudolf Seiters, a donné quelques précisions sur l'importance de l'extrême droite en Allemagne : depuis le début de l'année, huit personnes ont péri dans des attentats commis par elle (dix-sept l'an dernier), et depuis le début de 1993, les délits d'extrême droite ont progressé de 50 % par rapport aux quatre premiers mois de 1992. M. Seiters a ajouté qu'il n'excluait pas d'interdire de nouveaux groupements néonazis (trois l'ont déjà été en décembre dernier).

RUSSIE : en Tchétchénie « indépendante »

Les chars du président tirent devant le Parlement

L'anarchique démocratie qui se maintenait veille que veille dans la République tchétchène depuis sa proclamation d'indépendance en octobre 1991 a pris fin : à l'aube du vendredi 4 juin, un char suivi de blindés transportant le garde du président Djokhar Doudey a tiré contre les bâtiments de la place du Cheikh Mansour (ex-place Lenin), où se déroulaient, retranchées les diverses forces de l'opposition, des manifestations de l'opposition officielle dissoute, le Conseil municipal, les partis d'opposition démocratique, ainsi que les policiers et autres éléments des forces armées qui avaient pris leur part.

Les affrontements de la journée ont fait de dix à quinze morts selon l'opposition - trois, selon M. Doudey, dont la Garde a promené en ville soixante prisonniers lors d'une marche de la victoire. Celle-ci a surtout consisté à empêcher le référendum que l'opposition avait préparé pour le 5 juin, espérant qu'une majorité se prononcerait pour elle.

Depuis le milieu, en effet, deux manifestations hostiles et permanentes se tenaient dans la capitale, Grozny - des manifestations semblables à celles qui avaient abouti aux guerres civiles en Géorgie, fin 1991 et au Tadjikistan, en 1992.

Chez les Tchétchènes, on pensait qu'un tel déroulement serait impossible en raison de la forte tradition du « prix du sang » - version locale de la vendetta - et du respect dû aux « anciens », les vieillards aux barbes blanches qui, assis sur des chaises avec leurs chapeliers, formaient une haie protectrice autour de chaque des deux manifestations. Celle du président Doudey comptait surtout des villageois amenés de leurs montagnes, toujours fiers de l'ex-général de l'aviation soviétique soviétique qui leur a été donnée.

« L'indépendance », celle de l'opposition, plutôt l'intelligentsia de la ville, y compris quelques Russes, et tous ceux qu'elle a gagnés à sa cause en raison de la crise économique et du non-vernement des aînés. Cette opposition ne déclare elle russe

« indépendantiste » et accuse souvent le général-président d'être manipulé par ses anciens patrons soviétiques. Djokhar Doudey, lui, fait - non sans succès auprès de ses partisans - l'amalgame entre son opposition démocratique et les anciens apparatchiks tchétchènes réfugiés à Moscou - au premier rang desquels il place le président du Parlement russe Rousslan Khasboulatov.

Dans un ultimatum, lu vendredi à Grozny, le « peuple » a été invité à livrer aux autorités trente parannellités, dont M. Khasboulatov, le président du Parlement et les chefs des partis démocratiques - entrés, en « clandestinité ».

En même temps, la radio affirmait que les troupes russes, présentes en force dans l'ingouche voisine, se concentraient à la frontière tchétchène : le moyen habituel du général pour rassembler les Tchétchènes autour de lui.

S. Sh.

SERBIE : « gravement blessé » selon ses avocats

L'opposant Vuk Draskovic encourt une peine de quinze ans d'emprisonnement

BELGRADE

de notre correspondant

Arrêté dans la nuit de mardi à mercredi à Belgrade après une manifestation qui a tourné à l'émeute, l'écrivain Vuk Draskovic, leader de l'opposition serbe, et son épouse Danica Draskovic ont été inculpés, vendredi soir 4 juin, après avoir comparu devant un juge d'instruction quelques heures seulement avant l'expiration du délai légal de soixante-douze heures de garde à vue.

Inculpés en vertu de l'article 114 du code pénal yougoslave, qui réprime les troubles à l'ordre public et les atteintes à l'ordre constitutionnel, le leader du Mouvement du renouveau serbe (SPS) et sa femme seront maintenus en détention pendant une trentaine de jours, ont annoncé, devant la prison centrale de Belgrade, leurs avocats. Mais comme ces troubles ont entraîné la mort d'un policier, c'est l'article 139 qui est pris en compte. Vuk et Danica Draskovic sont donc passibles d'une peine de prison de dix ans minimum.

Les avocats des époux Draskovic ont immédiatement déposé un « procès politique mané », et réclament que leurs clients soient hospitalisés et reçoivent l'assistance médicale nécessaire dont ils ont été privés jusqu'à présent. Se refusant à donner des détails sur l'état de santé de Vuk et Danica Draskovic avant que la commission d'experts qui les a examinés, vendredi, ne publie son rapport, les avocats ont toutefois confirmé que tous deux souffraient de « blessures graves », mais que « leur état psychique était bon » et qu'ils étaient énergiquement défendus devant le juge d'instruction.

Dans la journée, de nombreuses associations et institutions serbes ont réagi contre l'arrestation et le passage à tabac des époux Draskovic au cours de leur détention. Outre l'Association des écrivains et le Pen Club de Serbie, l'Association des médecins de Serbie a demandé à pouvoir examiner le couple Draskovic. De son côté, le Comité des droits de l'homme créé dans le cadre du Centre anti-guerre à Belgrade, a dénoncé l'action de la

police, qui a fait preuve d'« une violence extrême » à l'égard non seulement des manifestants, mais des journalistes qui couvraient l'événement.

Le dispositif policier mis en place dans la capitale serbe, où circulent depuis mercredi des escouades de motards à l'affût du moindre attroupement, a toutefois dissuadé toute velléité de contestation massive. Les manifestations annoncées en province par l'opposition serbe ont été interdites, comme à Nis (sud), Kragujevac (centre) et Novi Sad (nord). L'opposition est donc réduite à donner des conférences et à publier des communiqués que les médias officiels ignorent. En attendant que la Cour constitutionnelle, saisie jeudi par le parquet, se prononce sur la demande d'interdiction du Mouvement du renouveau serbe (SPS), la coalition de l'opposition DEPOS, dont fait partie le mouvement de M. Draskovic, a estimé qu'une telle décision conduirait « à la dictature et à la guerre civile ».

FLORENCE HARTMANN

Bosnie : les hésitations des Occidentaux

Suite de la première page

Le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, n'a sept jours pour solliciter d'autres contributions ; faute de les obtenir, on voit mal comment la résolution 836 pourrait s'appliquer.

Le texte souligne que le Conseil « étend le mandat de la FORPRONU » afin de lui permettre de défendre activement les zones, il autorise le recours à la force en cas d'attaque, bombardement, incursion armée contre toute partie des zones ou si des obstacles délibérés empêchent l'accès à l'intérieur des zones ou dans leurs environs ».

« En cas d'atteinte à la liberté de circulation de la FORPRONU ou des convois humanitaires », référence implicite à l'OTAN, la 836 mentionne que « des organisations régionales peuvent prendre, sous l'autorité du Conseil, toute mesure nécessaire » au soutien de la FORPRONU « en attendant que les États-Unis mandats ». En clair : les États-Unis peuvent utiliser leurs appareils au service de l'OTAN en Europe pour, s'ils le désirent, assurer la défense des « casques bleus ».

Les hommes de la FORPRONU auront dorénavant pour mission de « dissuader les attaques contre les zones » (ou s'en tiennent aux six zones désignées le 31 mars par la résolution 816, bien que les

Musulmans bosniaques aient été attaqués depuis par les Serbes et par les Croates dans d'autres régions), « contrôler le cessez-le-feu », « favoriser le retrait des unités militaires et paramilitaires ne relevant pas du gouvernement de la Bosnie-Herzégovine », enfin « occuper quelques points essentiels sur le terrain, en plus de leur participation aux opérations d'assistance humanitaire ».

Dérobade des Russes

Le gouvernement de Bosnie, les non-alignés, dans une certaine mesure, les États-Unis craignent que ce dispositif ne gèle la situation militaire sur le terrain et n'entérine les victoires des Serbes, qui contrôlent environ 70 % du territoire du pays. Ils redoutent que les zones de sécurité ne se transforment en camps de réfugiés permanents dans une Bosnie-Herzégovine divisée par la force en trois entités : une région musulmane, une autre serbe, une troisième croate.

Pour tenir compte de ces appréhensions, la résolution souligne que ce dispositif est transitoire et ne doit être compris que comme un pas vers l'application du plan Vance-Owen. Celui-ci, attaché au principe d'une Bosnie-Herzégovine une et souveraine, propose la création de dix provinces autonomes (sans « continuité » ethnique autre elles), sous l'autorité d'un « conseil » d'élus locaux.

« En aucun cas, les zones de sécurité ne sont fin en soi », dit la résolution, elles doivent être « parties intégrantes » du processus Vance-Owen. Le Conseil « affirme que les zones de sécurité seront une mesure temporaire, et que l'objectif premier de mesure d'appliquer les conséquences de l'usage de la force et de permettre à toutes les personnes déplacées de retourner en paix dans leurs foyers ». Le Conseil demande aux Serbes d'accepter la mise en œuvre du plan Vance-Owen. Rien de tout cela, évidemment, n'est garanti.

A la requête des non-alignés, M. Boutros-Ghali devra, dans deux mois au plus tard, faire un rapport sur la mise en œuvre des zones et sur le respect de la résolution sur le terrain. Le Conseil « montrera ouvert l'option de nouvelles mesures plus dures, sans en préjuger ni exclure aucune ».

L'ambassadeur de France, Jean-Bernard Mérimée, a insisté : les zones, a-t-il dit devant le Conseil, doivent « constituer une mesure temporaire, une première étape » ; il s'agit « d'assurer le maintien de l'assise territoriale nécessaire » à l'application du plan Vance-Owen. Les non-alignés n'ont pas moins voté à contre-cœur. Contrairement à ce qu'ils avaient annoncé aux Occidentaux, les Russes ne paraissent plus du tout disposés à fournir des renforts à la FORPRONU.

Le 22 mai à Washington, Alain Juppé avait cru pouvoir se flatter de la coopération future des Russes, qu'il disait prêts à dépecher 2 000 hommes en Bosnie. Il n'en est apparemment plus question. Les Russes n'ont pris,

vendredi, aucun engagement. « Ils ne mettent personne sur le terrain », disait un diplomate occidental, qui accusait les Russes de « pratiquer à plein le double langage ».

L'administration Clinton a à peine paru plus déterminée. Lors de ce débat, elle a donné l'impression de poursuivre une politique confuse ou pour le moins incohérente. Son représentant, Madeleine Albright, l'a dit franchement : « Les États-Unis votent pour cette résolution sous illusion » ; « ils y voient une mesure intermédiaire, ni plus ni moins ». Ils sont résolus à « envoyer aucun soldat sur le terrain. Ils s'avisent pas de participer à la protection des zones, mais seulement de porter secours par des moyens aériens aux « casques bleus » s'ils étaient attaqués et que les pays européens, principaux bailleurs de troupes, leur en fassent la demande. Et encore, l'administration Clinton paraît trembler devant cette éventualité et reprocher aux Européens de chercher à l'impliquer militairement en Bosnie.

Car, en dépit de tout ce que le président Clinton avait laissé entendre au début de son mandat, le secrétaire d'Etat Warren Christopher a avoué cette semaine, avec franchise, que les États-Unis n'étaient plus du tout d'humeur interventionniste dans ce conflit, et même plus coavineux du mérite des bombardements aériens qu'ils proposaient encore récemment. « La Bosnie est une tragédie humaine, mais ce n'est pas une confrontation entre les États-Unis et la Russie [et] elle n'offense pas nos intérêts nationaux vitaux », a-t-il observé, ajoutant : « Tous nos experts militaires disent que des frappes aériennes pourraient être qu'une chute le premier ou le deuxième jour, mais qu'ensuite les pièces d'artillerie et les martriers seraient dissimulés dans les collines, cachés sous les arbres ou même plus, placés près des écoles, des mosquées ou des hôpitaux ».

Quant à M. Boutros-Ghali, il éprouverait peu d'enthousiasme pour ce texte. Le secrétaire général réduirait par-dessus tout que les musulmans bosniaques ne provoquent un affrontement entre « casques bleus » et Serbes - hypothèse que nombre d'observateurs estiment des plus crédibles. L'opposition de M. Boutros-Ghali serait telle que certains des parains de la résolution imaginent vainement le secrétaire général « traînant les pieds » et retournant dans sept jours devant le Conseil pour annoncer qu'il n'a trouvé personne pour veiller à l'exercice du nouveau mandat confié à la FORPRONU.

AFSANÉ BASSIR POUR ET ALAIN FRACHON

RECTIFICATIF. - Dans l'encadré consacré à la langue catalane (le Monde du 4 juin) il fallait lire : « il n'y a pas de territoire bilingue, il y a des citoyens bilingues » selon les propos de Miquel Renu, directeur de la politique linguistique du département de la culture de la Généralité de Barcelone et non pas « il n'y a pas de territoire bilingue, il n'y a pas de citoyens bilingues » comme nous l'avons écrit par erreur.

Indépendance paisible à Riga

Suite de la première page

Si vingt-quatre partis briguent les suffrages des électeurs, cinq ou six au maximum - et sur ce point les sondages sont unanimes - devraient être à même de franchir la barre des 4 % nécessaires pour avoir un représentant. La Voie lettone, menée par l'actuel président du Conseil suprême, Anatolijs Gorbunovs, devrait arriver nettement en tête.

Ensemble hétéroclite d'anciens responsables de l'époque soviétique mais qui ont tous participé aux combats pour l'indépendance, et de jeunes « technocrates » ambitieux, ce mouvement bénéficierait avant tout de la forte popularité du président actuel, aussi à l'aise aujourd'hui à la tête de son pays qu'il le fut hier comme responsable zèle du Parti communiste. Devrait arriver ensuite le LNNK, ou Parti pour l'indépendance lettone, beaucoup plus radical, notamment en ce qui concerne le sort à réserver à la communauté russophone du pays.

Forces d'occupation

Ce parti présente sur ses listes de nombreux Lettons de la diaspora revenus depuis l'indépendance et qui, encore plus que les autres, veulent rayer toute référence à la période soviétique. Le Parti agraire, conservateur, pourrait se voir disputer la troisième place par le mouvement Concordie de l'ancien

ministre des affaires étrangères, Jany Jurkans, homme de talent qui avait démissionné pour protester contre la politique trop rétrograde à son sens menée par le gouvernement, et qui prône une ouverture ou direction de la communauté russophone.

Les autres formations flirtent avec la barre des 4 % et attendent le Front populaire mené par l'actuel premier ministre, M. Godmanis, qui fut le fer de lance des premiers combats pour l'indépendance ; et le mouvement Égalité des droits, une formation composée en grande partie de russophones.

Une chose est certaine : quel que soit le résultat, ces élections seront contestées par une grande partie de la population, à savoir les quelques six cent mille russophones qui n'ont pas obtenu le droit de participer au scrutin. Sur les 2,6 millions d'habitants que compte aujourd'hui la Lettonie, 1,1 million sont d'origine « étrangère » et la moitié d'entre eux n'ont pas obtenu la citoyenneté lettone. La polémique fait rage. Pour certains Lettons, « c'est déjà bien que cinq cent mille russophones environ puissent déjà voter ».

Quoi qu'il en soit, les futurs responsables du pays auront prioritairement à s'attaquer à ce dossier ultrasensible de la défraction du statut de près de la moitié de la population du pays considérée comme non lettone et composée,

certaines, d'une majorité de Russes mais aussi d'Ukrainiens, de Polonais, etc. Avec, pour le moment, un seul point d'accroche commun à tous les partis : le départ le plus rapide possible de toutes les forces d'occupation militaires et leurs familles, agents de la sécurité... - qui représenteraient jusqu'à deux cent mille personnes.

Le meilleur élève du FMI

Il sera difficile, compte tenu des fortes pressions des nationalistes lettons, de trouver un compromis



acceptable qui prenne aussi en compte la forte hétérogénéité de la communauté russophone, qui va de l'étudiante de Riga, fille d'un couple « mixte », parlant couramment le lettone, à l'ouvrier de Daugavpils, ville peuplée en grande majorité de russophones, qui, arrivé il y a dix ans pour travailler dans une entreprise du complexe militaro-industriel soviétique, ne parle pas un traître mot de lettone.

en passant par l'ancien officier de l'armée rouge qui n'a toujours pas compris que Moscou n'était plus la capitale de l'empire. « Si l'économie va bien, alors nous pourrions plus facilement intégrer tous ceux qui habitent notre pays », disent, comme pour remplacer un problème par un autre, beaucoup de responsables lettons.

Pour le moment, surtout lorsqu'on arrive de Moscou ou d'une autre République de l'ex-URSS, la Lettonie fait figure d'eldorado. Le « rouble lettone », qui va être progressivement remplacé par le lats ne s'est-il pas apprécié par rapport au dollar depuis un an ? L'inflation est moindre qu'en Allemagne, et la balance commerciale est « hyper-excédentaire », selon les commentaires d'un expert international qui ne tarit pas d'éloges sur le « meilleur élève du FMI ».

Ce « miracle lettone » a pourtant des bases fragiles. Plaque tournante d'un commerce souvent pas très orthodoxe entre l'ex-URSS et l'Europe du Nord et occidentale, la Lettonie jouit certes d'un afflux d'argent mais n'a pas encore véritablement enclenché la conversion d'une industrie lourde créée par et pour l'URSS.

Lorsqu'il s'agira de moderniser ces entreprises, voire de les créer, que deviendront alors les milliers de travailleurs mis sur le tas et qui, dans leur immense majorité, sont des russophones ? En attendant, les habitants de la Lettonie veulent profiter à plein de leur indépendance retrouvée. Ils savent ici, l'Histoire leur a montré, combien cette liberté peut être fragile.

JOSÉ-ALAIN FRALON

ASIE

CAMBODGE : critiqué par les Etats-Unis et l'ONU

Le projet de « gouvernement national » s'est heurté aux réserves du mouvement sihanoukiste

La ferme opposition des Etats-Unis à la formation d'un gouvernement intérimaire et des réserves émises par le FUNCINPEC, le mouvement sihanoukiste arrivé en tête du scrutin pour l'élection d'une Assemblée constituante, expliquent, avant tout, les « grosses difficultés » éprouvées par le prince Sihanouk à former un « gouvernement national du Cambodge » et son renoncement, au moins provisoire, à ce projet (le Monde du 5 juin). D'autre part, selon les derniers résultats portant sur 92 % des suffrages, le FUNCINPEC obtiendrait entre 56 et 60 sièges sur 120, le PPC (Parti du peuple, au pouvoir à Phnom-Penh) entre 49 et 53, et le PDLB (Parti démocratique libéral bouddhiste) 6 au 7.

PHNOM-PENH

de notre envoyé spécial

Dès que l'ancien roi a annoncé, jeudi 3 juin en fin d'après-midi, qu'il formait un gouvernement en

s'appuyant sur le FUNCINPEC et le PPC, la représentation américaine au Cambodge a fait circuler un document exprimant sa ferme opposition au projet de Sihanouk. Les Etats-Unis sont hostiles à la formation d'un gouvernement intérimaire, estimant qu'elle ne concorde pas avec les accords de Paris d'octobre 1991. En d'autres termes, ils jugent, semble-t-il, qu'aucun changement ne doit intervenir tant que l'Assemblée élue du 23 au 28 mai sous l'égide des Nations unies n'aura pas adopté une Constitution, à la majorité des deux tiers et dans un délai de trois mois.

De son côté, le prince Ranariddh, président du FUNCINPEC, dont son père est le fondateur, a émis une série d'objections et exprimé sa « grande surprise » à l'annonce, qui faisait pourtant état de son « soutien inconditionnel », de la formation d'un gouvernement de coalition. Il a demandé qu'en soient exclus certains ministres du régime de Phnom-Penh, « compte tenu de leurs très lourdes responsabilités en tant que « tueurs des innocents membres du FUNCINPEC durant le processus électoral ». Il a réclamé également que les portefeuilles soient répartis « proportionnellement au nombre de sièges obtenus » et non

gérés par des co-ministres appartenant à chacun des deux grands partis, ainsi que Sihanouk l'avait annoncé. Le prince Ranariddh veut aussi que le gouvernement de Hun Sen « s'engage clairement à accepter le résultat des élections ».

Le soutien de la France et du Japon

En elles-mêmes, ces réserves ne seraient pas à même de faire échouer la formation d'un gouvernement Sihanouk, car au compromis semble réalisable au moins sur plusieurs points. Mais c'est la première fois que le prince Ranariddh s'oppose de façon si nette et si publique à son père, ce qui laisse penser que les dirigeants du FUNCINPEC s'estiment en droit de profiter de leur succès électoral. Ils jugent également que la solution Sihanouk, dont l'un des objectifs était de tuer dans l'œuf toute tentative de coup de force du régime de Phnom-Penh, fait la part trop belle à ce dernier, battu d'une courte tête.

Mais le problème est peut-être ailleurs. Approuvé sur-le-champ par Paris, soutenu par le Japon, le retour du prince Sihanouk au pouvoir ne suscite guère l'enthousiasme

de l'APRONUC, Autorité provisoire de l'ONU. Le FUNCINPEC a emporté les élections sur le nom de Sihanouk, dont il s'est réclamé pendant toute sa campagne. Ranariddh s'est même engagé, à plusieurs reprises, à remettre le pouvoir à son père. Le véritable vainqueur, s'il en est un, est bien le prince Sihanouk. Sans discuter le rôle crucial qui est le sien, les Etats-Unis, dont les relations avec Sihanouk sont difficiles depuis trente ans, ne peuvent se faire à l'idée que l'ancien roi reprenne les choses en main.

A l'APRONUC, où l'on parle vaguement de « conseil », et non de « gouvernement national », on semble souhaiter qu'en attendant la promulgation d'une Constitution, le CNS (Conseil national suprême, présidé par Sihanouk et désigné par les Khmers rouges) et l'APRONUC continuent de gérer le pays, même si l'expérience prouve que cette solution est boiteuse. M. Akashi, patron de l'APRONUC, n'a pas même renoncé à l'idée d'une « petite table ronde » associant à ce tandem des représentants de l'Assemblée, seul organe élu du pays.

Ces désaccords sont profonds car il ne s'agit peut-être pas seulement de trouver un nouvel habillage à la formule proposée jeudi par le

prince. Le problème est pourtant simple : ceux qui s'opposent au projet de Sihanouk n'ont aucune autre solution à proposer. Non seulement l'ancien roi sort vainqueur de l'épreuve électorale sans y avoir directement participé, mais la popularité de son éventuel retour au pouvoir est d'autant plus manifeste qu'il l'a placé sous le double label de l'union et de la réconciliation nationales. Samedi, le Cambodge s'était donc installé dans l'attente. « Malade », le prince a refusé de présider une réunion du CNS qui, du coup, a été annulée. Le gouvernement Hun Sen, qui avait accepté jeudi de faire place à celui de Sihanouk, a annoncé sa « réexistence ».

On espérait cependant que Norodom Sihanouk, faute de pouvoir faire aboutir son projet, ne regagnerait pas Pékin, ce qui ne manquerait pas de créer un grand vide et de relancer des tensions latentes.

Il ne faut pas oublier non plus que le régime de Phnom-Penh trouvait également son compte dans la solution avancée jeudi par Sihanouk. Et le gouvernement de Hun Sen a beau avoir perdu, de peu il est vrai, les élections, il contrôle l'administration et les forces de sécurité sur la majeure partie du territoire.

JEAN-CLAUDE POMONTI

LOIN DES CAPITALES

Kengtung, au cœur de tous les trafics

KENG TUNG (sud-est de la Birmanie) de notre envoyé spécial

« C'ÉTAIT l'année dernière, peu avant la fête de l'eau... Les soldats sont venus en force, ils ont investi la ville, posté des sentinelles tout autour du jardin, et en moins d'une semaine, ils ont détruit le palais seigneurial. Ils disaient qu'il était trop vieux, il datait du début du siècle et était inhabitable depuis le coup d'Etat militaire de 1962 et la suppression des privilèges princiers. Les gens ont tenté de se révolter, beaucoup pleuraient, la foule murmurait, les soldats ont menacé de tirer... »

Dans la pénombre fraîche de la chambre spartiate, installée sur un coussin rapide posé à même le plancher de bois peint, le supérieur de l'un des quarante-six monastères de Kengtung raconte d'une voix neutre l'atrocité blessure dont les Chans (1) qui peuplent la région portent long temps témoignage. Pourquoi cet acharnement des militaires de Rangoon ? « Pour nous humilier. Pour rappeler qu'ils ont les armes et qu'ils peuvent à tout moment nous écraser et tel est leur bon vouloir. Parce qu'ils ne respectent rien, pas plus la démocratie que la loi légitime des autres à l'autodétermination. » Puis, d'un geste souple, le moine sort d'un petit sac un album de photos jaunies : le palais, le sawbwa en habit de cérémonie à dos d'éléphant, sa femme perdue de superbes bijoux, des scènes de famille sur une terrasse - souvenirs d'un temps purtant récent, quand les Chans étaient encore libres d'être eux-mêmes.

Aujourd'hui, Kengtung, chef-lieu de l'Etat chan oriental, ennuie à peine à entrer d'une légalité imposée par tant d'années de régime militaire. La ville, qui compte quelque trente mille habitants, est réputée capitale du Triangle d'or, cette région surélevée des brumes louches de tous les trafics sise aux confins de la Birmanie, de la Thaïlande et du Laos.

Aux alentours, la jungle épaisse est accueillante aux sentiers cachés, empruntés par les porteurs en file indienne transportant la matière première cultivée par les populations semi-nomades vivant dans les collines vers des laboratoires aussi sophistiqués que prétentement occultes. Sur les flancs escarpés des vallées, les champs de pavots étendent de couleurs chatoyantes à l'époque de la floraison, la culture sur brûlis dévalant les crêtes, la rivière se coule avec nonchalance entre les rives abruptes ou bouillonne par bouffées en se heurtant aux rochers polis par le temps et les remous.

La route, elle, plus ou moins carrossable jusqu'à mi-chemin, finit en piste cahoteuse à partir de Mong Phayak, et il faut compter aux bonnes heures pour franchir les 170 kilomètres qui séparent Kengtung de Tachilek, sur la frontière thaïlandaise. En passant, au creux d'un coude au milieu de nulle part, on remarquera par trois fois des campements sombres : les longues huttes de bambou servent d'abri aux prisonniers enclavés aux travaux forcés. Enchaînés et fers aux pieds, ils cassent des cailloux sous surveillance militaire. Interdit de s'arrêter et de photographier.

De prime abord, Kengtung donne l'impression de ne pas très bien savoir ce qui lui arrive. Le long des rues, les échoppes regorgent de canettes de bière chinoise ou thaïlandaise, de fassques d'eau-de-vie chinoise ran-

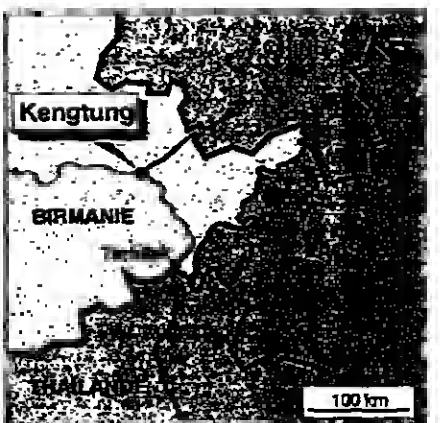
ferment de curieuses bestioles, de bouteilles d'eau minérale thaïlandaise, de verrerie et de pacotille de plastique.

Seigneur de la guerre

Les ustensiles domestiques d'acier tendent à disparaître devant l'invasion de PVC aux couleurs criardes et, au marché, les étals grouillent sous des piles de tee-shirts, chemises et shorts made in China au détriment du traditionnel longyi (2) chan, l'un des plus prisés du pays. La nuit tombée, à la lumière éblouissante des ampoules isolées, c'est à peine si l'on distingue les passants attentifs à éviter les trous béants entre trottoir et chaussée, qui s'arrêtent parfois un moment pour regarder chez les boutiquiers l'émission télévisée de télévision encaissée essentiellement à venter les mérites du régime militaire.

Le nouvel hôtel d'Etat, composé de maisons en bois sagement alignées, attire aux voyageurs encore rares une trentaine de chambres au confort modeste, à payer au prix fort et en devises. La majorité sont des Thaïlandais venus en voisin à l'effort de la bannière eubaine toujours passible, et des chauffeurs qui assurent le transport de jeeps neuves de Thaïlande en Chine en suivant cette route en construction qui devrait, dans quelques semaines, à ouvrir officiellement à la circulation générale jusqu'à la frontière du Yunnan, à moins d'une centaine de kilomètres de là.

Sur le terrain vague qui surplombe l'auberge, l'emplacement du palais détruit l'an



dernier sert de parc aux véhicules en transit. C'est, dit-on, un fameux seigneur de guerre local, Lo Hsing-han, qui s'est reconstruit l'opium à ce nouveau trafic apparemment fort lucratif. A ses revenus déjà copieux, il ajoute ainsi des boutilleries qui lui permettent de garder le contrôle de son fief grâce à la complicité des militaires birmanais avec qui il a fini par trouver un arrangement.

Les casernes sont nombreuses et viennent se planter jusque dans les cours des monastères. De très jeunes sentinelles équipées d'armes chinoises montent le garde dans des grottes de fortune : au bas de l'escalier central menant au fief de la colline où niche un vieux sanctuaire, l'adolescent en treillis avouait tout juste quatorze ans. Des femmes palmant en attente vivement colorées formaient une joyeuse cohorte qui devint effacée en s'installant devant l'autel réhérent

décoré. Rangoon paraît bien loin de Kengtung et, n'était-ce la présence militaire pesante, les Chans de la région ne se préoccuperaient guère de cet éloignement.

Vequant aux tâches quotidiennes, peu d'entre eux se montrent loquaces, mais, quand ils parlent - en chan et nan en birman - ils disent à voix basse l'appression, leur volonté de survie et leur aspiration à la liberté, sinon à l'autodétermination, voire à l'indépendance. Pourtant, à Kengtung comme ailleurs, la Ligue nationale pour la démocratie avait largement emporté aux élections de 1990.

Prisonniers enchaînés

Mais la jungle n'en a jamais tenu compte et la figure de proue de l'opposition, Aung San Suu Kyi, Prix Nobel de la paix, demeure en résidence surveillée à Rangoon. Pour l'instant, ce qui compte c'est d'améliorer l'ordinaire et de remonter le pente. Car, à en croire de jeunes Chans exilés de l'autre côté de la frontière en 1962 avec leurs parents et revenus pour la première fois renouer avec la famille à Kengtung, le niveau de vie s'est considérablement détérioré, en particulier ces dix dernières années, et leurs proches se plaignent d'un appauvrissement généralisé.

Sur le chemin du retour vers Tachilek, les véhicules sont aussi rares qu'à l'aller. A mi-parcours, les prisonniers enchaînés sont toujours en train de casser des cailloux. Deux ou trois camionnettes surchargées de silhouettes empoussiérées multiplient leurs soubresauts dans leur course désordonnée vers un espoir de mieux vivre pour des voyageurs sans bagage. L'arrivée à Tachilek tient pour eux du débarquement au pays de cocagne : les marchés regorgent de bimbeloterie thaïe bon marché, de faux souvenirs et de vraies peaux de bêtes - tigres et léopards tachetés en tête, panthères et autres félins sauvages silencieusement protégés.

Particularité des lieux : Tachilek est officiellement en territoire birman mais la seule monnaie à y avoir cours est le bath thaïlandais. Explication d'un commentateur : l'immense rampe en Birmanie et l'immense communauté des échanges monétaires avec des billets de 5, 15, 45 ou 90 kyats poussent acheteurs et vendeurs à théoriser en bath.

Il ne reste plus qu'à passer le pont. A son abord, immeubles et villas de style thaï peussent comme des champignons après la pluie. Derrière cette façade de nouvelle opulence, mesures et cahutes montent à l'assaut des collines. Un va-et-vient indescriptible enfile la voie de passage, un flot continu de piétons et de voitures s'écoulent dans les deux sens. Il y a un air, à la moitié exacte du pont, là où bêtent les larges grilles rigoureusement cadenassées et maintenant couvertes de neuf heures du matin à cinq heures du soir, il y avait un écrivain surmontant le cheval de frise : « Aucun étranger n'est autorisé à franchir ce point ». Aujourd'hui, le pancarte enlève le barrière mobile posée à l'écarter de la circulation officielle : « Bienvenue aux touristes ». Jusqu'où et pour combien de temps ?

JEAN-CLAUDE BUHRER

(1) Chans ou Grands Thaïs, peuple cousin des Thaïlandais.
(2) Longyi : jupe unique nouée à la taille.

AFRIQUE

CONGO

Situation tendue à Brazzaville à la veille du second tour des élections législatives

BRAZZAVILLE

de notre envoyé spécial

La plus grande enflamme régnait au Congo à la veille du deuxième tour des élections législatives anticipées, prévu pour dimanche 6 juin. Les Congolais ne savaient toujours pas, samedi, si le scrutin aurait bien lieu. Les partis de la Mouvement présidentielle continuaient d'appeler les citoyens à se rendre aux urnes, tandis que la coalition de l'opposition maintenait son mot d'ordre de boycottage.

Le premier tour de ces législatives, organisé le 2 mai, avait donné une confortable avance à la Mouvement présidentielle, constituée autour de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (UPADS) du président Pascal Lissouba, qui avait rafé 62 des 125 sièges de l'Assemblée nationale.

Avec seulement 49 députés élus, la coalition de l'opposition, emmenée par le Parti congolais du travail (PCT, ex-parti unique) de l'ancien président Denis Sassou Nguesso, avait essuyé un revers cuisant.

L'Union pour la république et la démocratie (URD) d'André Milongo, l'ancien premier ministre de la période de transition, désormais proche de M. Lissouba, avait remporté deux sièges, tandis que l'Union patriotique pour le renouveau national (UPRN, indépendant) de Mathias Dzun en avait obtenu un. Onze sièges restaient en ballottage.

La publication de ces résultats - dix-huit jours après le premier tour - a donné lieu à une violente contestation de l'opposition, qui dénonçait « des irrégularités flagrantes dans onze circonscriptions », exigeait de nouvelles élections, menaçant non seulement de ne pas participer au deuxième tour mais d'en empêcher le bon déroulement.

La Commission nationale d'organisation et de supervision des élections législatives anticipées (CONOSELA), composée de tous les partis politiques, a été mise en cause par les uns et par les autres. Une série de négociations entre les deux grandes familles politiques, puis trente-six heures d'ultimes discussions, jeudi et vendredi, n'ont pas permis de déboucher une situation qui pourrait déboucher sur des manœuvres papiales, voire des affrontements, comme le craignaient plusieurs dirigeants politiques.

La situation était tendue à Brazzaville, où la population compose depuis longtemps avec des conditions d'existence difficiles. Les habitants de la Cité des quartiers périphériques expriment volontiers leur « ras-le-bol ». Ils ne comprennent pas pourquoi, alors que la démocratisation du pays est en route depuis trois ans, les responsables politiques ne respectent pas les règles du jeu qu'ils ont eux-mêmes édictées.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

□ CENTRAFRIQUE : l'armée a ouvert le feu sur des manifestants. Des militaires ont ouvert le feu, vendredi 4 juin, à Bangui, lors d'une manifestation rassemblant quelque cinq mille femmes. Un homme aurait été tué, selon des témoins. L'hôpital, sous contrôle militaire, a fait état de deux blessés. Bravant une interdiction gouvernementale, les femmes entendaient manifester leur soutien aux fonctionnaires, sans salaire depuis cinq mois, et exiger la réouverture des écoles et des hôpitaux, fermés faute de subventions. (Reuter.)

□ SÉNÉGAL : le Parti démocratique affirme que l'un de ses députés a été torturé. Un député du Parti démocratique sénégalais (PDS), dirigé par Abdoulaye Wade, a été torturé par la gendarmerie, selon un communiqué diffusé par ce mouvement, vendredi 4 juin. « Le député Mody Sy a été l'objet de tortures et sévices atroces (décharges électriques, aspergion d'eau) qui ont gravement altéré sa santé, en vue de lui extorquer des aveux », précise le communiqué. M. Sy et un autre député du PDS ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur l'assassinat du Babacar Seye, vice-président du Conseil constitutionnel. (Reuter.)

Le Monde
PUBLICITÉ LITTÉRAIRE
Renseignements : 46-62-74-43

Toute l'ère
dont v
avez be

AMÉRIQUES

Bolivie : un entretien avec le président sortant

« On n'a plus peur de faire de la politique dans ce pays » nous déclare Jaime Paz Zamora

VENEZUELA : après la suspension de Carlos Andres Perez

Le sénateur Ramon Velasquez a été élu président par intérim

Par 205 voix sur 236 présents, le Congrès vénézuélien a élu, dans la nuit du vendredi 4 au samedi 5 juin, le sénateur Ramon Velasquez, soixante-quinze ans, président par intérim. M. Velasquez devra organiser les élections de décembre et restera en poste jusqu'en février 1994, terme du mandat de Carlos Andres Perez. Ce dernier, accusé d'avoir détourné 17 millions de dollars, a été suspendu de ses fonctions présidentielles le 21 mai.

CARACAS

de notre envoyé spécial

Proposé conjointement cette semaine par les dirigeants du parti gouvernemental Acción democrática (social-démocrate) et de Copci (démocrate-chrétien, opposition), Ramon J. Velasquez succède à un homme très effacé, Octavio Lapeña (AD), président du Congrès, élu le 21 mai par ses collègues pour assurer provisoirement la magistrature suprême.

Ancien directeur de journal, écrivain, professeur d'université, historien, plusieurs fois ministre, sénateur, M. Velasquez est une personnalité respectée. C'est un homme très effacé, Octavio Lapeña (AD), président du Congrès, élu le 21 mai par ses collègues pour assurer provisoirement la magistrature suprême.

L'essence moins chère que l'eau minérale

Les partis minoritaires, en particulier le MAS, socialiste, et la Causa (extrême gauche populiste, qui a, actuellement, le vent en poupe), reprochent en outre aux états-majors des deux principales formations politiques d'avoir négocié secrètement la candidature de M. Velasquez au lieu de procéder, comme promis, à une large consultation.

« C'est un cadeau empoisonné », commente ce dernier, qui a pourtant accepté le poste à condition de disposer des pleins pouvoirs, une exigence qui souleva d'autres protestations. M. Velasquez a précisé qu'il n'entendait pas toucher au plan d'austérité appliqué depuis février 1989 en accord avec le FMI. Ce plan est très critiqué par la majorité de la population, dont le pouvoir d'achat moyen est tombé au-dessous du niveau des années 70.

Plusieurs bombes à retardement menacent la stabilité politique du pays. Le déficit budgétaire est gigantesque (environ 400 milliards de bolivars, soit 6 % du PIB selon le ministre du plan) et l'état est virtuellement en cessation de paiement. Plusieurs universités envisagent de fermer faute de crédits de fonctionnement. Les enseignants et les étudiants sont en révolte.

COLOMBIE : la famille de Pablo Escobar avait fui en Europe. — Le baron de la drogue Pablo Escobar a envoyé clandestinement sa femme, ses deux enfants et sa mère hors de Colombie, probablement en Europe, a-t-on appris, vendredi 4 juin, de source proche des services de sécurité. Le roi de la cocaïne, en fuite depuis juillet, est de plus en plus isolé, les chasseurs de prime éliminant un à un ses principaux appuis. Le corps de son beau-frère, Carlos Arturo Henao, a été retrouvé criblé de balles jeudi dans la banlieue de Medellín. En une dizaine de jours, sept hommes qui l'aidaient à gérer son empire ont été assassinés. — (Reuters, AP).

MEXIQUE : deux morts dans des affrontements entre trafiquants de drogue et forces de l'ordre. — Un sergent et un narcotrafiquant ont été tués et dix personnes blessées lors d'affrontements entre trafiquants de drogue et forces de l'ordre, dans la nuit du jeudi 3 au vendredi 4 juin, à Guadalajara, a annoncé Radio-Red. Le narcotrafiquant décédé ressemblerait « énormément » à Alfredo Arango, alias « Popeye », l'un des tueurs impitoyables dans la fusillade du 24 mai à Guadalajara, au cours de laquelle le cardinal Juan Jesus Posadas ainsi que six autres personnes avaient été tués. — (AFP).



PANCHO

tionaux ? Réduire la fiscalité qui frappe l'industrie pétrolière ? Les projets de loi du gouvernement Perez sur ces thèmes impopulaires sont bloqués depuis plus d'un an par un Parlement divisé, livré aux délices de la politique de couloir et sensible aux courants de l'opinion.

Les militaires s'impatiente et réclament implicitement un droit de veto sur les décisions politiques. Signe des temps, une association bolivarienne, qui se réclame ouvertement du colonel Chavez a présenté ses statuts le 2 juin. Elle réclame la libération des militaires emprisonnés et le « nettoyage » d'une classe politique « totalement discréditée et corrompue ».

MARCEL NIEDERGANG

Les Boliviens élaient, dimanche 6 juin, un nouveau Congrès et un nouveau président. Si, comme il est probable, aucun des quatorze candidats en lice n'obtient 50 % des voix, il appartiendra au Congrès de choisir le 6 août un président parmi les candidats arrivés en tête. La Constitution interdit au président sortant, le social-démocrate Jaime Paz Zamora, de se représenter cette fois-ci. Mais il a bien l'intention de la faire, comme il en a le droit, en 1997. Dans l'entretien qu'il nous a accordé vendredi, M. Paz Zamora se réjouit de la stabilité exceptionnelle dont bénéficie son pays. « On n'a plus peur de faire de la politique en Bolivie », nous a-t-il déclaré.

LA PAZ

de notre envoyé spécial

« Quel bilan faites-vous de votre présidence ?

— La Bolivie de 1993 est complètement différente de celle de 1989. On a le taux d'inflation le plus bas de toute l'Amérique du Sud et un taux de croissance très honorable. On a effectué également des réformes structurelles qui permettent que la croissance économique soit maintenue.

— Du point de vue politique, on a mis en place un système fondé sur le consensus national, ce qui est absolument nouveau en Bolivie. Quatre ans après, on mesure l'importance de l'accord intervenu en 1989 entre l'ADN et le MIR (1). On a réformé l'état, en particulier le système judiciaire. Cela a renforcé l'autorité des pouvoirs publics. En même temps, on a assisté à un changement des mentalités. On peut parler, dans notre cas, d'un vrai processus de modernisation.

— C'est un peu une surprise de vous voir soutenir le général Banzer. Vous aimez maintenant un ancien dictateur à devenir président ?

— Le général Banzer a fait partie

d'un « cycle militaire » qui a duré vingt ans (« Le Monde » du 5 juin). Il est vrai que j'ai participé à la lutte clandestine contre Banzer. C'est là qu'est né notre parti (le MIR). Je dois reconnaître qu'il a eu le mérite d'avoir essayé de clarifier la période militaire. A la fin de son mandat, il a appelé à des élections.

— A ce moment-là, il représentait le secteur démocratique de l'armée. Il y avait cependant un certain nombre de militaires qui étaient contre les élections, et qui

tenaient le coup d'état perpétré par Banzer en 1971. On ne peut le comparer au coup d'état en Argentine, ou au Chili. Il se situe dans la tradition bolivienne des coups d'état. Cela n'avait rien à voir avec l'idéologie. Il était normal de voir surgir un militaire dès qu'une situation de crise se présentait. D'ailleurs, Banzer a été soutenu par les deux partis politiques les plus importants de l'époque. La Bolivie était en effet dans un état critique, et je dois admettre que nous, les partis de gauche, nous agissions de façon très irresponsable.

Le soutien

de George Bush

— Qu'allez-vous faire pendant les quatre années qui viennent ?

— Dans un premier temps, je voudrais partir à l'étranger. Je veux travailler avec l'Internationale socialiste (2). Je voudrais aussi reprendre contact avec des institutions universitaires, dans le domaine des sciences politiques et des relations internationales. Je voudrais partir en Europe, peut-être en France, puisque ma formation est plutôt francophone. Mais je voudrais aussi aller aux Etats-Unis, pour mieux connaître l'administration Clinton. Je passerai donc à peu près un an à l'étranger, je rentrerai ensuite pour participer à la modernisation de mon pays.

— De toute façon, vous serez candidat en 1997 ?

— Je suis très content de voir que les Boliviens pensent que je vais me présenter à nouveau en 1997. Cela prouve que mon gouvernement n'a pas été mauvais. Pour le moment, ce que je veux, c'est que ce mandat se termine bien.

— Il est intéressant de voir qu'en Bolivie, on n'a plus peur de faire de la politique. Avant, il y avait beaucoup d'intellectuels, d'entrepreneurs, qui se maintenaient à l'écart de la vie politique parce qu'elle était associée à la violence,

aux coups d'état. Maintenant que la démocratie est consolidée, il y a de plus en plus de gens compétents qui veulent faire de la politique dans un esprit de modernisation. Je trouve ça formidable.

— Vous avez soutenu le coup d'état civil du président Fujimori au Pérou, et condamné celui du président Serrano au Guatemala. Pourquoi ?

— Dans le cas de Fujimori, on ne peut pas dire que je l'ai soutenu, mais je suis à la fois un démocrate et le président d'un pays voisin du Pérou. En tant que démocrate, nous condamnons l'attitude de Fujimori mais, en tant que voisins, nous adoptons une attitude plus souple. La violence au Pérou représente une menace réelle pour notre pays.

— Comment jugez-vous le nouveau président des Etats-Unis ?

— Pour le moment, il n'a pas clairement défini sa politique à l'égard de l'Amérique latine. D'ailleurs son silence nous inquiète. Il a condamné Jorge Serrano, mais cela ne faisait pas partie d'une politique spécifique envers l'Amérique latine.

— Pour la Bolivie, le mandat du président Bush a été très positif, les rapports avec les Etats-Unis ont atteint leur meilleur niveau pendant cette période. J'ai rencontré George Bush quatre fois en deux ans, ce qui constitue une preuve de l'intérêt américain. Deux conférences internationales ont été organisées avec la Bolivie sur la lutte contre le trafic de drogue, et il a assisté aux deux. Il a réduit notre dette extérieure de 172 millions de dollars. Nous espérons que Bill Clinton poursuivra le travail de son prédécesseur.

Propos recueillis par DOMINIQUE DHOMBRES

(1) L'Action démocratique nationaliste (ADN) est le parti du général Banzer. Le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) celui de M. Paz Zamora.

(2) M. Paz Zamora est vice-président de l'Internationale socialiste.

Toute l'énergie dont vous avez besoin

3,3 Volts



Sur les ordinateurs portables, l'énergie disponible est importante. Mais la façon d'exploiter cette énergie l'est encore plus. C'est pourquoi dans les nouveaux portables Toshiba T1900 et T4600, les processeurs i486™ n'ont besoin que de 3,3 volts pour surclasser la plupart des ordinateurs de bureau. De plus, le système de gestion de l'énergie Max-Time™, déposé par Toshiba, assure un parfait équilibre entre performances et autonomie. Les portables Toshiba vous font bénéficier d'une souplesse et d'une productivité inégalées. Parmi nos 18 modèles de portables i486™, il y en a forcément un qui correspond à votre besoin et à votre budget. Un peu d'énergie peut vous offrir beaucoup de puissance. Pour en savoir plus, contactez Toshiba au (1) 44.67.68.67 ou 3615 Toshiba.



L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

POLITIQUE

هكذا من لاجل

Recevant des intellectuels
à déjeunerEdouard Balladur
s'interroge
sur le destin de l'Europe

Le premier ministre, Edouard Balladur, a fait, vendredi 5 juin, l'éloge de la fidélité aux idées, lors d'un déjeuner avec cinq intellectuels à l'hôtel Meurice. Il avait invité le philosophe Alain Finkielkraut, l'historien Michel Winock, les universitaires Blaise Cendrars et Alain-Gérard Stama, ainsi que Denis Jeambar, directeur de la rédaction du Point.

Selon un participant, le premier ministre s'est demandé s'il « veut mieux être fidèle à ses idées et être prêt à en assumer l'échec, ou changer d'idées en espérant ne pas échouer ». Ni lui, ni aucun de ses invités n'a apporté de réponse, mais Edouard Balladur « a fait l'éloge de la fidélité à ses idées ».

La discussion a tourné autour de la cohésion, de l'emploi, de la place du travail dans la société, de l'Europe, de l'Allemagne, de la crise yougoslave, de la conception de la nationalité, du bilan de la gauche et du rôle de l'Etat. Le premier ministre a déclaré que « l'Etat est une fonction d'accompagnement, mais ne doit pas dire ce que sera la société de demain ». Il s'est également demandé si l'Europe, qui a occupé une place centrale dans le monde depuis la Renaissance, n'arriverait pas à la fin d'un cycle.

Alain Finkielkraut a déclaré, après le repas, qu'Edouard Balladur « était montré ému de charisme et de sincérité ». « Il a été très ouvert. C'est un homme très charmant, très charmant, d'une grande intelligence », a-t-il dit. Le philosophe a regretté que la question yougoslave, un des sujets de prédilection, n'ait pas été davantage évoquée.

M^{me} Michaux-Chevry s'indigne du rejet de son budget
par la chambre régionale des comptes

En Guadeloupe

Lucette Michaux-Chevry, président (RPR) du conseil régional de la Guadeloupe et ministre délégué à l'action humanitaire et aux droits de l'homme, a vivement réagi, vendredi 4 juin, à la décision de la chambre régionale des comptes de placer le budget régional sous la tutelle du préfet (le Monde du 6 juin). L'organisme de contrôle financier avait rejeté, la veille, les comptes de la région pour 1993, dont le déficit, porté à 800 millions de francs, aurait dû être réduit à 339 millions de francs si ses précédentes recommandations avaient été observées.

POINTE-A-PITRE

de notre correspondant

M^{me} Michaux-Chevry s'est déclarée, sur les ondes de Radio-Caribbe internationale, « très surprise » par la décision de la chambre régionale des comptes de rejeter son budget, décision qu'elle a qualifiée de « déloyale ». Elle s'est défendue en regrettant que l'organisme de contrôle financier ne lui ait pas donné la possibilité de présenter ses propres observations. Mettant en cause les magistrats de la chambre régionale des comptes, tenus au devoir de réserve, le ministre a déclaré : « Je veux constater que les magistrats n'ont pas fait attention à ce qu'ils ont fait, car je me refuse à croire que c'est volontaire ». « Parce que si c'était volontaire », a-t-elle ajouté, « pesant chacune de ses syllabes ».

M^{me} Michaux-Chevry a hérité, il est vrai, de la gestion déficiente de l'ancienne majorité régionale (PS-PC), qui était aux commandes jusqu'en mars 1992. Cependant, la chambre régionale des comptes a estimé que la nouvelle majorité « avait adopté des mesures insuffisantes pour parvenir à une réduction significative de son déficit ». Les magistrats proposent notamment la réduction de 5 millions à 4 millions de francs des indemnités

des conseillers régionaux, de 1 million à 600 000 francs de leurs frais de transport, de 400 000 à 200 000 francs de leurs frais de mission, de 750 000 à 500 000 francs de leurs budgets des fêtes et cérémonies, et de 500 000 à 300 000 francs du budget des fêtes et cérémonies du président. La chambre régionale des comptes recommande, en outre, l'annulation de 16 millions de francs de crédits d'études destinés à la construction de deux lycées, de 34 millions d'euro au développement communal ou de 1,5 million de francs de crédit d'achats de voitures, « compte tenu de l'importance du parc automobile actuel de trente-quatre véhicules » à la disposition des fonctionnaires et des quarante et un conseillers régionaux.

Observant que l'équilibre apparent du budget admet en avril der-

rière « un masque, en fait, le lancement de nombreuses opérations nouvelles (...) et des participations et subventions qui ne reposent ni sur des engagements contractuels antérieurs ni sur des obligations légales ou réglementaires », la chambre régionale des comptes souligne, enfin, que les « frais réels » de fonctionnement progressent de 10,7 %, alors que les recettes fiscales directes n'augmentent que de 0,9 %.

Lors de son récent déplacement en Guadeloupe, en Guyane et à la Martinique, du 19 au 28 mai, Dominique Perben, ministre des DOM-TOM, avait pu prendre toute la mesure du surendettement dont souffrent ces trois collectivités régionales et qui hypothèque gravement l'avenir d'économies locales tributaires de la commande publique.

EDDY NEDELKOVIC

A la suite d'une large concertation

Le projet régional de Poitou-Charentes
est adopté avec le soutien du PS et du PCF

POITIERS

de notre correspondant

En prévision du futur contrat de plan Etat-région, le conseil régional de Poitou-Charentes a adopté, le 2 juin, un projet qui cherche à faire la part de l'utopie et du possible. Il résulte d'une réflexion ouverte par le président, Jean-Pierre Raffarin (UDF-PR), à l'ensemble des acteurs de la région, et il mise en priorité sur la formation et l'éducation. Sont aussi retenus, comme axes prioritaires, la modernisation des infrastructures de communication, pour se connecter avec les grands réseaux européens, la sauvegarde de la ruralité et le renforcement de la cohésion sociale au sein d'une région jugée « fragile ».

Autant de bonnes intentions ne pouvaient susciter d'opposition tranchée. C'est ainsi que les socialistes,

derrière Philippe Marchand, ancien ministre de l'intérieur, ont voté avec la majorité UDF et RPR, initiés en cela par les communistes et par Génération Ecologie. Les Verts se sont abstenus.

Pour marquer leur différence, les élus du Front national ont dû recourir à une affiche du groupe de rock Les Garçons-Boucheurs, qui se produira aux Francofolies de La Rochelle avec l'aide financière de la région. Motif de leur réprobation : elle présente un bébé coincé entre les seins d'une nonne. « Que dirait-on, dans les communautés musulmanes ou juives, d'une affiche représentant trois symboles sur les genoux d'un cygneau et un rabbin priant une croix dans une bûche connue ? » a demandé le porte-parole du groupe.

M. L.

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

LA NATION, L'ÉTAT,
LES RÉGIONS
de Robert Lafont.
Berg international, 230 pages,
120 F.RÉGIONS, NATIONS, ÉTATS
sous la coordination
de Pierre Bidart.
Publisud,
210 pages, 152 F.

DES horreurs de la guerre ethnique, qui renvoient l'Europe aux heures les plus noires de son histoire, aux violences incompréhensibles qui engendrent les frustrations régionales, les affrontements claniques, il n'y a qu'une différence de degré. Toutes ont, plus ou moins loin dans le passé, des origines semblables. Leur point commun est que l'histoire est faite contre des réalités nées (des peuples, des espaces déjà structurés, des flux d'échanges existants), au profit de constructions étiologiques, toujours réductrices. De ces erreurs politiques anciennes, parfois perpétuées ou renouvelées, on continue de payer le prix, que ce soit en Yougoslavie ou en Irlande, en Corse ou au Pays basque, dans les déchirements de l'Europe comme dans l'aménagement du territoire en France.

Si Robert Lafont reprend ces thèmes qui lui sont chers dans un nouvel ouvrage, c'est parce que l'explosion des nationalismes ethniques et le renouveau de la conscience régionale leur confèrent une actualité qui ne doit rien à la revendication folklorique. Tout est là, observe-t-il : « Ce qui est national à Barcelone est régional à Perpignan. Pour le démontre et voit « plus profond dans le présent », il regarde loin en arrière et propose une relecture critique de l'histoire du Vieux Continent et des États-nations, en même temps qu'il s'appuie sur les travaux prospectifs du géographe Roger Brunet.

La Nation, l'Etat, les Régions s'ouvre sur une fresque qui souligne la trace des empires dans le

Les hommes et leurs espaces

défilage étiologique de l'Europe et les fissures qui la déchirent encore. La structuration de l'espace qui s'est opérée aux dépens de la diversité des identités ou d'une certaine logique géographique, sous la pression de recatégorisations imposées par la force et d'une colonisation intérieure, a laissé des cicatrices, quand ce ne sont pas des plaies ouvertes ou prometteuses à se rouvrir. On ne refait pas le passé mais peut-être, convient-il d'apprécier son actif et son passif pour mieux l'avenir, d'autant, note Robert Lafont, qu'il y a une revanche des dynamiques des espaces, des logiques de flux et des aspirations des peuples, s'ils n'ont pas été complètement éliminés. Continuer de nier ces réalités récurrentes, ce serait, non seulement continuer de se tromper aujourd'hui, mais gêner ce qui devrait être demain.

L'auteur explique, par exemple, que, depuis le début des années 80, la vieille dorsale européenne qui va de la mer du Nord à la Lombardie, via le Rhin, se double d'une nouvelle ligne de force passant par Hambourg, Hanovre, Berlin, Leipzig, Dresde et Prague, gigantesque affaire qui tente les forces capitalistes du monde entier. Ce déplacement vers l'est remet en cause les conceptions du développement de l'ouest du continent, notamment en France. Il conduit, selon l'auteur, à repenser le concept d'arc atlantique qui, selon lui, ne saurait désormais se réduire à la réunion académique de vingt-trois régions : il faut, à son sens, retrouver et revitaliser l'ancienne fonction des débouchés continentaux sur l'Atlantique, dont les ports s'appuyaient d'abord sur l'assise de l'arrière-pays. Une autre revanche sur l'histoire nationale se dessine : le Sud, positivement, tend à remplacer le Midi, dévalorisé, dans la conscience française. Il prétend rejouer son rôle d'interface méditerranéenne tout en se débattant entre des forces contradictoires : celles qui le poussent à s'insérer dans l'arc qui va du sud de la Catalogne au Piémont, via Valence, Barcelone, Toulouse, Montpellier, Marseille et Milan, et celles qui tendent, à travers les réseaux nationaux de communication (train, autoroutes, avion) à renforcer la centralisation sur Paris « qui réinvestit à son usage le Méditerranéen ».

Au-delà des lignes de force de la géographie économique, il y a la réalité des peuples, des langues et des cultures. Robert Lafont continue de s'insérer contre la réduction de cette diversité et de la richesse au nom de quelques destinations univoques et dénonces « le principe nazi », hélas appliqué par les ennemis des nazis, qui imposent l'adoption de la langue, de la terre et de l'Etat et dont il voit dans la purification ethnique en Yougoslavie l'un des derniers avatars.

Pourtant, la recomposition de l'Europe devrait permettre, estime l'auteur, de revenir sur les erreurs passées. La construction de la Communauté ne lui paraît pas avoir pris ce chemin, dans la mesure où, comme le confirme le traité de Maastricht, elle n'a fait que célébrer le libre-échange et consacrer le pouvoir des États qui, s'ils ont concédé des abandons de souveraineté à la bonne marche du capitalisme, ont refusé d'accorder le champ à la citoyenneté européenne : le conseil des ministres reste le gouvernement absolu de l'Europe, même lorsqu'il s'agit de se prononcer sur le sort des régions. Robert Lafont espère, au moins, que le vote, si mesuré, du traité de Maastricht, en préservant un grand chemin historique, ouvre le champ des redéfinitions. Car, ajoute-t-il, « la vie stato-nationale qui se survit à Maastricht n'est encore indépendante que par illu-

son. (...) Tout le contenu du contrat national s'est déplacé en Europe ».

S'agissant de l'organisation territoriale en France, qu'il compare à celles de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie, il note que la montée des identités régionales a souligné l'archaïsme politique du modèle national. Il appelle de ses vœux, pour assurer l'adéquation entre société-espaces et société-production, entre ruralité et urbanité, et pour éviter ces « déformations délirantes : l'entassement humain, l'isolement culturel », la création d'une nouvelle collectivité, qui serait mieux adaptée que le département pour gérer ces contradictions complémentaires : elle serait « un pays », à l'échelle de l'homme, c'est-à-dire, en gros, à la mesure d'un arrondissement, et offrirait le cadre convenable pour les institutions communautaires », dans lequel les habitants renouvelleraient avec les mœurs du voisinage et la maîtrise de leur espace proche. Plus le monde devient mondial, plus l'homme, « qui soit autochtone ou immigré », a besoin de se retrouver sans se couper des autres.

C'est peu dire que la réflexion de Robert Lafont tranche avec le discours politique ambiant : elle y trouve, parfois, quelques échos, mais elle mériterait de l'inspirer ou, à tout le moins, de le troubler davantage. On peut le poursuivre en se reportant à un ouvrage collectif sur le même sujet, mais procédant d'une autre démarche puisqu'il s'agit, dans les contributions qu'il réunit Pierre Bidart, directeur du Centre de recherches sociologiques de l'université de Pau, d'illustrer l'apport des sciences sociales à la connaissance des réalités régionales et nationales. Ce travail universitaire privilégie la comparaison entre la France et l'Espagne, avec des aperçus intéressants sur le problème basque, des deux côtés de la frontière et outre-atlantique.

Regrettant les critiques du RPR contre François Léotard

Hervé de Charette défend
le « rôle de proposition » de l'UDF

Hervé de Charette (UDF), ministre du logement, a déclaré, vendredi 4 juin, sur France-Inter, qu'il est « tout à fait naturel que les parlementaires de la majorité s'expriment ». « Le rôle de proposition du Parlement et, notamment, de l'UDF, est souhaitable », a ajouté le ministre. La fonction même d'un élu, c'est de proposer, de commenter. Si j'étais resté au Parlement, je ne m'en serais pas privé », M. de Charette, délégué général des Clubs Perspectives et Réalités, estime, en revanche, à propos des critiques adressées par le RPR à François Léotard, ministre de la défense, qu'on « dépose le stade de la proposition pour entrer dans celui de la franche critique ».

Gilles de Robies, député (UDF-PR) de la Somme, juge, lui aussi, que les élus de la majorité doivent conserver une liberté de parole par rapport à l'action du gou-

vernement. Il a déclaré, sur RCI, que la majorité doit être « le poil à gratter, l'aiguillon, la bonne conscience du gouvernement ». « Si l'on nous demande tout simplement d'être les bœufs-outils d'une nouvelle majorité, rentrons chez nous : un seul UDF suffira à être le porte-parole de tout le monde », a-t-il dit. Le Parti républicain a un devoir d'urgence, de vigilance et de loyauté ».

Après sept députés de la majorité

La municipalité
de Toulouse
se déclare opposée
à la privatisation totale
d'Aérospatiale

Le conseil municipal de Toulouse, qui préside le député Dominique Baudis (UDF-CDS), s'est déclaré à l'unanimité, vendredi 4 juin, opposé à la privatisation totale d'Aérospatiale. Pour le conseil municipal, « la privatisation totale d'Aérospatiale serait inacceptable ».

Les élus toulousains proposent d'élargir le capital de la société et demandent que soient obtenus « les garanties et les éclaircissements portant sur l'avenir de l'entreprise, ses activités et ses emplois ». Cette prise de position intervient quelque temps après une déclaration similaire signée par sept députés de la Haute-Garonne appartenant à la majorité, lancée par le maire de Toulouse. Le gouvernement avait publié, le 26 mai dernier, la liste de plusieurs entreprises privatisables, parmi lesquelles figure Aérospatiale.

EN BREF

■ M. Ollier (RPR) accuse MM. Malvy et Solon de « jouer les Tartuffes ». Patrick Ollier, député (RPR) des Hautes-Alpes, a répliqué, vendredi 4 juin, aux critiques faites par Martin Malvy (PS) et Jean-Pierre Solon (maj. p.), ancien ministre de l'Agriculture, sur les intentions du gouvernement dans le dossier du GATT. Regrettant que ceux qui nous ont conduits dans cette situation jouent, aujourd'hui, les Tartuffes par des déclarations irresponsables », il estime que « M. Solon et ses collègues socialistes sont les plus mal placés pour critiquer les initiatives du premier ministre et de M. Fieschi, ministre de l'Agriculture, pour déboucher la situation ».

■ Le président du CNI dans les Pyrénées-Orientales est démis de ses fonctions. Le Centre national des indépendants (CNI) a démis de ses fonctions, vendredi 4 juin, Paul-Louis Rous, président du mouvement dans les Pyrénées-Orientales, qui figure sur la liste conduite par Jean-Claude Martinez (Front national) aux élections municipales de Perpignan, le 6 juin. Jean-Antoine Giansily, président national du CNI, qui soutient la liste conduite par le député Claude Barate (RPR), a indiqué que « la ligne du mouvement est de n'avoir aucune alliance avec le Front national » et qu'il « ne soutient donc pas M. Rous, qui figure sur la liste Martinez de sa propre initiative et ne peut engager le CNI ».

■ Bernard Bioulac se met en congé du groupe socialiste du conseil général de la Dordogne. Bernard Bioulac, ancien président du conseil général de la Dordogne, s'est mis en congé du groupe socialiste de l'assemblée départementale après avoir été mis en examen, le 2 juin, pour délit d'ingérence et complicité de recel et d'abus de confiance (le Monde des 4 et 5 juin), a annoncé, vendredi 4 juin, le groupe, qui a assuré, dans cette épreuve, Bernard Bioulac de son soutien et de son amitié.



Avec Le Monde sur Minitel

Admissibilité :

SESAME

36.15 LE MONDE

Tapez RES

Pour un principe
et femmes dans

IMMIGRATION

Les réactions au projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers

La Commission des droits de l'homme dénonce un texte «préjudiciable à l'harmonie sociale de notre pays»

La Commission nationale consultative des droits de l'homme a émis, vendredi 4 juin, un avis défavorable sur le projet de loi sur l'entrée et le séjour des étrangers, texte qu'elle estime «inopportuniste, inefficace, voire préjudiciable à l'harmonie sociale de notre pays». Cette instance, placée auprès du premier ministre et où siègent des représentants des administrations, des cultes, des syndicats, des associations antiracistes et de défense des droits de l'homme, avait été saisie, comme c'est l'usage, par le premier ministre, mercredi 2 juin, jour de l'adoption du texte en conseil des ministres.

La commission, présidée par Paul Bouchet, conseiller d'Etat, a estimé que «les mesures proposées constituent un recul grave en matière de protection des droits essentiels de l'homme».

Comme elle l'avait fait à propos de la réforme du code de la nationalité, la commission a estimé que les mesures envisagées ne doivent pas «accroître le sentiment de méfiance envers les étrangers, dans la contribution économique et culturelle à la richesse de la société française est essentielle». Or, écrit-elle, «et est manifestement le cas du texte qui [nous] est tardivement soumis, qui n'est qu'un volet d'un ensemble restrictif de libertés individuelles, comprenant en outre la loi sur la nationalité et le projet de loi sur le contrôle d'identité. La commission ne peut donc que condamner leur esprit».

La commission regrette qu'un tel projet «ait pu être présenté comme de première urgence législative, alors que la priorité des priorités doit être reconnue à la

lutte contre les causes de l'exclusion et non à celle contre certains de ses effets».

Plus précisément, l'avis de la commission critique les dispositions du projet de loi Pasqua sur l'immigration, sur le droit d'asile et le regroupement familial. Les mesures annoncées «compromettent l'exercice du droit d'asile, en contradiction avec l'article 14 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, en le soumettant à l'appréciation discrétionnaire de l'autorité administrative, en rendant, en pratique, impossible la protection d'un mineur demandeur d'asile».

Le projet, selon la commission, rend «le regroupement familial, expression du droit à une vie familiale normale, pratiquement impossible dans de nombreux cas et dénie matériellement aux mineurs le droit élémentaire de tout enfant de vivre avec ses parents». Evoquant la suppression de la Commission du séjour, la commission estime que les dispositions en projet «affaiblissent, voire suppriment, les recours et garanties judiciaires, alors qu'ils devraient être améliorés et renforcés».

Enfin, la commission stigmatise «l'attention des pouvoirs publics et de l'opinion sur l'impact de telles mesures hors de nos frontières». «La France a toujours été le défenseur des droits de l'homme, et, au premier plan, du droit d'asile. Elle a contribué fortement à faire entrer ces notions dans le droit international (...). Elle ne peut donner l'exemple du repli sur soi à l'heure où cette tentation se répand dans les opinions publiques de plusieurs pays européens».

Des organisations de gauche appellent à des manifestations le 19 juin

Près d'une centaine d'associations, partis de gauche et syndicats, appellent à une semaine d'action du 14 au 19 juin, pour réclamer le retrait des trois projets de lois gouvernementaux concernant les étrangers (code de la nationalité, contrôle d'identité et immigration).

Ces organisations estiment que le projet du ministre de l'Intérieur sur l'immigration adopté, mercredi 2 juin, en conseil des ministres, «soumet les étrangers résidant en France à un arbitraire quasi total» et «porte atteinte à plusieurs droits fondamentaux: le droit d'asile, le droit de vivre en famille, le droit de se marier, le droit aux soins et à la protection sociale» et qu'il constitue «une rupture avec les principes républicains et avec les engagements internationaux de la France en matière de droits de l'homme».

Parmi les organisations signataires de l'appel à manifester, on trouve des associations antiracistes et de défense des droits de l'homme comme la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), le Groupe d'information et de soutien aux travailleurs immigrés (GISTI), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), la Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA), SOS-Racisme, la Ligue des droits de l'homme, la CIMADE, des syndicats comme la CGT, le SGEN-CFDT, le SNES et le Syndicat de la magistrature, des partis politiques (PCF, Verts, LCR) et des associations diverses (JOC, Bail et clés, Nanus beurs, OBU, etc.).

Les avocats tunisiens critiquent le «contenu répressif» des réformes

TUNIS

de notre correspondant

Premières réactions élogieuses en Tunisie depuis l'ouverture en France du débat sur les réformes relatives au traitement des flux migratoires: les avocats ont dénoncé, vendredi 4 juin, le «contenu répressif» du projet de loi sur les conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers que vient d'adopter le conseil des ministres.

Alors que jusqu'ici le gouvernement tunisien s'est abstenu de tout commentaire et que les journaux se sont bornés à reproduire des dépêches d'agences de presse, le Conseil national des avocats - qui n'intervient publiquement que très rarement, même et surtout lorsqu'il s'agit de problèmes locaux - a estimé, dans un communiqué, que le projet de loi français «constitue une violation flagrante des droits fondamentaux des émigrés» qui expose ces derniers «aux arbitraires policiers et administratifs».

Selon le texte signé du bâtonnier, «les courants idéologiques pervers et les politiques racistes constituent la trame» du projet. Celui-ci, affirme-t-il, «érige (...) des mesures restrictives attentatoires aux droits de l'homme dans un pays qui s'en proclame le porte-drapeau» et est en contradiction avec les traités internationaux. Le Conseil appelle, en outre, l'Union maghrébine des avocats à se réunir pour «définir les mesures adéquates à prendre face à la situation susceptible d'être créée par le fâcheux projet».

MICHEL DEURÉ

Le journal de la branche française du FIS algérien est interdit. - Le ministre de l'Intérieur vient d'interdire en France «la circulation, la distribution et la mise en vente» du *Crif*, bulletin hebdomadaire de la Fraternité algérienne en France (FAF), groupuscule considéré comme représentant le Front islamique du saint (FIS) algérien en France. Publié au *Journal officiel* du 4 juin, un arrêté du ministre de l'Intérieur, daté du 27 mai, considère que cette publication «révèle en langage arabe et français, et en écrit circulaire et que sa «mise en circulation en France (...) est de nature à causer des dangers pour l'ordre public anti-occidental et antifrancophone». Tirant, selon ses promoteurs, le *Crif* est distribué chaque vendredi à la sortie de nombreuses mosquées de France.

Critiquant la prédominance du ministère de l'intérieur

L'Union syndicale des magistrats souligne l'influence de l'extrême droite judiciaire

L'Union syndicale des magistrats (USM), majoritaire, a regretté, vendredi 4 juin, dans un communiqué, de ne pas avoir été consultée sur le projet de loi élargissant les contrôles d'identité. Elle se déclare opposée à «tout transfert incontrôlé de compétences au profit de l'administration ou de la police», car, souligne-t-elle, «c'est l'autorité judiciaire qui, aux termes de la Constitution, garantit les libertés individuelles».

L'USM se déclare, par ailleurs, hostile à «la réforme minimaliste du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), directement inspirée par les projets de l'extrême droite judiciaire, qui prône un tirage au

sort destiné à détourner les mécanismes démocratiques de l'élection». Elle l'atténue du garde des sceaux sur «les dangers d'une dérive idéologique qui risque d'aboutir, si elle se poursuit, à la confiscation du système judiciaire par le pouvoir exécutif». L'association fait ici allusion à la prédominance du ministère de l'Intérieur sur celui de la justice dans la plupart des projets adoptés récemment. Le Syndicat de la magistrature (SM) estime, lui aussi, que la réforme du CSM adoptée par le Sénat risque de se traduire par «la minimisation de l'extrême droite judiciaire» sur cet organisme.

Un colloque de l'association Choisir organisé à l'UNESCO

Pour un principe de parité entre hommes et femmes dans les instances politiques

«Comme beaucoup de femmes de ma génération, j'ai été séduite par Simone de Beauvoir et, pourtant, je ne suis pas vraiment d'accord avec elle. Je crois que les hommes et les femmes sont riches de leurs différences et qu'ils sont complémentaires. C'est d'ailleurs au nom de cette différence et de tout ce que les femmes peuvent apporter qu'il faut réclamer l'égalité en politique.» Il y a quelques années, cette réflexion de M^{me} Vail, ministre d'Etat des affaires sociales, de la santé et de la ville, aurait provoqué un mouvement de protestation dans une assemblée de femmes. Ce fut au contraire un tonnerre d'applaudissements qui accueillit cette revendication d'un droit à l'égalité dans la différence prononcée lors du colloque «La démocratie pour les femmes: un pouvoir à partager», organisé par l'association Choisir (1), les 3 et 4 juin à l'UNESCO.

Les discriminations envers les femmes, et plus précisément leurs difficultés d'accès aux hautes sphères politiques, figurent parmi les maux les plus internationalement partagés. Les États des lieux, dressés par les ministres, secrétaires d'Etat, députés de la vingtaine de pays représentés au colloque, se ressemblaient désespérément. Avec 33 % de femmes au Parlement, le Dane-

mark est le moins sexiste de la Communauté européenne. La France ne montre pas l'exemple avec 6 % de femmes, mais se console en se disant qu'il y a pire: en Grèce où il n'y en a que 5,3 %!

L'intervention de l'américaine Hazel O'Leary, secrétaire d'Etat à l'énergie, ou celles de la Chinoise Guan Tao, membre du comité permanent de la conférence consultative politique du peuple chinois, de la Mexicaine Socorro Diaz Palacios, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, ou encore celle de l'irlandaise Maire Geoghegan, ministre de la justice, ont montré que même cette faible représentation n'a été obtenue que grâce à la lutte tenace de groupements féminins, ou par le fait de quelques hommes «éclairés». Jamais au nom d'un droit fondamental.

C'est ce droit que ces femmes d'horizons politiques, religieuses, ethniques très divers réclament à présent. Reste à savoir comment l'imposer, ce droit. Chaque pays adopte sa propre stratégie: listes de femmes en Finlande, quotas en Espagne, avec, très souvent, des lobbies pour hâter le mouvement. La France s'est interrogée sur la possibilité d'imposer un quota. Une loi édictant un pourcentage de 25 % avait été votée par le Parlement en 1982. Celle-ci disait que «les listes de candidats ne peuvent

JUSTICE

Le procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle

Portrait d'un «grand spéculateur»

La 11^e chambre correctionnelle du tribunal de Paris a longuement entendu, vendredi 4 juin, l'homme d'affaires libanais Samir Traboulsi, cinquante-quatre ans. Ce dernier est soupçonné d'avoir transmis à la société Socofinanc, en 1988, des informations privilégiées sur les négociations entre les groupes Pechiney et Triangle.

Devant un tribunal, Samir Traboulsi a été assés tendu qu'un moment d'un raid sur une société. Privé de téléphone, son cordon ombilical avec la Bourse, il pleure. Et s'il affiche bien un sourire aussi permanent que son *brushing*, il confirme cette vague tristesse que nous vivons rétrospectivement: «C'est vrai, j'ai le sourire triste, lance-t-il. L'affaire la plus prestigieuse de ma vie tourne au cauchemar. Je suis victime d'un préjugement, inculpé pour dire ce que je pense. J'ai l'impression de persécuter le procureur qu'il fait fausse route. Je voudrais qu'il soit fait-play et qu'il reconnaisse son erreur. Il n'est pas interdit de rêver en démocratie française».

En réalité, Samir Traboulsi fait de mauvais rêves. La justice, ce continent dont il ne maîtrise ni les usages ni les règles, l'inquiète. Le tribunal l'effraie. Pour la première fois de sa vie, une femme, la présidente Claude Nocquet, le mouche de sa courtoisie glacée: «Si vous le permettez, je continuerai d'instruire à l'audience à ma façon.» Pour la première fois de sa vie, il ne peut plus prétendre négocier, céder, reprendre, acheter et se retrouver en manque.

Alors, il parle, et parle encore. De sa fortune, encombrante, qui fait très naturellement dans son discours: «J'ai un bureau de 500 mètres carrés, entrée place des Etats-Unis.» «Je vais très fréquemment à Genève, mes enfants vivent en Suisse»... «Madame la présidente, j'aime les choses précises: le 11 août 1988, il n'y avait pas un bateau, mais deux. Le Part VI et le Panirush qui s'écrivent l'un sur l'autre»... «Nous avons de superbes appartements avenue d'Iéna», à Paris.

Seul un bâtonnier oserait lui demander le montant de ses revenus. Ineffaçables. En 1988, on talent lui s'est amoché plus de 60 millions de francs pour avoir rapproché les groupes Triangle Industries et Pechiney. Chantal Ghanem, qui bénéficie des services du majorat de Traboulsi lors de ses passages à Paris, complète le portrait: «C'est un client privé-

gié de ma société Socofinanc. C'est un grand spéculateur. Il prend des positions énormes sur les marchés. Je précise que vous pouvez perdre 1 ou 2 millions en une heure si vous ne suivez pas les cours en permanence.»

A ce tarif-là, on surveille. Le téléphone est son espion, son messager, son sauveur. «Que voulez-vous, il y a des gens qui fument des gens qui téléphonent, dit-il. Je téléphone beaucoup.» L'ancien directeur financier de Pechiney ne se rappelle pas l'avoir vu sans un minimum de deux téléphones à portée de la main. L'œil sur les écrans de l'agence Reuters, qui affichent en permanence les cours des grandes Bourses, il téléphone de jour, de nuit, suivant le cours de l'or et du dollar comme une mère la température de son enfant.

De gros paquets d'actions

La présidente Claude Nocquet note précisément un parallélisme certain entre ses appels à Socofinanc et les ordres d'achat sur le titre Triangle passés par cette société lors des phases d'embellie des négociations Pechiney-Triangle. Samir Traboulsi s'insurge, pleide l'arret d'optique: «Quand j'ai eu chez moi, avec l'écran de Reuters, je pouvais constamment observer la physionomie du marché. A l'hôtel, je n'ai pas d'écran. Alors j'appelle.»

Chantal Ghanem et Samir Traboulsi, avec des mines tristes comme un écran Reuters, évoquent assez bien du reste cette drague téléphonique des «grands spéculateurs» à l'effort du bon tuyau, en embuscade sur les revolvers, guettant les faiblesses de la livre ou du franc, prêts, au red, sur le moindre melon fragile d'un tissu financier en perpétuelle effervescence.

La présidente revient obstinément à son idée. Pourquoi ses appels multiples, par exemple les 1^{er} et 2^e septembre, au moment où pour la première fois Pechiney et Triangle abordent les problèmes d'une évaluation financière? Samir Traboulsi se raidit: «Mais c'est moi qui ai fourni les listes de mes appels téléphoniques quand j'étais au Waldorf Astoria à New-York et à bord du Panirush! Je les ai données parce que je n'ai rien à cacher à la justice. Vous avez tort de les mettre sous la loupe. On ne peut pas tirer de conclusions de ses simples appels. Les 3 et 4 septembre, j'étais chez moi et j'appelle autant.»

La présidente repose sa question: «Je vous parle des 1^{er} et 2^e septembre: vous appelez quand même beaucoup. Madame, si quelqu'un dans cette salle peut vous dire six ans après les faits qu'il a un souvenir de ses conversations téléphoniques, qu'il lève le doigt.» Petit succès d'audience. Mais pourquoi la Socofinanc obéit-elle de gros paquets d'actions Triangle les 27 et 28 septembre quand l'Américain Nelson Peltz, responsable du groupe, rompt les négociations, demande Claude Nocquet. Samir Traboulsi prétend l'ignorer et rétorque: «Je n'ai jamais cru à une vraie rupture. J'ai toujours pensé à un coup de bluff. Nelson Peltz change d'avis toutes les cinq minutes.»

Que le patron de Triangle, interrogé par le juge d'instruction, démentie formellement avoir bluffé ne le désespone pas. Ce redoutable public relations qui sait charmer les hommes, séduire les femmes, noyer les épouses de ses clients sous les gerbes de fleurs, ne erolt qu'eux faits et eux comptes. Il ne dément pas de sa version: «C'était un faux divorce. D'ailleurs, le 7 septembre, je suis dans le bureau du PDG de Pechiney, Jean Gandois. Le 11, j'organise la rencontre de Gandois et Peltz dans une suite du Ritz. Tout le reste est littérature.»

Au passage, Samir Traboulsi se rappelle des journées harassantes passées avec son ami et client Peltz. Et de ses sautes d'humeur, de ses foudrues, de sa bouillie de rencontres. «Dur, le 1988, en deux mois, j'ai eu présenté deux cent cinquante personnes. J'ai joué auprès de lui un rôle de banquier et d'intermédiaire.» Car Nelson Peltz et l'honneur changent.

Bref, le métier d'intermédiaire ne serait pas toujours folichon. Cela exige une âme de revendeur. Ce que Jean Gandois, à la barre des témoins, reconnaît à Samir Traboulsi: «Il a facilité les choses.» Cela demande aussi un culot rare, qualité dont Samir Traboulsi est prodigue. Au troisième jour du procès, n'est-il pas parvenu à l'impossible: discrètement abandonner le banc incomfortable des inculpés pour se glisser avec naturel aux côtés de ses avocats. Sans que quiconque le fasse remarquer ou l'ait observé. Une imperceptible et délicate victoire.

Prochaine audience mercredi 9 juin.

LAURENT GRELSAMER

Des surfacturations au détriment de la Sécurité sociale

Un chirurgien et un prothésiste condamnés à Dieppe pour escroquerie

ROUEN

de notre correspondant

Un chirurgien orthopédiste de Dieppe (Seine-Maritime) et le PDG d'une société fabricante de prothèses ont été condamnés à trois ans de prison dont deux avec sursis par le tribunal de grande instance de Dieppe qui les a reconnus coupables d'escroquerie au préjudice de la Caisse primaire d'assurance-maladie. Il leur est reproché d'avoir organisé un système de surfacturation de prothèses chirurgicales commandées par la clinique Fougères où exerce l'un à la société ADES que dirige l'autre.

Ils ont été en outre, condamnés à verser 2,1 millions de francs à la

CPAM de Dieppe qui s'était constituée partie civile. Selon les estimations des experts, la surfacturation atteignait 30 % du montant moyen du matériel. Sur l'ensemble de ses produits, la société ADES réalisait ainsi des marges bénéficiaires de l'ordre de 1 000 %, selon le procureur de la République.

Aucune convention ne fixant le prix des prothèses, les juges de Dieppe se sont appuyés sur la facturation moyenne des prothèses dans d'autres cliniques de Seine-Maritime pour constater des écarts de prix allant parfois du simple au quadruple.

E. B.

Affaire Trager: audition de l'ex-PDG de Pont-à-Mousson. - Le juge rennais Renaud Van Ruymbeke a entendu, vendredi 4 juin, pour la première fois, l'ancien PDG des Fonderies lorraines de Pont-à-Mousson (Meurthe-et-Moselle), Pierre Blayau, mis en examen à la mi-mai pour trafic d'influence dans le cadre du dossier Trager (*Le Monde* du 21 mai). M. Blayau, récemment nommé président du directoire du groupe Pineuil-Prioteux, avait été mis en examen en même temps que Jean-Louis Pierquin, ancien directeur général de Pont-à-Mousson - entendu le

semaine dernière par le juge - et Jean-Pierre Lapègue, ancien conseiller municipal (PR) de Nantes. Au cours de ses investigations, le juge Van Ruymbeke avait découvert le versement en 1988 par Pont-à-Mousson d'une somme de 4,4 millions de francs à l'industriel nantais, René Trager. Ce dernier affirme qu'il s'agit d'une commission concernant l'obtention d'un marché de la ville de Nantes. En mars, M. Blayau avait déclaré qu'il n'est pas dans les habitudes des Fonderies de verser des commissions de cette sorte.

CHRISTIANE CHOMBEAU

(1) Choisir, 102, rue Saint-Dominique, 75007 Paris. Tél.: (1) 47-05-21-48.

SOCIÉTÉ

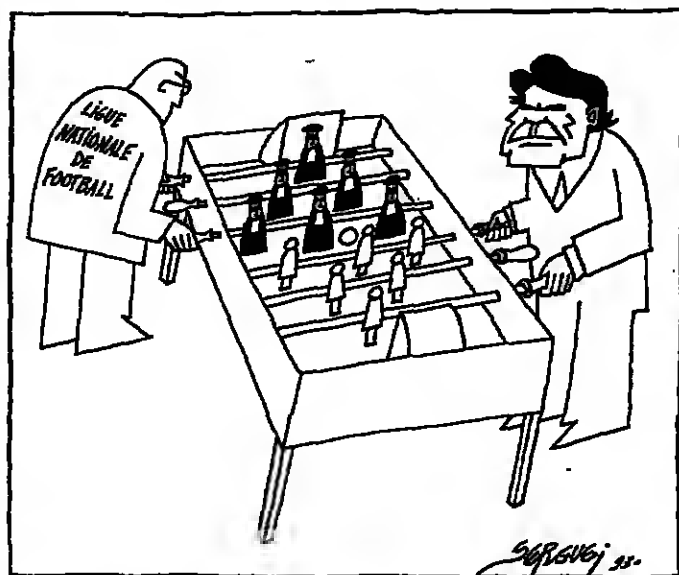
Après la plainte contre X... de la Ligue nationale de football

La justice devra enquêter sur les soupçons de corruption autour du match Valenciennes-OM

Le conseil d'administration de la Ligue nationale de football (LNF) a décidé, vendredi 4 juin, de porter plainte contre X... dans l'affaire du match Valenciennes-Marseille (nos dernières éditions du 5 juin). A l'occasion de cette rencontre de championnat, un défenseur valenciennois aurait été victime d'une tentative de corruption de la part d'un dirigeant et d'un joueur de l'OM. Le dirigeant, Jean-Pierre Bernès, a contre-attaqué en portant plainte contre X... pour dénonciation calomnieuse.

La trêve n'aura pas duré longtemps. Le football français vient à peine de finir de fêter son premier titre de champion d'Europe dans une compétition de clubs qu'il se replonge déjà dans ses vieilles habitudes de scandale. Noël Le Graët, le président de la LNF - organisme qui regroupe tous les clubs professionnels français - avait promis au lendemain de la victoire de l'Olympique de Marseille qu'il ne cacherait pas derrière l'euphorie ambiante une affaire née juste avant la finale de Munich. Même si ce sont les héros marseillais qui se retrouvent aujourd'hui au centre des soupçons. Il a tenu parole, sans avoir réellement d'autre choix.

Pour la première fois, une affaire de tentative de corruption et de manipulation d'un match sera portée devant la justice. « Cette affaire nous gêne un peu (...), mais



il faut savoir si notre championnat est régulier, a reconnu M. Le Graët. Nos textes nous obligent à prendre une sanction bannière et cela n'était pas possible. » Mardi ou mercredi, M. Jean Appietto, l'avocat de la LNF, ira déposer une plainte contre X... auprès du procureur de la République de Valenciennes. Celui-ci devra décider des suites à donner à un dossier passablement embrouillé.

Il faut savoir si notre championnat est régulier, a reconnu M. Le Graët. Nos textes nous obligent à prendre une sanction bannière et cela n'était pas possible. » Mardi ou mercredi, M. Jean Appietto, l'avocat de la LNF, ira déposer une plainte contre X... auprès du procureur de la République de Valenciennes. Celui-ci devra décider des suites à donner à un dossier passablement embrouillé.

L'affaire est née le 20 mai, dans les couloirs du stade Nongesser de Valenciennes, à la fin d'un match de la 36^e journée de championnat opposant l'équipe nordiste, mal classée, aux leaders marseillais. A l'issue de la partie, gagnée 1-0 par l'OM, Jacques Glassmann, un défenseur valenciennois, se plaint d'avoir reçu la veille un appel téléphonique d'un joueur et d'un dirigeant marseillais qui lui auraient demandé de ne pas jouer « à fond » en échange d'une somme d'argent. Au bout du fil, Jacques Glassmann dit avoir reconnu le milieu de terrain Jean-Jacques Eydelie - les deux footballeurs se connaissent depuis qu'ils ont joué ensemble à Tours. L'autre interlocuteur se serait présenté comme étant Jean-Pierre Bernès, le directeur général de l'OM, bras droit du président Bernard Tapie.

La volte-face de deux joueurs

Le lendemain, le défenseur, fait part de ces pressions à son entraîneur. Dès la mi-temps, alors que leur équipe est déjà menée, les dirigeants valenciennois ont effectivement déposé des réserves officielles sur le déroulement du match. Pour étayer ses dires, Jacques Glassmann précise qu'il a reçu l'appel téléphonique en compagnie de deux autres joueurs du club : Christophe Robert et l'Argentin Jorge Burruchaga, qui ont évolué à Nantes aux côtés de Jean-Jacques Eydelie. Dans un premier temps, les deux hommes nient. Jorge Burruchaga va même jusqu'à menacer son coéquipier de poursuites en diffamation. Depuis, aux deux enquêteurs désignés par la LNF, ils seraient revenus sur leurs premières déclarations, en confirmant les dires de Jacques Glassmann. Et ce retour sur scène a pesé lourd dans la décision de la ligue de porter plainte.

Car, au-delà des déclarations de Jacques Glassmann, c'est bien l'attitude de Jorge Burruchaga et celle de Christophe Robert qui donnent du poids au dossier. Pourquoi les deux hommes ont-ils d'abord nié les déclarations de leur coéquipier ? Aurait-il cherché à protéger leurs relations marseillaises ou, pire, à camoufler une transaction déjà conclue ? Pour Michel Coen, le président de l'US Valenciennes, le comportement des deux joueurs, qui ne participent plus désormais aux matches de leur équipe, ne laisse guère de place aux doutes. « Je me sens trahi, explique-t-il. La justice aura d'autres

Entre ces deux versions, le passé de l'OM pèse dans la balance des soupçons. Le club de Bernard Tapie est un vieux habitué des rumeurs. En 1990, Claude Bez, l'ancien président controversé des Girondins de Bordeaux, avait accusé l'OM de tentatives de corruption. La commission nationale de discipline (CND) s'était saisie du dossier, et avait constaté, dans un rapport confidentiel, des faits « troublants » (Le Monde du 3 octobre 1990).

Les pratiques dénoncées à l'occasion de deux matches du championnat 89-90 (contre Caen et Bordeaux), sans qu'aucune preuve ait pu être apportée, ont été recueillies, ressemblant étrangement à celles dont sont soupçonnés aujourd'hui Jean-Jacques Eydelie et Jean-Pierre Bernès : appels téléphoniques, propositions de sommes d'argent, lettres de piétre performance, utilisation des liens d'amitié entre joueurs des équipes rivales.

Les accusations de Claude Bez - qui n'avait pas une réputation de saint en la matière - avaient toutefois été jugées « infondées » par la CND, et Bernard Tapie avait été mis hors de cause. La CND avait en revanche condamné le président de l'OM pour une affaire d'un autre type : en janvier 1991, il avait été suspendu de toute fonction officielle pendant douze mois, dnat quatre avec sursis, pour « manquement grave à la morale sportive et propos injurieux à l'égard d'arbitres ». Bien que Bernard Tapie ait alors démenti un complot politique, cette affaire n'avait pas réellement débordé des limites du monde du ballon rond. En saisissant la justice, la LNF vient de franchir ce pas.

JÉRÔME FENOGLIO

chargé des affaires techniques et opérationnelles. Le 18 janvier 1993, le juge François Guichard, qui instruit le dossier de cette catastrophe aérienne qui avait fait 87 morts le 20 janvier 1992 près de Strasbourg, avait déjà inculpé Jacques Rantet, ancien directeur de l'exploitation aérienne d'Air Inter, chargé de la sécurité des vols, pour homicides et blessures par imprudence.

FAITS DIVERS

Aggression en classe

Un professeur de français du lycée technique Le Corbusier d'Aubervilliers (Seine-Saint-Denis) a été agressé, jeudi 3 juin, pendant un cours, par un groupe de jeunes qui s'étaient introduits dans l'établissement. Les élèves de la classe de seconde n'ont l'incident n'est produit se sont interposés et ont pris la défense de leur enseignant. Les agresseurs ont pris la fuite, non sans emporter le sac du professeur où ils semblaient espérer trouver les relevés de notes préparés en vue du prochain conseil d'orientation.

o Incendie dans une école juive à Paris. - Un incendie a dévasté, vendredi 4 juin, un bâtiment préfabriqué d'une école juive dans le 18^e arrondissement de Paris. Il n'y pas de victimes. Les cent cinquante enfants de l'école Sinai Lubovitch ont pu être évacués avant l'arrivée des secours. Selon le directeur de l'établissement, Joseph Pevzner, le feu a pris dans un bâtiment désaffecté depuis deux ans.

SCIENCES

Roger Lesgards quitte la Cité de La Villette

Roger Lesgards, qui occupait depuis le 19 décembre 1988 le poste de président de la Cité des sciences de La Villette, n'a pas été reconduit dans ses fonctions par ses deux ministres de tutelle, le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, François Fillon, et le ministre de l'Industrie, des postes et télécommunications et du commerce extérieur, Gérard Longuet. Comme le nom de son successeur n'est toujours pas connu, la Cité des sciences ne devrait, provisoirement, pas avoir de président à partir du dimanche 6 juin, date qui marque la fin du mandat de l'actuel président.

o Rapport du lancement de la fusée Ariane. - Le tir de la cinquième fusée européenne Ariane, prévu dans la nuit du 9 au 10 juin, a été reporté à la suite d'une anomalie détectée sur des composants électroniques d'un type analogue à ceux présents dans l'ordinateur de bord, a annoncé, vendredi 4 juin, la société Arianeespace. La nouvelle date du lancement, qui a pour objet la mise en orbite du satellite de télécommunications américain Galaxy-IV, n'a pas été précisée.

o Catastrophe du mont Sainte-Odile : mise en examen d'un ancien responsable d'Air Inter. - Un ancien directeur général adjoint d'Air Inter a été mis en examen pour homicides et blessures par imprudence dans le cadre de l'information judiciaire sur l'accident d'un Airbus A320 au mont Sainte-Odile (Bas-Rhin). Daniel Cauvin, qui a aujourd'hui quitté la compagnie, occupait à Air Inter les fonctions de directeur général adjoint,

SPORTS

TENNIS : les Internationaux de France

Les deux meilleurs sur terre battue



Finale logique du tableau masculin des Internationaux de France de tennis, dimanche 6 juin. Les deux joueurs qui doivent s'affronter, l'Américain Jim Courier et l'Espagnol Sergi Bruguera, ont dominé le début de la saison sur terre battue dont Roland-Garros est le point d'orgue, le premier s'imposant à Rome et le second à Monte-Carlo.

Veilleur des Internationaux en 1991 et 1992, Jim Courier s'est qualifié, vendredi 4 juin, pour une troisième finale consécutive aux dépens de Richard Krajicek qui était le premier Néerlandais à atteindre ce stade de la compétition depuis Tom Okker en 1969. Dernier attaquant en lice, le Hollandais a réussi à prendre un set à Jim Courier, comme les trois précédents adversaires de l'Américain (Jeff Tarango, Thomas Muster et Goran Prpic). Sergi Bruguera n'a concédé qu'une manche - à l'Américain Pete Sampras - au cours des six

tours qui l'ont amené à la finale. Vendredi, il s'est défait en une heure et demie de l'Ukrainien Andreï Medvedev. Sergi Bruguera est le premier Espagnol à parvenir en finale depuis Manuel Orantes qui avait perdu contre le Suédois Björn Borg en 1974. Auparavant deux ibériques avaient inscrit leurs noms au palmarès des Internationaux, Manuel Santana (1961 et 1964) et Andrés Gimeno (1972).

Avant la finale de dimanche, Jim Courier et Sergi Bruguera, qui sont âgés de vingt-deux ans l'un et l'autre, s'étaient rencontrés à quatre reprises et l'Américain l'avait emporté chaque fois sans perdre une manche. Ce devait être la sixième finale d'un tournoi du Grand Chelem pour Jim Courier, qui en a gagné quatre, et la première pour Sergi Bruguera.

A. G.

Bruguera, de père en fils

Voici donc Sergi Bruguera en finale, invité, si l'on ose dire, par le maître de maison, Jim Courier. Le vicié donc finaliste sur cette terre même où il était, un jour de mai 1990, révélé sur le circuit international en éliminant Stefan Edberg au premier tour. Il avait dix-neuf ans. Il était professionnel depuis l'âge de dix-sept ans. Il avait agrippé sa première raquette à cinq ans.

Sergi était né pour être joueur de tennis. Du moins l'avait-il décidé. A l'époque, sa vocation n'a rien d'extraordinaire. Tout le monde autour de lui parle et pense tennis. Sa mère est une ancienne championne junior de Catalogne. Son père, Luis, est numéro quatre espagnol. Il a longtemps patiné dans les petits tournois en regardant ses compatriotes et équipiers de Coupe Davis, Manuel Orantes et José Higueras, tenir le haut de l'affiche. Lorsqu'il prend sa retraite, à vingt-six ans, la fédération espagnole, admette par ses talents de pédagogue, l'embauche comme cadre régional, puis national. Il forme sa propre école, composée de Jordi Arrese, Juan Aguilera et Fernando Luna. Des deux premiers, il va faire mieux que des espoirs du tennis espagnol.

Occupé comme il est avec ces trois lacs, Luis ne voit pas son fils niquer l'orgueil du côté des courts. A cinq ans, Sergi chipe les raquettes des grands. A huit ans, il veut devenir professionnel. « Au début, j'avais un peu peur de ce minitennis, se souvient le père. Je l'ai orienté vers le football, la natation ou le basket-ball. Mais je n'avais aucune raison de l'empêcher de jouer au tennis. Et puis que faire contre cette volonté de fer ? Quand Sergi a voulu devenir professionnel, j'étais d'accord, à condition de faire les choses sérieusement. » L'enfant possède déjà de belles dispositions. Il sait anticiper et possède d'étonnantes réflexes. Luis lui dédicace un entraîneur. Pour l'instant, il ne veut qu'asseoir le rôle de père. Il dit se méfier des parents qui poussent leur progéniture pour être des champions. Luis affirme qu'il n'est pas l'homme des regrets : « Je refuse de projeter les ambitions du tennisman que j'étais dans les prouesses de mon fils. »

Un solide duo

Sergi devient champion d'Espagne cadets. En 1989, il remporte, au Cadix, son premier tournoi. Issu des qualifications, il bat... Jordi Arrese. Luis Bruguera devient alors l'entraîneur exclusif de son fils. Entre-temps, grâce à l'argent que récolte le fils sur le circuit, le père a nuvert, en 1987, une académie de tennis à Barcelone, qui accueille cinquante élèves en internat. Mais Luis est désormais rivié à la carrière de son fils et le suit partout, en compagnie de sa femme.

Au départ, les relations filiales ne sont pas faciles. « J'étais adolescent, explique Sergi, et j'avais les problèmes normaux qu'un garçon de cet âge a avec son père et les problèmes normaux qu'un joueur a avec son entraîneur, parce qu'il y a

beaucoup de pression quand on joue. » Difficile, en effet, de se faire engueuler le matin sur le court et de retrouver son entraîneur, réputé sévère, en père affectueux, le soir à la maison. Sergi vit encore chez ses parents.

« En fait, tout le travail que nous avons effectué, en dehors du tennis et de la préparation physique, c'est de nous parler, d'oser révéler ce qui n'allait pas, poursuit Luis. Je suis le père ou l'entraîneur, mais jamais les deux à la fois. C'est vrai, l'entraîneur peut être très dur avec lui. Le père fait ce qu'il peut pour l'aider. » Lorsque Sergi pique une de ses colères légendaires, le père ne s'y frotte pas, raconte-t-on, et délègue l'un de ses assistants.

Le duo, considéré sur le circuit comme l'un des plus solides et des plus sains des associations familiales, a porté ses fruits. En 1991, Sergi Bruguera remporte les tournois d'Estoril et de Monaco, où il bat Karel Novacek et Boris Becker. Après une saison 1992 en demi-teinte, Sergi Bruguera est revenu s'imposer à Monte-Carlo, devant Cédric Pioline.

A Roland-Garros, où il n'a perdu qu'un set en six matches, il a disposé du numéro un mondial, Pete Sampras. De la place de finaliste de son fils, Luis Bruguera paraît à peine surpris. Il parle de Sergi avec une fierté toute paternelle. « Il possède une bonne préparation et surtout un toucher de balle époustouflant. Il mérite d'être en finale. »

BÉNÉDICTE MATHIEU

Les résultats du vendredi 4 juin

SIMPLE MESSEURS

Demi-finales

S. Bruguera (Esp, n° 10) b. A. Medvedev (Ukr, n° 11) 6-0, 6-4, 6-2 ; J. Courier (EU, n° 2) b. R. Krajicek (PB, n° 12) 6-1, 6-7, 7-5, 6-2.

Entre parenthèses, la nationalité des joueurs et leur numéro de tête de série.

Le blues de Roland-Garros

Suite de la première page

La question a été posée naguère lorsque la logique hégémonique d'autres champions trop mécaniques - Mats Wilander ou Ivan Lendl - s'était imposée au tournoi.

L'interrogation est revenue avec d'autant plus de force que la prestation de l'Américain avait été assombrée l'an passé. Il s'était promené dans la moitié la plus difficile du tableau, ne concédant qu'un seul set au Croate Goran Ivanisevic et remportant son deuxième titre face au Tchèque Petr Korda en trois quarts d'heure de moins qu'il en avait fallu à la Yonaglav Monica Seles pour conserver le sien. Il avait laissé l'image d'un joueur sans état d'âme, tapant toujours et toujours plus fort.

Comme une locomotive à vapeur

Si Roland-Garros n'avait pas été si nostalgique, il se serait peut-être rendu compte que cette image que s'employait à entretenir Jim Courier ne correspondait plus à la réalité, qu'elle était devenue floue. L'an dernier, le tournoi s'était terminé comme il avait commencé, avec l'assurance que rien ni personne ne pouvait remettre en question Jim Courier et son inaltérable domination, avec le sentiment que seule une créature à son image, avec la force et la crispation d'un guerrier, pourrait faire fondre ce mental d'acier, briser cette précision numérisée, enlever tant de perfection. Cette année, le soldat de plomb a laissé deviner d'insupportables faiblesses.

Le visage est invariablement dissimulé sous une casquette, les gestes restent mécaniquement identiques pour épousser la sueur ou ajuster le polo, la silhouette garde

ferme les allures de Toulonator. Jim Courier joue toujours chaque point comme une locomotive à vapeur qui arrache un train et qui d'une gaine. Et pourtant il ne semble plus invincible. Il abandonne sur son chemin vers la finale quatre sets comme autant de cailloux blancs.

On y voit le marque d'un moment de fatigue, de déconcentration, de lassitude. Pendant un bref moment, le coéquipier Muster, le crocodile Prpic ou l'attaquant Krajicek le mettent ainsi en difficulté, contestent son autorité. Ce n'est rien et cela change tout. Est-il moins bien préparé physiquement que l'an dernier ? A-t-il mal digéré la perte de la première place mondiale ? Se demande-t-il à quoi rime une vie passée à jongler avec les fuseaux horaires ?

Il y a là, avant la finale, l'élément de théatralisation, de dramatisation, qui avait fait défaut au précédent tournoi. Jim Courier n'est pas la machine qu'il aimait être. Il est une âme, il connaît la peur. C'est un être humain comme les autres. Tous les efforts qu'il déploie pour dissimuler ses angoisses n'y changent rien. Il sent qu'il n'est pas à l'abri du hasard ou d'un coup de destin. La colère qu'il a piquée à la suite de la programmation de son quart de finale en est l'illustration.

En tout cas, Jim Courier a conscience qu'il court après son destin, qu'il pourrait devenir dimanche 6 juin le premier joueur depuis Björn Borg à gagner trois fois de suite les Internationaux. De quoi le fragiliser. De quoi rappeler à Roland-Garros de bons et glorieux souvenirs. De quoi chasser son blues.

ALAIN GIRAUDDO

Le Monde ÉDITIONS

LE FINANCEMENT DES RETRAITES

La gestion du partage et des risques

REVUE D'ÉCONOMIE FINANCIÈRE

N° 23

264 pages, 160 F

en vente en librairie ou, à défaut, sur commande au Monde-Éditions 15, rue Falguière 75015 Paris

FAI CREER UN NOUVEAU...
EMIR KUSTURKA...
SORTIE LE DIMANCHE...
NEMANQUEZ PAS CETTE MANIFESTATION

100

1940-1941
 1942-1943
 1944-1945
 1946-1947
 1948-1949
 1950-1951
 1952-1953
 1954-1955
 1956-1957
 1958-1959
 1960-1961
 1962-1963
 1964-1965
 1966-1967
 1968-1969
 1970-1971
 1972-1973
 1974-1975
 1976-1977
 1978-1979
 1980-1981
 1982-1983
 1984-1985
 1986-1987
 1988-1989
 1990-1991
 1992-1993
 1994-1995
 1996-1997
 1998-1999
 2000-2001
 2002-2003
 2004-2005
 2006-2007
 2008-2009
 2010-2011
 2012-2013
 2014-2015
 2016-2017
 2018-2019
 2020-2021
 2022-2023
 2024-2025
 2026-2027
 2028-2029
 2030-2031
 2032-2033
 2034-2035
 2036-2037
 2038-2039
 2040-2041
 2042-2043
 2044-2045
 2046-2047
 2048-2049
 2050-2051
 2052-2053
 2054-2055
 2056-2057
 2058-2059
 2060-2061
 2062-2063
 2064-2065
 2066-2067
 2068-2069
 2070-2071
 2072-2073
 2074-2075
 2076-2077
 2078-2079
 2080-2081
 2082-2083
 2084-2085
 2086-2087
 2088-2089
 2090-2091
 2092-2093
 2094-2095
 2096-2097
 2098-2099
 2100-2101
 2102-2103
 2104-2105
 2106-2107
 2108-2109
 2110-2111
 2112-2113
 2114-2115
 2116-2117
 2118-2119
 2120-2121
 2122-2123
 2124-2125
 2126-2127
 2128-2129
 2130-2131
 2132-2133
 2134-2135
 2136-2137
 2138-2139
 2140-2141
 2142-2143
 2144-2145
 2146-2147
 2148-2149
 2150-2151
 2152-2153
 2154-2155
 2156-2157
 2158-2159
 2160-2161
 2162-2163
 2164-2165
 2166-2167
 2168-2169
 2170-2171
 2172-2173
 2174-2175
 2176-2177
 2178-2179
 2180-2181
 2182-2183
 2184-2185
 2186-2187
 2188-2189
 2190-2191
 2192-2193
 2194-2195
 2196-2197
 2198-2199
 2200-2201
 2202-2203
 2204-2205
 2206-2207
 2208-2209
 2210-2211
 2212-2213
 2214-2215
 2216-2217
 2218-2219
 2220-2221
 2222-2223
 2224-2225
 2226-2227
 2228-2229
 2230-2231
 2232-2233
 2234-2235
 2236-2237
 2238-2239
 2240-2241
 2242-2243
 2244-2245
 2246-2247
 2248-2249
 2250-2251
 2252-2253
 2254-2255
 2256-2257
 2258-2259
 2260-2261
 2262-2263
 2264-2265
 2266-2267
 2268-2269
 2270-2271
 2272-2273
 2274-2275
 2276-2277
 2278-2279
 2280-2281
 2282-2283
 2284-2285
 2286-2287
 2288-2289
 2290-2291
 2292-2293
 2294-2295
 2296-2297
 2298-2299
 2300-2301
 2302-2303
 2304-2305
 2306-2307
 2308-2309
 2310-2311
 2312-2313
 2314-2315
 2316-2317
 2318-2319
 2320-2321
 2322-2323
 2324-2325
 2326-2327
 2328-2329
 2330-2331
 2332-2333
 2334-2335
 2336-2337
 2338-2339
 2340-2341
 2342-2343
 2344-2345
 2346-2347
 2348-2349
 2350-2351
 2352-2353
 2354-2355
 2356-2357
 2358-2359
 2360-2361
 2362-2363
 2364-2365
 2366-2367
 2368-2369
 2370-2371
 2372-2373
 2374-2375
 2376-2377
 2378-2379
 2380-2381
 2382-2383
 2384-2385
 2386-2387
 2388-2389
 2390-2391
 2392-2393
 2394-2395
 2396-2397
 2398-2399
 2400-2401
 2402-2403
 2404-2405
 2406-2407
 2408-2409
 2410-2411
 2412-2413
 2414-2415
 2416-2417
 2418-2419
 2420-2421
 2422-2423
 2424-2425
 2426-2427
 2428-2429
 2430-2431
 2432-2433
 2434-2435
 2436-2437
 2438-2439
 2440-2441
 2442-2443
 2444-2445
 2446-2447
 2448-2449
 2450-2451
 2452-2453
 2454-2455
 2456-2457
 2458-2459
 2460-2461
 2462-2463
 2464-2465
 2466-2467
 2468-2469
 2470-2471
 2472-2473
 2474-2475
 2476-2477
 2478-2479
 2480-2481
 2482-2483
 2484-2485
 2486-2487
 2488-2489
 2490-2491
 2492-2493
 2494-2495
 2496-2497
 2498-2499
 2500-2501
 2502-2503
 2504-2505
 2506-2507
 2508-2509
 2510-2511
 2512-2513
 2514-2515
 2516-2517
 2518-2519
 2520-2521
 2522-2523
 252

[illegible]

1. The first step is to identify the problem or question that needs to be answered. This involves understanding the context and the specific requirements of the task.

LE
FINANCIER
DES RETRAITÉS

La gestion
du parc
des réserves

REVUE
D'ÉCONOMIE
FINANCIÈRE

26-0000

VOTRE DOUBLE A BESOIN D'EXCES

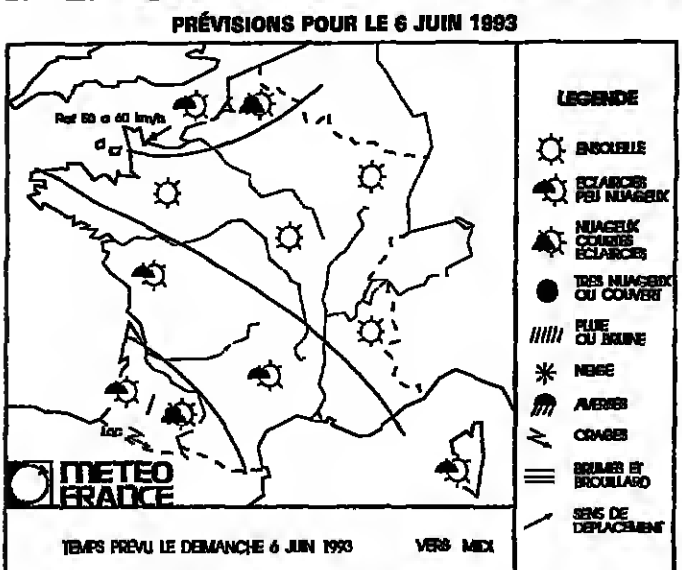
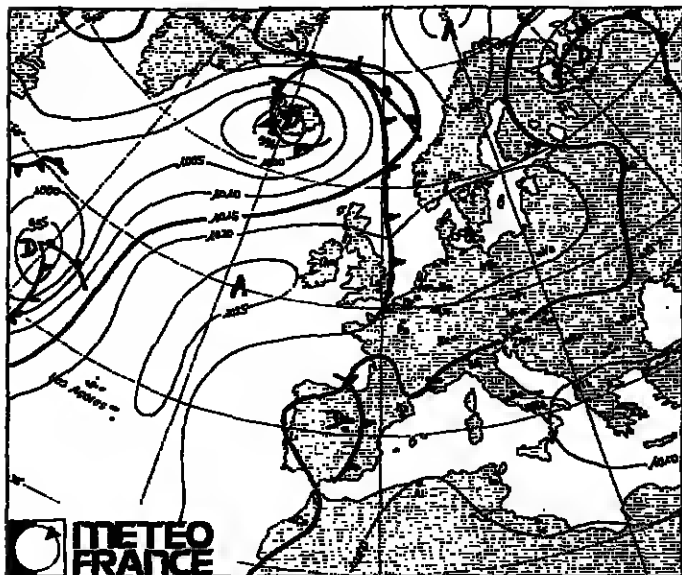
Jaco Rabar

J'AI CREE POUR LUI UN MONDE EXCESSIF OU LE PARFUM, LES IMAGES,
LES COULEURS ET LES SONS S'EXALTENT.
EMIR KUSTURICA EN A FAIT UN FILM, GORAN BREGOVIC L'A MIS EN MUSIQUE.
SORTIE LE DIMANCHE 6 JUIN JUSTE APRES 20 H 30 SUR TF1, CANAL +, FRANCE 2, M6.
NE MANQUEZ PAS CETTE REVELATION. NE PRIVEZ PAS VOTRE DOUBLE DE SENSATION JUSQU'A L'EXCES.
IL EN A BESOIN.

سذا من لامل

MÉTÉOROLOGIE

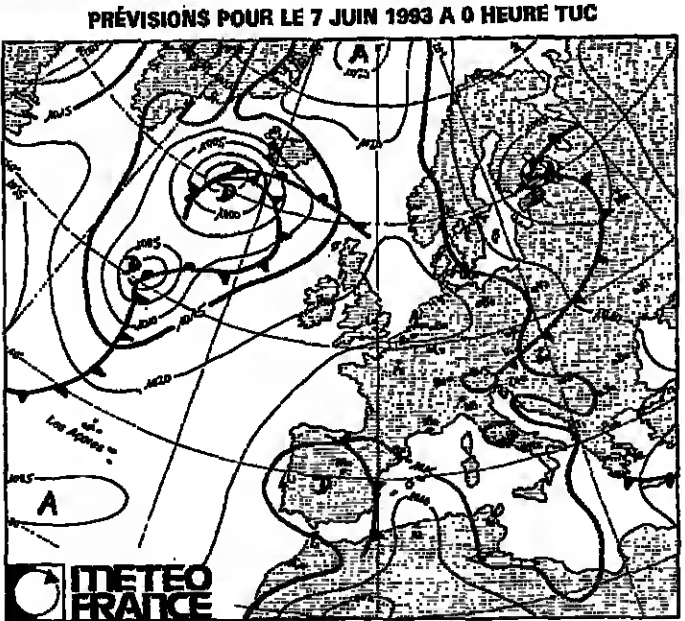
SITUATION LE 5 JUIN À 0 HEURE TUC



Dimanche : ensoleillé et chaud. Sur la majeure partie du pays, le temps sera ensoleillé et chaud. Toutefois, sur le Nord-Picardie et sur les côtes normandes, le ciel sera nuageux le matin. Dans un grand Sud-Ouest, le ciel sera voilé par des nuages élevés. Sur le sud de Midi-Pyrénées et de l'Aquitaine le temps deviendra lourd et quelques orages ou ondées se produiront en soirée. Sur le Massif central, et les Alpes, quelques orages isolés pourront également éclater en soirée.

Le vent de nord-est sera modéré près des côtes de la Manche. Les températures maximales seront de l'ordre de 12 à 18 degrés en général, localement 18 à 20 degrés près de la Méditerranée.

L'après-midi, le thermomètre atteindra 18 à 22 degrés sur les côtes de la Manche, 24 à 28 degrés près de la Méditerranée, 24 à 26 degrés sur la moitié nord et 26 à 31 degrés sur la moitié sud.



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 05-06-93												
Valeurs relevées le 04-06-1993 à 18 heures TUC et le 05-06-1993 à 8 heures TUC												
FRANCE												
AMACCO	22	13	D	STRASBOURG	21	13	D	MADRID	30	15	N	
BARCELONE	24	14	C	TULOUSE	20	12	D	MARSEILLE	31	15	D	
BORDO	24	14	C	TOULON	21	13	D	MEXICO	28	18	N	
BRESCIA	22	13	N					MILAN	22	11	D	
BREST	20	10	B					MONTREAL	18	8	D	
CARIN	18	10	C					MOSCOW	25	13	A	
CHERBOURG	18	11	N	ALGER	31	18	N	NEW DELHI	43	29	D	
CLERMONT-F	22	11	D	AMSTERDAM	22	15	C	NEW YORK	21	14	C	
DJON	22	13	D	ATHENS	23	20	C	PALMA	26	13	C	
GENÈVE	24	15	D	BANGKOK	37	25	N	PARIS	24	12	C	
LILLE	19	10	N	BARCELONE	25	14	C	PERIN	24	12	D	
LONDRES	21	14	D	BERLIN	22	10	D	RIO-DE-JANEIRO	22	15	D	
LYON	22	12	D	BIRKENHEAD	20	12	N	ROME	25	15	D	
MARSEILLE	27	15	D	BRUXELLES	20	12	N	SINGAPOUR	29	22	C	
NANTES	21	10	D	COPENHAGUE	20	9	N	STOCKHOLM	19	8	N	
PARIS	24	15	D	DALME	27	20	N	SYDNEY	17	11	N	
PARIS-MONT	22	14	D	GENÈVE	22	11	N	TOKYO	25	15	C	
PAU	25	14	C	ISTANBUL	26	17	N	TUNIS	22	13	D	
PORTO-PIRE	22	13	C	JERUSALEM	30	20	D	VALENCIE	22	13	D	
RENNES	21	13	C	LAHORE	32	22	D	VERONE	25	17	D	
ST-ETIENNE	22	11	N	LUXEMBOURG	21	14	D					
A B C D N O P T *												
averse bruillard ciel couvert ciel dégagé ciel nuageux orage pluie tempête neige												

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

DANS NOTRE BROCHURE NUMÉRO

Le Monde L'ÉCONOMIE

TÉLÉVISION

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément de dimanche-lundi. Signification des symboles : > signalé dans « le Monde radio-télévision » ; a film à éviter ; a On peut voir ; a Ne pas manquer ; a a Chef-d'œuvre ou classique.

Samedi 5 juin

- TF 1**
- 20.45 Divertissement : La Première Fois. Émission présentée par Christophe Dechevaux et Philippe Bouvard. Avec Michel Boujenah, Fabienne Egal, Frédéric Mitterrand, Jean Roucas.
- 22.40 Téléfilm : L'Enquête Interdite. De Bobby Roth.
- 0.15 Série : Chapeau melon et bottes de cuir.
- FRANCE 2**
- 20.35 Sport : Rugby. Finale du championnat de France, en direct du Parc des Princes : Castres-Grenoble.
- Avez-vous l'impression de vivre dans un pays juste ? Des juges répondent dans ACTUEL de juin
- A 20.45, Coup d'envoi : A 21.30, Mi-temps ; A 21.35, 2^e mi-temps.
- 22.30 Variétés : Taratata. Émission présentée par Nagui. Invités : Patrick Kaes, Avec Louie Barigou, Daniel Laviole, Yannick Noah, The Kinks.
- 23.50 Journal.
- 0.05 Météo.
- 0.10 Magazine : La 25^e Heure.
- FRANCE 3**
- 20.45 Série : Puissance 4. Mécènes, de Jacques Cornet.
- ARTE**
- 20.40 Documentaire : Mercedes, une étoile et son ombre. D'Elke Schmidt et Helmut Bauer.
- 22.10 Série : Histoires russes.
- 23.10 Série : Premiers regards.
- 23.35 Montreux Jazz Festival.
- 0.10 Série : Monty Python's Flying Circus (rediff.).
- 0.40 Cinéma d'animation : Snark.
- M 6**
- 20.35 Divertissement : Tranche de rire.
- 20.45 Téléfilm : Confusion tragique. De Wafar Hussein.
- 0.00 Série : Soko, brigade des stup.

Dimanche 6 juin

- TF 1**
- 20.45 Cinéma : Indiana Jones et la dernière croisade. a a Film américain de Steven Spielberg (1989).
- 22.55 Magazine : Ciné dimanche.
- 23.05 Cinéma : Haut les flingues. a Film américain de Richard Benjamin (1984).
- FRANCE 2**
- 20.50 Cinéma : Ronde de nuit. a
- Devinette : Quelle star irait chanter pieds nus chez le préfet ? ACTUEL de juin
- Film français de Jean-Claude Misseau (1983).
- 22.30 Cinéma : Rusty James. a a
- FRANCE 3**
- 20.45 Spectacle : Le Grand Cirque
- ARTE**
- 20.40 Soirée thématique : Voyageurs, voir et être vu. Soirée conçue par Vivien Marx.
- 20.41 Cinéma : Une sale histoire. a Film français de Jean Eustache (1977).
- 21.30 Vidéo : Cut Place Video.
- 21.45 Documentaire : Portrait du nouveau voyageur. De Michaela Heint et Grégoire Allon.
- 22.15 Documentaire : Serre les dents et supporte. Présenté par Patrick de Carolis. Invité : François Bayrou, ministre de l'éducation nationale.
- M 6**
- 20.35 Sport 6.
- 20.45 Magazine : Zone Interdite. Présenté par Patrick de Carolis. Invité : François Bayrou, ministre de l'éducation nationale.

ENVIRONNEMENT

M. Mitterrand installe le Conseil pour les droits des générations futures

A la veille de la journée mondiale de l'environnement, célébrée le 5 juin, le président de la République a procédé, à l'Élysée, à l'installation officielle du Conseil pour les droits des générations futures, présidé par le commandant Costeau. « La situation est grave, a dit M. Mitterrand. Les désastres écologiques dans les pays d'Europe centrale et orientale, les déséquilibres profonds dans les pays du Sud, les gaspillages dans les pays du Nord, nous l'ont rappelé. Il serait profondément injuste que nos enfants aient à supporter, en raison de notre aveuglement, le lourd fardeau des sites contaminés, des océans et des rivières pollués. » Créé par un décret du 8 mars 1993, le Conseil compte neuf « sages », dont Albert Jacquard, Hubert Reeves, Michel Serres et Jacques Testart. Il devra remettre chaque année un rapport sur l'état de la planète au président de la République. Le ministre de l'environnement, Michel Barnier, s'est félicité de la création d'une « autorité indépendante ».

CARNET DU Monde

Naissances

Michelle et Karel VASAK ont la joie d'annoncer la naissance de leur sixième petit-enfant et premier petit-fils.

Léon Loup Timothée,

à Paris, le 12 avril 1993.

Aouchka et Bertrand CHAUVET, Eva, Lucas.

9, rue de Tréaigue, 75018 Paris.

Décès

M. Mohamed Bhiri et ses enfants, M. et M^{me} Hédi Bhiri et leurs enfants, M. et M^{me} Habib Bhiri et leurs enfants, M^{me} Fatma Bhiri (Tunis), M. et M^{me} Alain Ledore et leurs enfants (France), Tarek et Oualid Dachraoui, ses petits-enfants (France), Taoufik Dachraoui, son petit-fils (Montréal, Canada), Ses amis chasseurs de Tunisie et d'ailleurs, font part du retour à Dieu de leur père, beau-père, grand-père,

M. Cheddi BHIRI, ingénieur retraité des FTI (Tunis), officier de l'Ordre de la République tunisienne, ancien vice-président de la Fédération de chasse de Tunisie, ancien directeur du Club de chasse de Tunis.

Le 24 mai 1993, à son domicile, à Tunis, entouré de l'affection de ses enfants.

L'inhumation a eu lieu le 25 mai. Cet avis tient lieu de faire-part.

16, avenue de la Cour-de-France, 91260 Juvy-sur-Orge.

Le bureau de la Société internationale de linguistique fonctionnelle (SILF) a l'honneur de présenter la dédicace d'un membre éminent de la Société, le professeur de linguistique M^{me} Denise FRANÇOIS-GEIGER, survenu le 2 juin 1993.

Les membres de la SILF présentent à sa fille Stéphanie et à sa famille leurs condoléances les plus attristées et s'unissent d'intention aux obsèques qui se dérouleront dans la plus stricte intimité.

CARNET DU MONDE
Renseignements :
40-65-29-94

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6055

HORIZONTALLEMENT

I. Indique le ton qui convient pour le « suite ». Bon parolais. - II. Il sait cajoler. Un grimpeur. Combat les épeumes. - III. Provoque un manque de franchise. Époque Calmète. - IV. Personnalité les forces vives de la nature. Rien qu'à la figure, on voit qu'il n'est pas propre. Joue un rôle protecteur. - V. Vieux pétards. Un peu de vent. Calibré. - VI. Prénom étranger. Ce qu'il fait plus d'un les termes aux yeux. Amoureux du répertoire. En Transmanie. - VII. De nature à irriter des gens désemparés de faire la bombe. Abréviation. - VIII. Un beau brun. Permettrait de fixer. N'hésite pas à se mouiller. - IX. A. l'étranger. Sont chargés d'une tâche écorçante. - X. Figure mythologique. Jette des lumières sur des branches. - XI. Doit aux mots croisés une réputation nullement méritée. Pare-chocs d'un modèle très ancien. Sigle. - XII. Se trouve donc quelque part. Prise de contacts. - XIII. Descend toujours avant l'arrêt complet. En France. Quartier de Langres. - XIV. Préfixe. Ne s'étendant donc pas. Bénéficie d'une chambre particulière. - XV. Constituent une pépinière sportive. Cite des parties.

VERTICALEMENT

1. Sur le point de partir. Prend le dessus. - 2. Spécialité d'un restaurateur. Des armes d'autrefois. - 3. Tout le monde y est à plat (pluriel). - 4. Ob avaient lieu certains batailles. Légumes. Partie de la Bolivie. - 5. Fin de participe. On ne saurait blâmer ceux qui en font tout un plat. Abréviation. - 6. En toussant. Serre sans douceur. Laissent le souvenir de leur séjour dans leur logement. Symbole chimique. - 7. Désigne aussi bien un chapeau qu'une vache. Ordre des fauteurs. Cellules. - 8. Offre un vaste

champ d'action à des personnes qui n'ont pas peur de se mouiller. Talleyrand l'ait quelque temps sur le dos. Auteurs d'écrochets. - 9. Qui ne requiert pas de se couper. - 10. Telle une chimère. Étrange créature. - 11. Pronom. Formant une chaîne. Devise. - 12. Désigne un gaz inerte. Degré. Préfixe. - 13. Observé par certains. Comme du pain. - 14. Avec elle, on a forcément des touches. N'aurait pas toujours ses objectifs. - 15. La lutte pour la vie (deux mots).

Solution du problème n° 6054

Horizontalement

I. Monnayeur. - II. Union. Un. - III. Gavriel. le. - IV. Eger. Est. - V. Rouanne. - VI. Reut. Tira. - VII. Edredon. - VIII. II. Samedi. - IX. Sac. V4. Es. - X. Imaginées. - XI. Ne. Ost. Se.

Verticalement

1. Muge. Reisin. 2. Onagra. Lama. - 3. Nivole. Ca. - 4. Noir. - 5. Ama. Ravis. - 6. Lan. - 7. Eu. Sède. - 8. Unit. Rodées. - 9. Ris. Canisse.

GUY BROUTY

CULTURE

ARTS

Un peintre d'histoires

En quelques salles, la preuve est faite : Malcolm Morley est l'un des grands artistes d'aujourd'hui

MALCOLM MORLEY
au Centre Georges-Pompidou

A quoi bon tergiverser ou tarder jusqu'à l'effrayant ? Malcolm Morley, soixante-deux ans, Américain de naissance britannique, est l'un des quelques peintres contemporains dont l'œuvre s'élève, sans effort, comme naturellement, au-dessus de l'époque. Il est de ceux dont une toile ou une aquarelle rend celui qui la contemple longuement plus léger, plus rapide, plus vif. Elle force à comprendre plus vite, et mieux, ce qui se voit, ce qui se dit, ce qui se passe. Elle donne du plaisir et de l'esprit en somme. C'est rare, c'est exceptionnel à vrai dire.

Dans une exposition de Morley - la parisienne ne fait pas exception à la règle - un phénomène singulier peut s'observer, même les soirs de vernissage : les visiteurs, les invités, ceux qui savent pourquoi ils sont venus et ceux qui l'ignorent, ne se perdent pas comme à l'ordinaire. Ils ont bien essayé de bavarder, comme ils l'ont d'habitude, le cœur n'y a pas. Ils sont distraits. Ils ne peuvent pas s'empêcher de regarder les tableaux et ces tableaux, grands, étranges, raisonnants, aux couleurs aigres, au style variable et jamais arrêté sont le contraire du bavardage flottant et commode qu'il se pratique en paroles et en œuvres.

Qu'est-ce donc qu'une œuvre bavarde, flottante et commode ? Les expositions, les foires, les musées d'art contemporain en regorgent. Elle procède par approximations et lieux communs. Elle se veut profonde et demeure superficielle. Elle prétend traiter de l'essence de l'art, par exemple, de sa mort, de son histoire, de son destin et ne fait que répéter ce que mille autres ont balbutié avant elle.

Elle fait l'éloge de la géométrie, un demi-siècle après la mort de Mondrian. Celui du nihilisme et de la dérision, soixante-quinze après Duchamp. Celui du geste pictural un siècle après Monet. Ces procédés sont excellents pour qui ne veut ni éblouir, ni gêner, ni déplaire.

Morley peint tout juste l'inverse. Il choque, il gêne, il déplaît. Il sait ce qu'il peint et pourquoi. Il compose, il ordonne ses tableaux et travaille assez lentement, assez peu, préférant la cristallisation à la prolifération. N'importe lequel des tableaux de sa rétrospective permet la démonstration. Qu'elle relève d'un supposé hyperbéalisme, tel le *Diner de croisière* de 1966, d'une figuration brouillée, comme *Dans un poste de secours au Vietnam*, de 1971, du mélange des genres et des références - *Ultimé* angloise, 1978, le *Berceau de la civilisation avec femme américaine*, 1982 - ou de la manière acule, indéfinissable - *L'Oracle* de 1992 par exemple - la toile est conçue selon un système étonnamment complexe et précis d'incohérences voulues, de déséquilibres calculés, d'incongruités méditées - tout cela enveloppé, habillé, masqué dans les plus d'une peinture somptueuse. A l'huile ou à l'eau, elle multiplie les inventions, les sortilèges, les coups d'éclat.

Soit donc *Ultimé* angloise : une vue de Venise avec des personnages du dix-huitième siècle sur un quai, une galère dorée sur un canal, des voiles derrière elle, des gondoles autour et la Salute tout au fond. Il y a évidemment du Guardi, du Canaletto et du Longhi là-dedans, mais transformés par une facture un peu plus épaisse et foncée, des couleurs un peu plus acides, une lumière moins perdue. Pastiche de la peinture vénitienne

alors ? En aucun cas, puisqu'un train de marchandises aux wagons vert émeraude et bleu aux traverses en tombant le ciel du paysage et menace de plonger dans l'eau. Belle image de la mémoire, des incohérences de la mémoire moderne. Un rêveur songerait au carnaval, il cultivait une nostalgie élégante et saine : il rêvait à Guardi ou à Manet ; il avait - délice suprême - oublié le vingtième siècle. Ce dernier surgit dans un fracas d'essieux et de moteur Diesel. On appelle ce genre d'œuvre une peinture d'histoire. Il y a des théoriciens qui la disent morte depuis longtemps. Ils ne connaissent pas Morley, sans doute.

Des images irréfutables de l'époque

Soit *Jour*, tableau de 1993. Dans un ciel de nuages flagellés, au-dessus d'un port, de ses cargos écarlates et de son phare rayé noir et blanc, deux biplans de la première guerre mondiale se précipitent. Ce sont deux maquettes de bois et de papier rehaussées d'aquarelle. Des jouets ? De faux jouets fort peu innocents, accessoires allégoriques de la guerre. Peinture d'histoire, à nouveau, exécutée avec une dextérité effrayante. L'éclat sur les rochers est un dripping de Pollock, les nuages un formidable morceau d'observation dans la tradition impressionniste, la mer un oplat de bleu dur. Si divers soient les procédés, l'œuvre n'en évite pas moins l'incohérence. Elle tient parfaitement. Elle fait reculer le mur et suscite une rumeur de vagues et de vent.

D'autres exemples ? Inutile. La description ne peut que suggérer la densité de la peinture, l'intelligence du style et sa force d'expression. Rien d'est superflu, décoratif, anecdotique ou fortuit là-dedans. Mor-

ley compose les images irréfutables de l'époque où il vit. Il condense en quelques mètres carrés des milliers de photographies, des heures de reportages, des mètres de bobines. Il traite de politique, d'économie, des mœurs, de religion, de sexe et de mort. Dans les années 60, il affectait le réalisme le plus scrupuleux, mais la représentation était semée de détails bizarres. Les visages grimés de sourires de convention, la luxure sentait le toc, l'image était tendue sur un vide qui apparaissait par les interstices, sous la couleur trop lisse et propre. Après avoir rompu avec ces fastes illusoirs, Morley a perfectionné un style où l'abstraction sert à la figuration, qui se dissout en abstraction de temps en temps, juste assez pour que le doute demeure sans cesse, pour que la comédie des apparences ne puisse jamais être prise au sérieux.

Arizona pulvérise l'utopie du primitivisme - on songe à David Hockney, l'autre immense anglais de l'art actuel. *Crime éternel* revient sur les sordides affaires familiales de Thésée, d'Antoine et du Minotaure - hommage crypté à Picasso ? plaisanterie psychanalytique ? *Le Bateau*, le *Chevalier*, le *Tank* associe Velasquez, le Moyen-Âge, Philip Guston et l'hyperbéalisme pour un fondoyant résumé de l'histoire des civilisations - ironique évidemment. La peinture explose, gicle, avengle, se disperse en ondes et en écumes, se ramasse en figures. Elle est implacable et impeccable.

PHILIPPE DAGEN

► Galeries contemporaines, Centre Georges-Pompidou, 75004. Paris : tél. : 44-78-12-33. Jusqu'au 19 septembre.



« Le Bateau, le Chevalier, le Tank » : Velasquez, le Moyen-Âge, Philip Guston et l'hyperbéalisme

MUSIQUES

Quatre orchestres chez les rois de France

Ouverture par le National et Yuri Bashmet du Festival de Saint-Denis

« A moins de quatre chefs importants inscrits à son programme, on ne devrait pas avoir le droit de se présenter un festival », dit Jean-Pierre Le Pavec, directeur des festivités de Saint-Denis. Pourquoi cette affirmation préemptoire ? Précisément parce que Le Pavec accueille cette année non pas deux, non pas trois, mais quatre orchestres de marque : Sefi Ozawa, Alberto Zedda, Esa-Pekka Salonen et Charles Dutoit.

Le Japonais, pour une intégrale des symphonies de Mahler, en cours depuis des années. L'Italien, dans Pergolèse et Rossini, sa spécialité. Le Finlandais, aux commandes de l'une de ses équipes favorites, l'Orchestre de Stockholm. Le Suisse Dutoit, avec l'Orchestre national qui lui a confié Radio-France. Ces derniers ouvraient le feu vendredi 4 juin au cours d'une soirée décentralisée à Epinay (eh oui, on décentralise désormais d'une banlieue à l'autre).

Histoire de se mettre en condition et de ne pas brimer les Parisiens, le même concert avait été donné à la veille au Théâtre des Champs-Élysées. Il restera dans les annales pour une anecdote pénale : Yuri Bashmet a laissé échapper son archet dans le concerto pour alto, d'Alfred Schnittke. Charles Dutoit a laissé s'envoler sa baguette dans la *Symphonie pathétique* de Tchaïkovski. Ces messieurs avaient la main leste, dans une ambiance il est vrai survoltée.

Bashmet, qui cultive plus que jamais son look gitan, et dont la France tombe jusqu'aux lèvres, est, comme chacun sait, « le meilleur altiste du monde », russe de surcroît, et intraitable dans les négociations de contrat. Cela lui vaut une aura sans équivalent actuel pour un instrumentiste, qu'on ne connaît qu'à quelques stars du bel canto.

Bashmet est le commanditaire d'un *Concerto* qu'Alfred Schnittke, par reconnaissance, a quasiment gravé de ses initiales : le premier mouvement mélodique énoncé par l'instrument soliste correspond (selon la notation allemande des notes de la gamme) au cryptogramme BASCHET. Soit un mélange savant de Bach et de Bashmet.

L'invocation de Jean-Sébastien est à l'écoute, étonnante : Schnittke, en bon post-moderne, pratique d'abondance la fausse

citation. Et Bach est le plus assis à paraître des grands maîtres. Passent également au long de ce concerto rhapsodique (pour ne pas dire assez informel), les ombres insistantes de Mahler et de Chostakovitch, peut-être de Berg, d'Hindemith éventuellement...

Ni suivi ni logique

Schnittke ? On devine sa présence dans cet art du mélange, art de bon cuisinier sûr de ses recettes et capable de mener un soliste à son apogée dans des cadences répétées. L'archet de Bashmet s'envole (ou sans propre) sur ces longs phrases ciselées, dans ces trémoins d'enfer en doubles notes, au long de ces douces mélodies très tonales, épiques de quarts de ton ici ou là, comme par plaisanterie, par moquerie d'une certaine modernité aujourd'hui répudiée. Schnittke écrivait de la musique sérieuse dans les années 60.

Dutoit, avec force manières, tente de donner un peu de tenue à une partition orchestrale pour le moins éclatée. S'ensuivent quelques éclats de cuivre, de jolis

effets d'écho, un zeste de clavier par-ci par-là. De suivi et de logique, point.

On se retrouvait pour la *Sixième* de Tchaïkovski après l'entracte. Quelques cabots dans les rapides relais de cordes, d'assez effrayables bouffées de trombone, puis tout se mit en place pour une exécution virtuose, lyrique, absolument inattendue, de cette délicate symphonie : sirupeuse et pétaradante si on la dirige au premier degré ; pétrifiée et pétrifiante si l'on y met un patois froid, comme Markovitch ou Mravinski.

ANNE REY

► Prochains programmes du Festival : spectacle autour de Schumann, de Mirallès Giarrelli et Yves Gourvil, les 7, 8 et 9. Théâtre Gérard-Philips de Saint-Denis : Rossini (*Canzone des Bourbons*) : « Mère du Diable », « Jeune d'Arc », Purginasse (*Stabat mater*), par Iano Tamar (soprano), Lucien Valentini-Torani (mazzin). Sinfonietta de Picardie, *Chœur d'oratorio* de Paris, Alberto Zedda, direction, la 11 juin, 20 h 30, Basilique de Saint-Denis. Tél. : 42-43-77-72.

CINÉMA

Portes et fenêtres

TRÈS BRÈVE HISTOIRE DE JEUNESSE, DE SENTIMENTS ET D'UN AUTRE COMMANDEMENT
de Rafal Wiczynski

Elle, elle habite seule un pavillon. Lui, numéro 1, voleur-gendreau de son état, s'introduit par les toits, veut la voler, la violer un peu, et puis il l'aime. Elle aussi. Lui, numéro 2, sonne à la porte tous les jours, il est postier et apporte, avec son courrier, les bumbles bouquets d'une passion timide et respectable. Elle n'est pas contre la bague au doigt qu'il lui propose.

Voilà l'un qui bloque la porte, l'autre qui barricade la toit, ça monte et ça descend, ça escalade murs et escaliers... Chassez le burlesque par le trou de serrure, la cruauté entre par le soupirail, et cette forme de désespoir ironique et nonchalant qui fait le meilleur

des cinémas d'Europe de l'Est se faufiler par les lacunes.

Pour son premier film, le jeune réalisateur Rafal Wiczynski rend explicitement hommage à Kieślowski, le tire n'étant pas, et de loin, le seul cin d'oïl un *Découpage*. Il a du talent, des idées, et un regard. Mais le souffle manque parfois : Wiczynski aurait gagné à imiter aussi la brièveté des films de son mentor.

Tout symbolisme de l'absurde lui, à force de revirements, de coups bas et sauts périlleux sentimentaux, le jeu de va-et-vient entre la demoiselle et ses deux soupçons prend des airs de mouvement perpétuel inutilement étiré.

J.-M. F.

[Cet article avait paru dans le Monde le 29-30 novembre 1992 ; la sortie du film, prévue pour le 25 novembre, avait été annulée à dernier moment.]

ÉDITION

La Foire du livre de Leipzig : plus « salon » que business

Renonçant à concurrencer Francfort, la ville de la Saxe se voudrait un lieu de rencontre d'intellectuels et d'éditeurs

La Foire du livre de Leipzig veut renaître. Ouverte le jeudi 3 juin, cette manifestation traditionnelle éduca, une fois de plus, dans la grande ville de la Saxe, les gens du livre, pour cette Foire internationale qui est, en même temps, le lieu cette année du Congrès national des bibliothécaires allemands. Comme pour illustrer la célèbre phrase de Goethe : « Lorsque j'arrivai à Leipzig (en 1765), écrit-il, la Foire avait justement lieu : j'ai vu passer sous mes yeux toute ma patrie allemande ».

C'était là, en effet, que le commerce du livre, chassé de Francfort en 1667 par une censure trop sévère, s'était fixé et que s'étaient concentrées les maisons d'édition de l'Allemagne. Pendant la parenthèse de quatre décennies de la République démocratique allemande, la Foire s'était maintenue, véritable vitrine de l'édition de l'Est, à côté de l'énorme étalage des réalisations industrielles, pour apparaître, disaient les prospectus, comme « le plus haut lieu de la confrontation des systèmes industriels et commerciaux capitalistes et socialistes du monde entier ». Plus modeste, la Foire du livre était alors l'occasion de faire le tour des productions de l'édition est-allemande, aujourd'hui sinistrée.

La Foire de Leipzig allait-elle disparaître ? Pour l'instant, il a été décidé de la faire réapparaître sous une forme différente, qui, au lieu de regrouper en deux semaines, au printemps et à l'automne, toutes les activités, se présenterait comme un ensemble de salons spécialisés échelonnés au long de l'année. En ce qui concerne le livre, la question de fond que se posent les organisateurs et les Allemands en général est de savoir sa place, son rôle, son avenir. Lucides, ils savent qu'elle n'a aucune vocation à concurrencer la Foire de Francfort. L'avenir pourrait être de faire de cette ville du livre un lieu de rencontre d'intellectuels et d'éditeurs.

C'est ce que suggérât, le jour de l'inauguration, M. Weidhaas, directeur de la Foire du livre de Francfort : « Elle pourrait s'orien-

ter vers la forme d'un « salon littéraire » pour l'Allemagne au même titre que le Salon du livre de Paris est un salon littéraire pour la France. Mais c'est Francfort qui restera le lieu du business, où se signent les contrats ».

Elle pourrait rester aussi un lieu de rencontre de l'Est et de l'Ouest de l'Europe, comme l'indiquait le « Dialogue Est-Ouest » qui ouvrait les débats de la Foire avec le Russe André Siniavski et l'Allemand Gunter Kunert, sur des thèmes qui se répondaient : « Pourquoi écrire ? Pourquoi lire ? ».

Par ailleurs, la construction des locaux de la nouvelle Foire a été entreprise pour remplacer des installations devenues obsolescentes. Un crédit de 1 milliard de marks a été voté pour ces installations qui devraient être achevées dans trois ans.

La France présente finalement

Le problème de la participation française à la Foire du Livre s'était posé cette année. En raison de la faible participation des éditeurs français enregistrés à sa proposition en novembre dernier, Franco-Editinn, l'organisme de promotion du livre français à l'étranger, n'avait pas retenu Leipzig dans sa programmation. Seul serait présent l'Institut français, qui avait réservé un stand de 35 mètres carrés.

Tout a été échangé après une brève visite à Leipzig, le 8 mai, du ministre de la culture, M. Jacques Toubon, venu assister à la première de l'opéra de Rameau *Hippolyte et Aricie* (en français), dans le cadre de la célébration du 300^e anniversaire de l'Opéra de Leipzig. Le ministre, en effet, a exprimé le désir de voir la France présente à cette manifestation, en même temps que les autres éditeurs étrangers, alors que se trouverait à Leipzig quelque trois mille bibliothécaires de toute l'Allemagne, susceptibles d'être intéressés par la production de livres français.

Puisqu'il était trop tard pour louer un stand, il a été décidé, à dix jours de l'ouverture de la

Foire, que Franco-Editinn exposerait quelque six cents ouvrages sur le stand de l'Institut français. C'était présent l'ancien directeur du livre, Jean Gattegna, devenu chargé de mission pour le secteur du livre et des bibliothèques par le Conseil de l'Europe, ainsi que le romancier Jean-Luc Benoiziglo, qui vient d'être traduit chez Rowohlt, et l'éditrice Viviane Hamy, qui avaient fait le voyage de Leipzig à l'invitation des Amis du roi des aulnes.

C'est donc l'Institut français de Leipzig, que dirige depuis trois ans une germaniste, Claudine Delphis, qui représente la France à la Foire. Il vient justement d'être inauguré, fin avril, dans une belle demeure entièrement restaurée, Lumbstrasse. Décidée dès décembre 1989, pour répondre à l'attente de tous ceux qui n'avaient pu être en contact avec la France, sa création aura demandé trois ans d'efforts.

Logé d'abord, de façon sommaire, dans les locaux de l'ancienne école du Parti, l'Institut français s'est donc installé dans ses nouveaux locaux, qu'il partage, ce qui est une « première mondiale », avec le British Council. Des salles d'exposition, une salle de conférences, une bibliothèque de quelque 12 000 livres, ainsi que l'enseignement de la langue composent le programme des activités de cette belle maison.

L'enseignement du français (450 élèves par semestre), surtout, y tient une place importante : il s'étend à tous les niveaux et à tous les âges, depuis le « français précoce » (à partir de quatre ans) jusqu'aux demandes de plus en plus variées de formation « sur mesure », notamment un cours de formation continue pour le recyclage des professeurs de français dans le cadre de l'enseignement d'une seconde langue. Tout un programme se met en place pour soutenir le livre français dans l'est de l'Allemagne. Un autre institut français est installé dans la capitale de la Saxe, à Dresde.

NICOLE ZAND

MOTS CROISÉS

1. (4) ... de la mer (5) ... de la mer (6) ... de la mer (7) ... de la mer (8) ... de la mer (9) ... de la mer (10) ... de la mer (11) ... de la mer (12) ... de la mer (13) ... de la mer (14) ... de la mer (15) ... de la mer (16) ... de la mer (17) ... de la mer (18) ... de la mer (19) ... de la mer (20) ... de la mer (21) ... de la mer (22) ... de la mer (23) ... de la mer (24) ... de la mer (25) ... de la mer (26) ... de la mer (27) ... de la mer (28) ... de la mer (29) ... de la mer (30) ... de la mer (31) ... de la mer (32) ... de la mer (33) ... de la mer (34) ... de la mer (35) ... de la mer (36) ... de la mer (37) ... de la mer (38) ... de la mer (39) ... de la mer (40) ... de la mer (41) ... de la mer (42) ... de la mer (43) ... de la mer (44) ... de la mer (45) ... de la mer (46) ... de la mer (47) ... de la mer (48) ... de la mer (49) ... de la mer (50) ... de la mer (51) ... de la mer (52) ... de la mer (53) ... de la mer (54) ... de la mer (55) ... de la mer (56) ... de la mer (57) ... de la mer (58) ... de la mer (59) ... de la mer (60) ... de la mer (61) ... de la mer (62) ... de la mer (63) ... de la mer (64) ... de la mer (65) ... de la mer (66) ... de la mer (67) ... de la mer (68) ... de la mer (69) ... de la mer (70) ... de la mer (71) ... de la mer (72) ... de la mer (73) ... de la mer (74) ... de la mer (75) ... de la mer (76) ... de la mer (77) ... de la mer (78) ... de la mer (79) ... de la mer (80) ... de la mer (81) ... de la mer (82) ... de la mer (83) ... de la mer (84) ... de la mer (85) ... de la mer (86) ... de la mer (87) ... de la mer (88) ... de la mer (89) ... de la mer (90) ... de la mer (91) ... de la mer (92) ... de la mer (93) ... de la mer (94) ... de la mer (95) ... de la mer (96) ... de la mer (97) ... de la mer (98) ... de la mer (99) ... de la mer (100) ... de la mer (101) ... de la mer (102) ... de la mer (103) ... de la mer (104) ... de la mer (105) ... de la mer (106) ... de la mer (107) ... de la mer (108) ... de la mer (109) ... de la mer (110) ... de la mer (111) ... de la mer (112) ... de la mer (113) ... de la mer (114) ... de la mer (115) ... de la mer (116) ... de la mer (117) ... de la mer (118) ... de la mer (119) ... de la mer (120) ... de la mer (121) ... de la mer (122) ... de la mer (123) ... de la mer (124) ... de la mer (125) ... de la mer (126) ... de la mer (127) ... de la mer (128) ... de la mer (129) ... de la mer (130) ... de la mer (131) ... de la mer (132) ... de la mer (133) ... de la mer (134) ... de la mer (135) ... de la mer (136) ... de la mer (137) ... de la mer (138) ... de la mer (139) ... de la mer (140) ... de la mer (141) ... de la mer (142) ... de la mer (143) ... de la mer (144) ... de la mer (145) ... de la mer (146) ... de la mer (147) ... de la mer (148) ... de la mer (149) ... de la mer (150) ... de la mer (151) ... de la mer (152) ... de la mer (153) ... de la mer (154) ... de la mer (155) ... de la mer (156) ... de la mer (157) ... de la mer (158) ... de la mer (159) ... de la mer (160) ... de la mer (161) ... de la mer (162) ... de la mer (163) ... de la mer (164) ... de la mer (165) ... de la mer (166) ... de la mer (167) ... de la mer (168) ... de la mer (169) ... de la mer (170) ... de la mer (171) ... de la mer (172) ... de la mer (173) ... de la mer (174) ... de la mer (175) ... de la mer (176) ... de la mer (177) ... de la mer (178) ... de la mer (179) ... de la mer (180) ... de la mer (181) ... de la mer (182) ... de la mer (183) ... de la mer (184) ... de la mer (185) ... de la mer (186) ... de la mer (187) ... de la mer (188) ... de la mer (189) ... de la mer (190) ... de la mer (191) ... de la mer (192) ... de la mer (193) ... de la mer (194) ... de la mer (195) ... de la mer (196) ... de la mer (197) ... de la mer (198) ... de la mer (199) ... de la mer (200) ... de la mer (201) ... de la mer (202) ... de la mer (203) ... de la mer (204) ... de la mer (205) ... de la mer (206) ... de la mer (207) ... de la mer (208) ... de la mer (209) ... de la mer (210) ... de la mer (211) ... de la mer (212) ... de la mer (213) ... de la mer (214) ... de la mer (215) ... de la mer (216) ... de la mer (217) ... de la mer (218) ... de la mer (219) ... de la mer (220) ... de la mer (221) ... de la mer (222) ... de la mer (223) ... de la mer (224) ... de la mer (225) ... de la mer (226) ... de la mer (227) ... de la mer (228) ... de la mer (229) ... de la mer (230) ... de la mer (231) ... de la mer (232) ... de la mer (233) ... de la mer (234) ... de la mer (235) ... de la mer (236) ... de la mer (237) ... de la mer (238) ... de la mer (239) ... de la mer (240) ... de la mer (241) ... de la mer (242) ... de la mer (243) ... de la mer (244) ... de la mer (245) ... de la mer (246) ... de la mer (247) ... de la mer (248) ... de la mer (249) ... de la mer (250) ... de la mer (251) ... de la mer (252) ... de la mer (253) ... de la mer (254) ... de la mer (255) ... de la mer (256) ... de la mer (257) ... de la mer (258) ... de la mer (259) ... de la mer (260) ... de la mer (261) ... de la mer (262) ... de la mer (263) ... de la mer (264) ... de la mer (265) ... de la mer (266) ... de la mer (267) ... de la mer (268) ... de la mer (269) ... de la mer (270) ... de la mer (271) ... de la mer (272) ... de la mer (273) ... de la mer (274) ... de la mer (275) ... de la mer (276) ... de la mer (277) ... de la mer (278) ... de la mer (279) ... de la mer (280) ... de la mer (281) ... de la mer (282) ... de la mer (283) ... de la mer (284) ... de la mer (285) ... de la mer (286) ... de la mer (287) ... de la mer (288) ... de la mer (289) ... de la mer (290) ... de la mer (291) ... de la mer (292) ... de la mer (293) ... de la mer (294) ... de la mer (295) ... de la mer (296) ... de la mer (297) ... de la mer (298) ... de la mer (299) ... de la mer (300) ... de la mer (301) ... de la mer (302) ... de la mer (303) ... de la mer (304) ... de la mer (305) ... de la mer (306) ... de la mer (307) ... de la mer (308) ... de la mer (309) ... de la mer (310) ... de la mer (311) ... de la mer (312) ... de la mer (313) ... de la mer (314) ... de la mer (315) ... de la mer (316) ... de la mer (317) ... de la mer (318) ... de la mer (319) ... de la mer (320) ... de la mer (321) ... de la mer (322) ... de la mer (323) ... de la mer (324) ... de la mer (325) ... de la mer (326) ... de la mer (327) ... de la mer (328) ... de la mer (329) ... de la mer (330) ... de la mer (331) ... de la mer (332) ... de la mer (333) ... de la mer (334) ... de la mer (335) ... de la mer (336) ... de la mer (337) ... de la mer (338) ... de la mer (339) ... de la mer (340) ... de la mer (341) ... de la mer (342) ... de la mer (343) ... de la mer (344) ... de la mer (345) ... de la mer (346) ... de la mer (347) ... de la mer (348) ... de la mer (349) ... de la mer (350) ... de la mer (351) ... de la mer (352) ... de la mer (353) ... de la mer (354) ... de la mer (355) ... de la mer (356) ... de la mer (357) ... de la mer (358) ... de la mer (359) ... de la mer (360) ... de la mer (361) ... de la mer (362) ... de la mer (363) ... de la mer (364) ... de la mer (365) ... de la mer (366) ... de la mer (367) ... de la mer (368) ... de la mer (369) ... de la mer (370) ... de la mer (371) ... de la mer (372) ... de la mer (373) ... de la mer (374) ... de la mer (375) ... de la mer (376) ... de la mer (377) ... de la mer (378) ... de la mer (379) ... de la mer (380) ... de la mer (381) ... de la mer (382) ... de la mer (383) ... de la mer (384) ... de la mer (385) ... de la mer (386) ... de la mer (387) ... de la mer (388) ... de la mer (389) ... de la mer (390) ... de la mer (391) ... de la mer (392) ... de la mer (393) ... de la mer (394) ... de la mer (395) ... de la mer (396) ... de la mer (397) ... de la mer (398) ... de la mer (399) ... de la mer (400) ... de la mer (401) ... de la mer (402) ... de la mer (403) ... de la mer (404) ... de la mer (405) ... de la mer (406) ... de la mer (407) ... de la mer (408) ... de la mer (409) ... de la mer (410) ... de la mer (411) ... de la mer (412) ... de la mer (413) ... de la mer (414) ... de la mer (415) ... de la mer (416) ... de la mer (417) ... de la mer (418) ... de la mer (419) ... de la mer (420) ... de la mer (421) ... de la mer (422) ... de la mer (423) ... de la mer (424) ... de la mer (425) ... de la mer (426) ... de la mer (427) ... de la mer (428) ... de la mer (429) ... de la mer (430) ... de la mer (431) ... de la mer (432) ... de la mer (433) ... de la mer (434) ... de la mer (435) ... de la mer (436) ... de la mer (437) ... de la mer (438) ... de la mer (439) ... de la mer (440) ... de la mer (441) ... de la mer (442) ... de la mer (443) ... de la mer (444) ... de la mer (445) ... de la mer (446) ... de la mer (447) ... de la mer (448) ... de la mer (449) ... de la mer (450) ... de la mer (451) ... de la mer (452) ... de la mer (453) ... de la mer (454) ... de la mer (455) ... de la mer (456) ... de la mer (457) ... de la mer (458) ... de la mer (459) ... de la mer (460) ... de la mer (461) ... de la mer (462) ... de la mer (463) ... de la mer (464) ... de la mer (465) ... de la mer (466) ... de la mer (467) ... de la mer (468) ... de la mer (469) ... de la mer (470) ... de la mer (471) ... de la mer (472) ... de la mer (473) ... de la mer (474) ... de la mer (475) ... de la mer (476) ... de la mer (477) ... de la mer (478) ... de la mer (479) ... de la mer (480) ... de la mer (481) ... de la mer (482) ... de la mer (483) ... de la mer (484) ... de la mer (485) ... de la mer (486) ... de la mer (487) ... de la mer (488) ... de la mer (489) ... de la mer (490) ... de la mer (491) ... de la mer (492) ... de la mer (493) ... de la mer (494) ... de la mer (495) ... de la mer (496) ... de la mer (497) ... de la mer (498) ... de la mer (499) ... de la mer (500) ... de la mer (501) ... de la mer (502) ... de la mer (503) ... de la mer (504) ... de la mer (505) ... de la mer (506) ... de la mer (507) ... de la mer (508) ... de la mer (509) ... de la mer (510) ... de la mer (511) ... de la mer (512) ... de la mer (513) ... de la mer (514) ... de la mer (515) ... de la mer (516) ... de la mer (517) ... de la mer (518) ... de la mer (519) ... de la mer (520) ... de la mer (521) ... de la mer (522) ... de la mer (523) ... de la mer (524) ... de la mer (525) ... de la mer (526) ... de la mer (527) ... de la mer (528) ... de la mer (529) ... de la mer (530) ... de la mer (531) ... de la mer (532) ... de la mer (533) ... de la mer (534) ... de la mer (535) ... de la mer (536) ... de la mer (537) ... de la mer (538) ... de la mer

AGENDA

THÉÂTRE

AKTÉON-THÉÂTRE (43-38-74-82). Le Premier 17 h et 22 h. **ANTOINE.** SIMONE-BERRIAU (42-06-77-71). L'Amour foot : 20 h 45, dim. 15 h 30. **ARCANÉ (43-38-19-70).** Je cours, j'ai tellement de hâte : 20 h 30, dim. 17 h. **ATALANTE (48-06-11-80).** Le Marin : 20 h 30, dim. 17 h. **BASTILLE (43-57-42-14).** Le Travail du jour : 21 h. **BATEAU-THÉÂTRE LA MARE AU DIABLE-RIVE GAUCHE (40-48-90-72).** Sur le dos d'un décapotable : 21 h, dim. 17 h. **BATEAU-THÉÂTRE OURLAGAN (40-46-01-24).** La Nuit de M. Lucienne : 19 h 30, dim. 17 h. **Le Marin :** 19 h 30, dim. 17 h. **BERRY-ZÉBRE (43-57-51-55).** Dim. Les Champs-Élysées de la nuit : 20 h 30. **BOUFFES PARISIENS (42-98-80-24).** L'Avenir : 21 h, dim. 15 h. **BOUFFONS-THÉÂTRE DU XIXE (42-38-35-53).** Gala : 18 h. **CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51).** Les Zepéurs : 20 h. **Le Théâtre de la Gare :** 21 h 15. **Carroux-Théâtre du Soleil (43-74-24-08).** L'Inde : de plus en plus, de moins en moins : 18 h et 19 h 30. **Kala :** 20 h 30. **CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (42-78-44-48).** Épave télescopée : 21 h, dim. 15 h 30. **CENTRE D'ANIMATION PARIS-MERCUR (43-79-25-54).** La Vache ébrie : 21 h. Joy et Roll Mops : 22 h. **CENTRE CULTUREL DU MINISTÈRE DES FINANCES (40-04-38-85).** Le Vagabond : 20 h 30, dim. 15 h 30. **CINQ DIAMANTS (45-80-51-31).** Oui : 20 h 30, dim. 17 h 30. **CIPI INTERNATIONAL (45-89-38-89).** L'Enfance dans l'art : 14 h. Mère et l'Autre : 20 h 45, dim. 15 h. **Chorégraphie :** 21 h, dim. 17 h. **Dim. On a marché sur la lune :** 17 h. Les Gueules : 20 h 30. **COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41).** Les copes se couchent à l'heure : 21 h. **COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (42-00-08-24).** L'Aide-mémoire : 18 h et 21 h. **MÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22).** Le Docteur Baster : 18 h et 20 h, dim. 14 h. L'Épouse prudente : 21 h 15, dim. 15 h 30. **COMÉDIE DE PARIS (42-91-00-11).** Voltaire-Symphonie : 18 h et 21 h. **COMÉDIE-FRANÇAISE SALLE RICHELIEU (40-15-00-15).** Les Précieuses ridicules : l'improvisé de Versailles : 14 h. La Peste : 20 h 30. **COMÉDIE-FRANÇAISE THÉÂTRE DE LA VILLE (42-22-78-22).** Le Silence : 18 h et 20 h 30, dim. 15 h. **CRYPTOPE SALLE-ÉPIQUE (ÉGLISE SAINT-SULPICE) (42-84-15-14).** Récit d'un pèlerin suisse : 18 h et 20 h 30, dim. 17 h. **ÉGLISE SAINT-AGNÈS (ÉGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31).** La Lettre : 18 h 30, dim. 16 h. La Cité : 20 h 30, dim. 17 h 30. **DAUNOU (41-85-14).** Le Conard à l'orange : 18 h 30, dim. 17 h. **EDOUARD-VII (42-62-58-21).** La Frouse : 21 h, dim. 15 h. **ESPACE HÉRAULT (43-29-88-51).** Quatre premières : 20 h. Aux innocents les mains sales : 22 h. **ESPACE MARAIS (48-04-41-55).** L'In des esclaves : 18 h, dim. 15 h. **Fondation Deutsch-OE-LA-MEUNIERE (45-67-44-11).** Edouard Focillon (Même les pèchés) : 21 h. **FORTAINE (43-28-38-93).** Le Clan des voleurs : 18 h 30 et 20 h 45. **GATE-MONTMARTRE (43-22-18-18).** Ce qui arrive et ce qu'on attend : 20 h 45, dim. 15 h. **GALERIE CHRISTIAN SIRET (42-61-48-48).** Un amour : 17 h 30. **GRAND ÉDARD (42-35-32-31).** Le Système Rétard : 20 h. Mignon, allons voir et la rose : 22 h. **GUICHEN MONTMARTRE (43-27-88-61).** L'Amour en pièces : 20 h 30. **Henriette (43-87-23-23).** Pygmalion : 18 h 30 et 20 h 45. **HUCHETTE (43-28-38-93).** La Cantatrice chevre : 18 h 30. **Le Lapin :** 20 h 30. **LA BRUYÈRE (48-74-74-99).** Temps contre temps : 20 h 30, dim. 15 h. **LA VIEILLE ORLÈ (47-07-22-11).** Le Ticket du pressing : 20 h 30. **LE FOMMILLOU THÉÂTRE (42-23-98-83).** Man, Donk, Gue : 19 h 30, dim. 17 h. **Le Hôte :** 20 h 30. **LUCIENNE FORUM (44-47-54-74).** La Rue Roger Bont, Décor, le fils ramené ou les Survivants de la vertu : 20 h. **Théâtre de la Petit Prince :** 18 h 45. **René Descartes :** la passion d'un état volontaire : 21 h 30. **Théâtre rouge :** Les Dix Commandements : 18 h. **Le Sent :** 20 h 30. **Le Jardin de Sylvain :** 21 h 30. **MADELINE (42-89-07-09).** Attout cœur : 21 h, dim. 15 h 30. **MARIE-STUART (48-08-17-80).** Les maîtres devant toi : 18 h et 20 h 30. **Musée de l'Homme, palais de Chaillot, 12 h 30 :** « Hommes et cultures au temps de la Préhistoire : l'héritage de la Préhistoire », par D. Vialou. Entrée libre (Société des Amis du musée de l'Homme). **35, rue de la France-Bourgeois, 18 h 30 :** « Europe au carrefour des arts : les icônes », par C. Barrière (Maison de l'Europe). **LES JOURNÉES PORTES OUVERTES DE LA GARDIE RÉPUBLICAINE :** 12 h 30, 13 h, 14 h, 15 h, 16 h, 17 h, 18 h, 19 h, 20 h, 21 h, 22 h, 23 h, 24 h, 25 h, 26 h, 27 h, 28 h, 29 h, 30 h, 31 h, 32 h, 33 h, 34 h, 35 h, 36 h, 37 h, 38 h, 39 h, 40 h, 41 h, 42 h, 43 h, 44 h, 45 h, 46 h, 47 h, 48 h, 49 h, 50 h, 51 h, 52 h, 53 h, 54 h, 55 h, 56 h, 57 h, 58 h, 59 h, 60 h, 61 h, 62 h, 63 h, 64 h, 65 h, 66 h, 67 h, 68 h, 69 h, 70 h, 71 h, 72 h, 73 h, 74 h, 75 h, 76 h, 77 h, 78 h, 79 h, 80 h, 81 h, 82 h, 83 h, 84 h, 85 h, 86 h, 87 h, 88 h, 89 h, 90 h, 91 h, 92 h, 93 h, 94 h, 95 h, 96 h, 97 h, 98 h, 99 h, 100 h, 101 h, 102 h, 103 h, 104 h, 105 h, 106 h, 107 h, 108 h, 109 h, 110 h, 111 h, 112 h, 113 h, 114 h, 115 h, 116 h, 117 h, 118 h, 119 h, 120 h, 121 h, 122 h, 123 h, 124 h, 125 h, 126 h, 127 h, 128 h, 129 h, 130 h, 131 h, 132 h, 133 h, 134 h, 135 h, 136 h, 137 h, 138 h, 139 h, 140 h, 141 h, 142 h, 143 h, 144 h, 145 h, 146 h, 147 h, 148 h, 149 h, 150 h, 151 h, 152 h, 153 h, 154 h, 155 h, 156 h, 157 h, 158 h, 159 h, 160 h, 161 h, 162 h, 163 h, 164 h, 165 h, 166 h, 167 h, 168 h, 169 h, 170 h, 171 h, 172 h, 173 h, 174 h, 175 h, 176 h, 177 h, 178 h, 179 h, 180 h, 181 h, 182 h, 183 h, 184 h, 185 h, 186 h, 187 h, 188 h, 189 h, 190 h, 191 h, 192 h, 193 h, 194 h, 195 h, 196 h, 197 h, 198 h, 199 h, 200 h, 201 h, 202 h, 203 h, 204 h, 205 h, 206 h, 207 h, 208 h, 209 h, 210 h, 211 h, 212 h, 213 h, 214 h, 215 h, 216 h, 217 h, 218 h, 219 h, 220 h, 221 h, 222 h, 223 h, 224 h, 225 h, 226 h, 227 h, 228 h, 229 h, 230 h, 231 h, 232 h, 233 h, 234 h, 235 h, 236 h, 237 h, 238 h, 239 h, 240 h, 241 h, 242 h, 243 h, 244 h, 245 h, 246 h, 247 h, 248 h, 249 h, 250 h, 251 h, 252 h, 253 h, 254 h, 255 h, 256 h, 257 h, 258 h, 259 h, 260 h, 261 h, 262 h, 263 h, 264 h, 265 h, 266 h, 267 h, 268 h, 269 h, 270 h, 271 h, 272 h, 273 h, 274 h, 275 h, 276 h, 277 h, 278 h, 279 h, 280 h, 281 h, 282 h, 283 h, 284 h, 285 h, 286 h, 287 h, 288 h, 289 h, 290 h, 291 h, 292 h, 293 h, 294 h, 295 h, 296 h, 297 h, 298 h, 299 h, 300 h, 301 h, 302 h, 303 h, 304 h, 305 h, 306 h, 307 h, 308 h, 309 h, 310 h, 311 h, 312 h, 313 h, 314 h, 315 h, 316 h, 317 h, 318 h, 319 h, 320 h, 321 h, 322 h, 323 h, 324 h, 325 h, 326 h, 327 h, 328 h, 329 h, 330 h, 331 h, 332 h, 333 h, 334 h, 335 h, 336 h, 337 h, 338 h, 339 h, 340 h, 341 h, 342 h, 343 h, 344 h, 345 h, 346 h, 347 h, 348 h, 349 h, 350 h, 351 h, 352 h, 353 h, 354 h, 355 h, 356 h, 357 h, 358 h, 359 h, 360 h, 361 h, 362 h, 363 h, 364 h, 365 h, 366 h, 367 h, 368 h, 369 h, 370 h, 371 h, 372 h, 373 h, 374 h, 375 h, 376 h, 377 h, 378 h, 379 h, 380 h, 381 h, 382 h, 383 h, 384 h, 385 h, 386 h, 387 h, 388 h, 389 h, 390 h, 391 h, 392 h, 393 h, 394 h, 395 h, 396 h, 397 h, 398 h, 399 h, 400 h, 401 h, 402 h, 403 h, 404 h, 405 h, 406 h, 407 h, 408 h, 409 h, 410 h, 411 h, 412 h, 413 h, 414 h, 415 h, 416 h, 417 h, 418 h, 419 h, 420 h, 421 h, 422 h, 423 h, 424 h, 425 h, 426 h, 427 h, 428 h, 429 h, 430 h, 431 h, 432 h, 433 h, 434 h, 435 h, 436 h, 437 h, 438 h, 439 h, 440 h, 441 h, 442 h, 443 h, 444 h, 445 h, 446 h, 447 h, 448 h, 449 h, 450 h, 451 h, 452 h, 453 h, 454 h, 455 h, 456 h, 457 h, 458 h, 459 h, 460 h, 461 h, 462 h, 463 h, 464 h, 465 h, 466 h, 467 h, 468 h, 469 h, 470 h, 471 h, 472 h, 473 h, 474 h, 475 h, 476 h, 477 h, 478 h, 479 h, 480 h, 481 h, 482 h, 483 h, 484 h, 485 h, 486 h, 487 h, 488 h, 489 h, 490 h, 491 h, 492 h, 493 h, 494 h, 495 h, 496 h, 497 h, 498 h, 499 h, 500 h, 501 h, 502 h, 503 h, 504 h, 505 h, 506 h, 507 h, 508 h, 509 h, 510 h, 511 h, 512 h, 513 h, 514 h, 515 h, 516 h, 517 h, 518 h, 519 h, 520 h, 521 h, 522 h, 523 h, 524 h, 525 h, 526 h, 527 h, 528 h, 529 h, 530 h, 531 h, 532 h, 533 h, 534 h, 535 h, 536 h, 537 h, 538 h, 539 h, 540 h, 541 h, 542 h, 543 h, 544 h, 545 h, 546 h, 547 h, 548 h, 549 h, 550 h, 551 h, 552 h, 553 h, 554 h, 555 h, 556 h, 557 h, 558 h, 559 h, 560 h, 561 h, 562 h, 563 h, 564 h, 565 h, 566 h, 567 h, 568 h, 569 h, 570 h, 571 h, 572 h, 573 h, 574 h, 575 h, 576 h, 577 h, 578 h, 579 h, 580 h, 581 h, 582 h, 583 h, 584 h, 585 h, 586 h, 587 h, 588 h, 589 h, 590 h, 591 h, 592 h, 593 h, 594 h, 595 h, 596 h, 597 h, 598 h, 599 h, 600 h, 601 h, 602 h, 603 h, 604 h, 605 h, 606 h, 607 h, 608 h, 609 h, 610 h, 611 h, 612 h, 613 h, 614 h, 615 h, 616 h, 617 h, 618 h, 619 h, 620 h, 621 h, 622 h, 623 h, 624 h, 625 h, 626 h, 627 h, 628 h, 629 h, 630 h, 631 h, 632 h, 633 h, 634 h, 635 h, 636 h, 637 h, 638 h, 639 h, 640 h, 641 h, 642 h, 643 h, 644 h, 645 h, 646 h, 647 h, 648 h, 649 h, 650 h, 651 h, 652 h, 653 h, 654 h, 655 h, 656 h, 657 h, 658 h, 659 h, 660 h, 661 h, 662 h, 663 h, 664 h, 665 h, 666 h, 667 h, 668 h, 669 h, 670 h, 671 h, 672 h, 673 h, 674 h, 675 h, 676 h, 677 h, 678 h, 679 h, 680 h, 681 h, 682 h, 683 h, 684 h, 685 h, 686 h, 687 h, 688 h, 689 h, 690 h, 691 h, 692 h, 693 h, 694 h, 695 h, 696 h, 697 h, 698 h, 699 h, 700 h, 701 h, 702 h, 703 h, 704 h, 705 h, 706 h, 707 h, 708 h, 709 h, 710 h, 711 h, 712 h, 713 h, 714 h, 715 h, 716 h, 717 h, 718 h, 719 h, 720 h, 721 h, 722 h, 723 h, 724 h, 725 h, 726 h, 727 h, 728 h, 729 h, 730 h, 731 h, 732 h, 733 h, 734 h, 735 h, 736 h, 737 h, 738 h, 739 h, 740 h, 741 h, 742 h, 743 h, 744 h, 745 h, 746 h, 747 h, 748 h, 749 h, 750 h, 751 h, 752 h, 753 h, 754 h, 755 h, 756 h, 757 h, 758 h, 759 h, 760 h, 761 h, 762 h, 763 h, 764 h, 765 h, 766 h, 767 h, 768 h, 769 h, 770 h, 771 h, 772 h, 773 h, 774 h, 775 h, 776 h, 777 h, 778 h, 779 h, 780 h, 781 h, 782 h, 783 h, 784 h, 785 h, 786 h, 787 h, 788 h, 789 h, 790 h, 791 h, 792 h, 793 h, 794 h, 795 h, 796 h, 797 h, 798 h, 799 h, 800 h, 801 h, 802 h, 803 h, 804 h, 805 h, 806 h, 807 h, 808 h, 809 h, 810 h, 811 h, 812 h, 813 h, 814 h, 815 h, 816 h, 817 h, 818 h, 819 h, 820 h, 821 h, 822 h, 823 h, 824 h, 825 h, 826 h, 827 h, 828 h, 829 h, 830 h, 831 h, 832 h, 833 h, 834 h, 835 h, 836 h, 837 h, 838 h, 839 h, 840 h, 841 h, 842 h, 843 h, 844 h, 845 h, 846 h, 847 h, 848 h, 849 h, 850 h, 851 h, 852 h, 853 h, 854 h, 855 h, 856 h, 857 h, 858 h, 859 h, 860 h, 861 h, 862 h, 863 h, 864 h, 865 h, 866 h, 867 h, 868 h, 869 h, 870 h, 871 h, 872 h, 873 h, 874 h, 875 h, 876 h, 877 h, 878 h, 879 h, 880 h, 881 h, 882 h, 883 h, 884 h, 885 h, 886 h, 887 h, 888 h, 889 h, 890 h, 891 h, 892 h, 893 h, 894 h, 895 h, 896 h, 897 h, 898 h, 899 h, 900 h, 901 h, 902 h, 903 h, 904 h, 905 h, 906 h, 907 h, 908 h, 909 h, 910 h, 911 h, 912 h, 913 h, 914 h, 915 h, 916 h, 917 h, 918 h, 919 h, 920 h, 921 h, 922 h, 923 h, 924 h, 925 h, 926 h, 927 h, 928 h, 929 h, 930 h, 931 h, 932 h, 933 h, 934 h, 935 h, 936 h, 937 h, 938 h, 939 h, 940 h, 941 h, 942 h, 943 h, 944 h, 945 h, 946 h, 947 h, 948 h, 949 h, 950 h, 951 h, 952 h, 953 h, 954 h, 955 h, 956 h, 957 h, 958 h, 959 h, 960 h, 961 h, 962 h, 963 h, 964 h, 965 h, 966 h, 967 h, 968 h, 969 h, 970 h, 971 h, 972 h, 973 h, 974 h, 975 h, 976 h, 977 h, 978 h, 979 h, 980 h, 981 h, 982 h, 983 h, 984 h, 985 h, 986 h, 987 h, 988 h, 989 h, 990 h, 991 h, 992 h, 993 h, 994 h, 995 h, 996 h, 997 h, 998 h, 999 h, 1000 h, 1001 h, 1002 h, 1003 h, 1004 h, 1005 h, 1006 h, 1007 h, 1008 h, 1009 h, 1010 h, 1011 h, 1012 h, 1013 h, 1014 h, 1015 h, 1016 h, 1017 h, 1018 h, 1019 h, 1020 h, 1021 h, 1022 h, 1023 h, 1024 h, 1025 h, 1026 h, 1027 h, 1028 h, 1029 h, 1030 h, 1031 h, 1032 h, 1033 h, 1034 h, 1035 h, 1036 h, 1037 h, 1038 h, 1039 h, 1040 h, 1041 h, 1042 h, 1043 h, 1044 h, 1045 h, 1046 h, 1047 h, 1048 h, 1049 h, 1050 h, 1051 h, 1052 h, 1053 h, 1054 h, 1055 h, 1056 h, 1057 h, 1058 h, 1059 h, 1060 h, 1061 h, 1062 h, 1063 h, 1064 h, 1065 h, 1066 h, 1067 h, 1068 h, 1069 h, 1070 h, 1071 h, 1072 h, 1073 h, 1074 h, 1075 h, 1076 h, 1077 h, 1078 h, 1079 h, 1080 h, 1081 h, 1082 h, 1083 h, 1084 h, 1085 h, 1086 h, 1087 h, 1088 h, 1089 h, 1090 h, 1091 h, 1092 h, 1093 h, 1094 h, 1095 h, 1096 h, 1097 h, 1098 h, 1099 h, 1100 h, 1101 h, 1102 h, 1103 h, 1104 h, 1105 h, 1106 h, 1107 h, 1108 h, 1109 h, 1110 h, 1111 h, 1112 h, 1113 h, 1114 h, 1115 h, 1116 h, 1117 h, 1118 h, 1119 h, 1120 h, 1121 h, 1122 h, 1123 h, 1124 h, 1125 h, 1126 h, 1127 h, 1128 h, 1129 h, 1130 h, 1131 h, 1132 h, 1133 h, 1134 h, 1135 h, 1136 h, 1137 h, 1138 h, 1139 h, 1140 h, 1141 h, 1142 h, 1143 h, 1144 h, 1145 h, 1146 h, 1147 h, 1148 h, 1149 h, 1150 h, 1151 h, 1152 h, 1153 h, 1154 h, 1155 h, 1156 h, 1157 h, 1158 h, 1159 h, 1160 h, 1161 h, 1162 h, 1163 h, 1164 h, 1165 h, 1166 h, 1167 h, 1168 h, 1169 h, 1170 h, 1171 h, 1172 h, 1173 h, 1174 h, 1175 h, 1176 h, 1177 h, 1178 h, 1179 h, 1180 h, 1181 h, 1182 h, 1183 h, 1184 h, 1185 h, 1186 h, 1187 h, 1188 h, 1189 h, 1190 h, 1191 h, 1192 h, 1193 h, 1194 h, 1195 h, 1196 h, 1197 h, 1198 h, 1199 h, 1200 h, 1201 h, 1202 h, 1203 h, 1204 h, 1205 h, 1206 h, 1207 h, 1208 h, 1209 h, 1210 h, 1211 h, 1212 h, 1213 h, 1214 h, 1215 h, 1216 h, 1217 h, 1218 h, 1219 h, 1220 h, 1221 h, 1222 h, 1223 h, 1224 h, 1225 h, 1226 h, 1227 h, 1228 h, 1229 h, 1230 h, 1231 h, 1232 h, 1233 h, 1234 h, 1235 h, 1236 h, 1237 h, 1238 h, 1239 h, 1240 h, 1241 h, 1242 h, 1243 h, 1244 h, 1245 h, 1246 h, 1247 h, 1248 h, 1249 h, 1250 h, 1251 h, 1252 h, 1253 h, 1254 h, 1255 h, 1256 h, 1257 h, 1258 h, 1259 h, 1260 h, 1261 h, 1262 h, 1263 h, 1264 h, 1265 h, 1266 h, 1267 h, 1268 h, 1269 h, 1270 h, 1271 h, 1272 h, 1273 h, 1274 h, 1275 h, 1276 h, 1277 h, 1278 h, 1279 h, 1280 h, 1281 h, 1282 h, 1283 h, 1284 h, 1285 h, 1286 h, 1287 h, 1288 h, 1289 h, 1290 h, 1291 h, 1292 h, 1293 h, 1294 h, 1295 h, 1296 h, 1297 h, 1298 h, 1299 h, 1300 h, 1301 h, 1302 h, 1303 h, 1304 h, 1305 h, 1306 h, 1307 h, 1308 h, 1309 h, 1310 h, 1311 h, 1312 h, 1313 h, 1314 h, 1315 h, 1316 h, 1317 h, 1318 h, 1319 h, 1320 h, 1321 h, 1322 h, 1323 h, 1324 h, 1325 h, 1326 h, 1327 h, 1328 h, 1329 h, 1330 h, 1331 h, 1332 h, 1333 h, 1334 h, 1335 h, 1336 h, 1337 h, 1338 h, 1339 h, 1340 h, 1341 h, 1342 h, 1343 h, 1344 h, 1345 h, 1346 h, 1347 h, 1348 h, 1349 h, 1350 h, 1351 h, 1352 h, 1353 h, 1354 h, 1355 h, 1356 h, 1357 h, 1358 h, 1359 h, 1360 h, 1361 h, 1362 h, 1363 h, 1364 h, 1365 h, 1366 h, 1367 h, 1368 h, 1369 h, 1370 h, 1371 h, 1372 h, 1373 h, 1374 h, 1375 h, 1376 h, 1377 h, 1378 h, 1379 h, 1380 h, 1381 h, 1382 h, 1383 h, 1384 h, 1385 h, 1386 h, 1387 h, 1388 h, 1389 h, 1390 h, 1391 h, 1392 h, 1393 h, 1394 h, 1395 h, 1396 h, 1397 h, 1398 h, 1399 h, 1400 h, 1401 h, 1402 h, 1403 h, 1404 h, 1405 h, 1406 h, 1407 h, 1408 h, 1409 h, 1410 h, 1411 h, 1412 h, 1413 h, 1414 h, 1415 h, 1416 h, 1417 h, 1418 h, 1419 h, 1420 h, 1421 h, 1422 h, 1423 h, 1424 h, 1425 h, 1426 h, 1427 h, 1428 h, 1429 h, 1430 h, 1431 h, 1432 h, 1433 h, 1434 h, 1435 h, 1436 h, 1437 h, 1438 h, 1439 h, 1440 h, 1441 h, 1442 h, 1443 h, 1444 h, 1445 h, 1446 h, 1447 h, 1448 h, 1449 h, 1450 h, 1451 h, 1452 h, 1453 h, 1454 h, 1455 h, 1456 h, 1457 h, 1458 h, 1459 h, 1460 h, 1461 h, 1462 h, 1463 h, 1464 h, 1465 h, 1466 h, 1467 h, 1468 h, 1469 h, 1470 h, 1471 h, 1472 h, 1473 h, 1474 h, 1475 h, 1476 h, 1477 h, 1478 h, 1479 h, 1480 h, 1481 h, 1482 h, 1483 h, 1484 h, 1485 h, 1486 h, 1487 h, 1488 h, 1489 h, 1490 h, 1491 h, 1492 h, 1493 h, 1494 h, 1495 h, 1496 h, 1497 h, 1498 h, 1499 h, 1500 h, 1501 h, 1502 h, 1503 h, 1504 h, 1505 h, 1506 h, 1507 h, 1508 h, 1509 h, 1510 h, 1511 h, 1512 h, 1513 h, 1514 h, 1515 h, 1516 h, 1517 h, 1518 h, 1519 h, 1520 h, 1521 h, 1522 h, 1523 h, 1524 h, 1525 h, 1526 h, 1527 h, 1528 h, 1529 h, 1530 h, 1531 h, 1532 h, 1533 h, 1534 h, 1535 h, 1536 h, 1537 h, 1538 h, 1539 h, 1540 h, 1541 h, 1542 h, 1543 h, 1544 h, 1545 h, 1546 h, 1547 h, 1548 h, 1549 h, 1550 h, 1551 h, 1552 h, 1553 h, 1554 h, 1555 h, 1556 h, 1557 h, 1558 h, 1559 h, 1560 h, 1561 h, 1562 h, 1563 h, 1564 h, 1565 h, 1566 h, 1567

BILLET

Le tournesol de la colère

La semaine qui s'ouvre risque d'être chaude sur le front agricole. Selon toute vraisemblance, la France va, mardi 8 juin, donner son accord pour que soit enterrée la hache de guerre entre les États-Unis et la CEE sur la question des produits oléagineux. Isolée parmi les Douze, elle refusait jusqu'à maintenant les termes de l'arrangement conclu en novembre à Washington, qui n'était ni plus ni moins que la traduction d'une condamnation de la Communauté, sur ce point précis, par les instances du GATT.

Les responsables des principales organisations (CNUA et FNSEA), qui ont été en permanence informés - officiellement et officieusement - de la position du gouvernement tiennent un double langage. Ils savent parfaitement qu'il faudra bien, en fin de compte, dire « oui », au moins pour deux raisons : la CEE a été condamnée, et le déblocage de tous les autres chapitres de la négociation internationale en dépend. Mais devant leurs troupes, surenchérissant (on vient encore de voir au congrès des Jeunes agriculteurs de Biarritz) les leaders font monter la pression et emploient un langage guerrier. De son quartier général du Gers, la Coordination rurale parle d'un « accord infâme qui brade notre agriculture aux Américains ».

Il faut donc s'attendre à des manifestations plus ou moins musclées dans les prochains jours, et pas simplement en Midi-Pyrénées, Poitou-Charentes, Centre, Bourgogne, Lorraine, qui sont les principales régions de production de colza et de tournesol. Les maires de toutes les communes rurales ont été contactés par la FNSEA pour écrire pendant le week-end à Edouard Balladur et la mettre en garde contre une signature sans contreparties. Luc Guyau, président de la Fédération, rencontrera lundi 7 juin son homologue espagnol pour mettre au point une stratégie : les surfaces plantées en oléagineux ont, en deux ans, doublé en Espagne.

Le gouvernement est conscient que l'état de grâce touche à sa fin. Jean Puech a insisté auprès de son collègue des affaires étrangères pour que le « oui » français s'inscrive dans une démarche sérieuse et constructive, dit-on dans l'entourage du ministre de l'Agriculture et de la Pêche. Les contreparties doivent être de quatre ordres : dissociation totale du « dossier oléagineux » des autres, répartition équitable entre les Douze les surfaces autorisées, aménagement du régime des pénalités en cas de dépassement des quotas, refus d'une quelconque limitation pour les cultures à usage industriel. Le plus important sera, en fait, autant la façon de présenter l'accord que son contenu.

FRANÇOIS GROSCHARD

Alides pour la viticulture et les vergers du Languedoc-Roussillon. - Le ministre de l'Agriculture et de la Pêche, Jean Puech, a annoncé, vendredi 4 juin à Montpellier, une aide supplémentaire de 60 millions de francs pour la rénovation du vignoble, dont les deux tiers seront affectés au Languedoc-Roussillon. L'ensemble des viticulteurs concernés par cette aide seront payés « fin juin au plus tard », a précisé le ministre aux organisations professionnelles. Cette aide s'ajoute aux allègements de charges des viticulteurs qui avaient été décidés en juillet 1992 et assortis d'un crédit provisionné de 30 millions de francs concernant 16 000 hectares. « L'aide est aujourd'hui étendue pour toucher en fait 33 339 hectares », a indiqué le ministre. Recouvrant ensuite les représentants des producteurs de pêches et d'abricots, il a annoncé des mesures d'urgence pour lutter contre le virus de la sharka qui touche les vergers de la région.

Après la décision du Conseil d'Etat contestant le transfert à Strasbourg de l'Ecole nationale d'administration

M. Balladur va préciser sa politique d'aménagement du territoire

Le gouvernement, qui entend poursuivre sa politique d'aménagement du territoire, va préciser celle-ci. Le premier ministre devait notamment présider, lundi 7 juin à l'hôtel Matignon, un conseil interministériel consacré au transfert de l'Ecole nationale d'administration (ENA) à Strasbourg.

Le Conseil d'Etat avait annulé, vendredi 4 juin, la décision prise le 7 novembre 1991, à l'occasion d'un comité interministériel pour l'aménagement du territoire, par Edith Cresson, alors premier ministre, de transférer l'ENA à Strasbourg. Saisi notamment par l'Association des anciens élèves, le Conseil d'Etat, siégeant en assemblée des contentieux mais hors de la présence de son vice-président, qui est de droit le président du conseil d'administration de l'ENA, a suivi les

recommandations les plus simples que lui avait faites son commissaire du gouvernement (le Monde du 27 mai dernier).

Comme elle l'avait fait pour la SEITA, la haute juridiction administrative a considéré que l'annonce faite lors du comité interministériel d'aménagement du territoire d'un certain nombre de délocalisations n'était pas « une préparation de décision », mais un « acte susceptible de faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir ». Il constate que l'ENA, établissement public administré par un directeur assisté par un conseil d'administration, est sous la tutelle du premier ministre, mais il considère que rien, dans les décrets régissant l'école, n'autorise l'autorité de tutelle à décider souverainement du transfert de son siège.

A travers les formulations de sa décision, le Conseil d'Etat explique, que pour délocaliser l'ENA, il fallait que le gouvernement commence par modifier les règles actuelles de fonctionnement de l'école et de l'organisation de la scolarité, ce qui ne peut être fait, en vertu du statut fixé en 1945, que par décret en Conseil d'Etat. Il ajoute que toute décision en la matière doit être cosignée par le ministre de la fonction publique, ce qui n'était pas le cas de celle contestée, qui n'était qu'un relevé de conclusions établi par le premier ministre à la suite d'une réunion interministérielle.

Le même jour, et pour des raisons identiques, le Conseil d'Etat a aussi annulé la décision de transférer l'Union des groupements d'achats publics à Melun-Sénart.

Le gouvernement n'entend modifier qu'une « poignée » de délocalisations

Sans, encore une fois, se prononcer sur le bien-fondé des transferts d'organismes publics en province, les magistrats du Conseil d'Etat ont donc confirmé et précisé, vendredi 4 juin, le « mode d'emploi » des délocalisations existantes. Le 25 mai, par les commissaires du gouvernement (le Monde du 27 mai), Edouard Balladur, qui entend poursuivre cette politique d'aménagement du territoire, devra donc dorénavant s'y plier en commençant par redresser un certain nombre de procédures mal engagées par ses prédécesseurs. Si le sort, hautement symbolique, de l'ENA sera vraisemblablement scellé lors de la réunion interministérielle organisée le 7 juin à l'hôtel Matignon, d'autres décisions, sujettes à caution (!) et intéressant une trentaine d'établissements sous statut d'entreprise publique, pourraient faire l'objet d'un toilettage juridique approprié lors du prochain comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT), censé se tenir d'ici à l'été.

Mais, par-delà ce toilettage, le gouvernement devrait aussi profiter de ce CIAT pour mettre à plat tout le déploiement des délocalisations. En procédant, d'une part, à un examen minutieux des quatre-vingt-cinq décisions déjà prises. Et en transformant, d'autre part, cette politique née d'un coup de poing sur la table d'Edith Cresson en un « processus permanent d'aménagement du territoire », selon l'expression d'André Rosinat, ministre de la fonction publique.

Sur le premier volet de cette remise à plat, le ministère de la fonction publique entend ainsi s'assurer que les décisions prises se conforment bien, sur le fond, à ce principe, en principe selon lequel « le service public rendu par l'organisme transféré doit être de meilleure qualité que celui d'accueil qu'il remplace ». En vertu de ce principe, le ministre estime que seule « une poignée » de dossiers mériteraient d'être modifiés. Sur le second volet, le gouvernement réfléchit à une méthode qui permettrait à l'avenir de prendre en compte toutes les difficultés engendrées par une délocalisation : faisabilité, résultats escomptés en termes d'aménagement du territoire, financement du transfert, plan social d'accompagnement.

En matière de faisabilité des dossiers, le ministère de la fonction publique s'interroge, par exemple,

sur la généralisation à chaque futur dossier d'une expertise technique préalable, indépendante et publique. De même réfléchit-il sur de nouvelles dispositions sociales susceptibles d'encourager le déménagement des personnels. « Nous souhaitons lutter contre le mépris dont a fait preuve le précédent gouvernement vis-à-vis des agents de ces organismes », explique-t-on ainsi dans l'entourage de M. Rosinat. C'est la raison pour laquelle la mise sur pied d'un dispositif transitoire et exceptionnel de mobilité est à l'étude. Dispositif qui serait susceptible d'être étendu aux fonctionnaires extérieurs aux organismes délocalisés mais désireux de les rejoindre en province.

Du point de vue des villes d'accueil, la volonté politique dont les ministères parisiens font preuve à travers ces réflexions méthodologiques va certes dans le bon sens. Mais, pour ces villes, le gouvernement n'a pas encore rempli sa mission, à savoir entretenir, dans les faits, le bien-fondé des délocalisations.

VALÉRIE DEVILLECHABROLLE

(1) Une vingtaine de recours contentieux et gracieux sont encore au stade.

Le piège du corporatisme

par Thierry Bréhier

Le droit est la règle commune. Il s'impose donc à tous et d'abord, pour ne pas dire surtout, au gouvernement. Mais l'abus de droit peut tuer le droit. Ainsi, le Conseil d'Etat, pour une simple question de forme, vient de contester le droit constitutionnel du gouvernement à « déterminer et conduire la politique de la nation ».

La dossier juridique imaginé par le gouvernement d'Edith Cresson était mal ficelé. D'accord, la jurisprudence du Conseil d'Etat ne pouvait que le conduire à casser la décision du premier ministre. Apparemment. Mais les magistrats ont souvent eu l'occasion de montrer qu'ils savent faire évoluer leur jurisprudence quand ils constatent qu'elle n'était plus adaptée. Pourquoi n'ont-ils pas voulu ou pas pu comprendre que la langue et les complexités procédurales du gouvernement d'imposer à un établissement public de quitter Paris ne permettaient pas d'accomplir ce qui s'apparente à une « révolution » ? Or ce sont toutes les délocalisations dont la légalité lui est soumise que le Conseil d'Etat annule, les unes après les autres. En donnant ainsi raison à des intérêts particuliers, il encourage le corporatisme des administrations parisiennes et de leurs patrons issus de l'ENA, qui refusent de mettre le moindre doigt dans le moulin de la rue de la Harpe.

Contester l'extrême qualité professionnelle des énarques serait aussi absurde qu'erroné. Mais eux qui ont tant fait pour moderniser non seulement l'administration de la France mais aussi son économie n'arrivent manifestement pas à comprendre qu'ils jouissent sous le conseil régional d'Île-de-France d'un statut d'élus locaux. La centralisation - et l'épouvantable corruption parisienne qui en est le fruit - coûte aujourd'hui beaucoup plus cher qu'elle n'a jamais rapporté en investissements, en fonctionnement, en enrôlement, en qualité de vie. A qui fera-t-on croire que l'ENA, la SEITA, l'Union des groupements d'achats publics, la Caisse centrale de coopération économique - pour ne prendre que quelques exemples - doivent rester ancrés dans le cœur de Paris ? L'exemple allemand ne montre-t-il pas la force d'une nation qui a su faire de ses grandes villes autre chose que les annexes de sa capitale ?

Discourir sur la nécessité pour les régions françaises d'acquiescer une dimension européenne ne servira à rien tant que leurs métropoles ne seront pas capables de rivaliser avec leurs homologues de la Communauté. Et cela ne sera possible que si Paris continuera à attirer à elle toute la substance française, appauvrissant ainsi le reste du pays.

La volonté tardive de l'avant-dernier gouvernement socialiste de lutter contre ce mal pernicieux vient d'être mise à mal par le Conseil d'Etat, mettant ainsi dans l'embarras Edouard Balladur. L'actuel premier ministre a fait d'une vraie réforme de l'aménagement du territoire un des principaux axes de sa politique. D'où son souci de continuer la mise en

œuvre des délocalisations déjà décidées, malgré les violentes protestations de ses amis de la mairie de Paris, des conseils généraux et du conseil régional d'Île-de-France lorsqu'elles avaient été annoncées. Mais une chose est de maintenir des décisions, une autre est de les prendre à nouveau.

Le piège ainsi tendu devant le gouvernement est redoutable : ou il confirme les choix précédents en les renouvelant en bonne forme et en accordant aux fonctionnaires concernés les aides indispensables, et il crée bien des difficultés à ses amis parisiens ou franciliens ; ou il renonce, et il se met à dos tous les élus de province, tout en restant tout à fait crédible à sa politique d'aménagement du territoire, ce qui est encore plus grave.

Un gouvernement ne peut plus dicter lui-même ses choix d'entreprise. Un Etat-nation aujourd'hui n'a plus les moyens de décider seul d'une relation économique. Mais une collectivité nationale a toujours la possibilité de s'organiser pour que sa capitale cesse d'asphyxier sa province. L'enjeu est trop important pour qu'Edouard Balladur ne surmonte pas les difficultés juridiques et la mauvaise volonté de l'énarchie.

SOCIAL

Réduction autoritaire des salaires

M. Giraud dénonce « le recours à l'intimidation » de la société Morin Emballages

Michel Giraud, ministre du travail, a exprimé vendredi 4 juin sa « plus vive préoccupation » à la suite de la décision de la société Morin Emballages de Sarrebourg (Moselle), « qui prétend imposer, unilatéralement, dans la précipitation, à ses 450 salariés » une réduction de 5 % des salaires, un refus des exposant à une rupture de leur contrat de travail.

Un tel comportement, estime M. Giraud, « ne saurait être rapproché, ni dans la lettre, ni dans l'esprit, du projet de loi prévoyant une

compensation salariale par l'Etat au terme d'un processus de concertation collective et individuelle ». « Quelles que soient les difficultés auxquelles une entreprise de cette taille est confrontée, celle-ci est soumise à l'élaboration et à la négociation d'un plan social », ajoute le ministre, qui précise qu'« aucune conjoncture n'autorise le recours à l'intimidation ». La direction de Morin Emballages exige des salariés qu'ils se prononcent lundi 7 juin.

MICHEL AULAGNON

M. Trautmann demande au premier ministre de respecter la parole de l'Etat. - Le maire de Strasbourg, Catherine Trautmann (PS), a déclaré, vendredi 4 juin, que la décision du Conseil d'Etat d'annuler le transfert de l'Ecole nationale d'administration dans la capitale alsacienne contraindrait Edouard Balladur à « mettre en œuvre la procédure adaptée » afin d'assurer « la continuité de la parole de l'Etat ». « Le gouvernement ayant exprimé sa volonté de s'atteler au réajustement de l'aménagement du territoire, a-t-elle observé, la localisation de l'ENA à Strasbourg lui donne l'occasion de concrétiser sa détermination ». Le ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, Daniel Heffelf (UDF-CDS), président du conseil général du Bas-Rhin, s'est refusé, pour sa part, à tout commentaire sur la décision du Conseil d'Etat.

Rue de l'Université à Paris

Les « déracinés » font de la résistance

Mal fixée, la banderole flutait au-dessus de l'entrée du siège parisien de l'Ecole nationale d'administration. Le message inscrit en lettres majuscules - « Non au transfert » - est encore d'actualité. Car l'ENA est toujours à Paris.

On croyait les énarques désormais formés en Alsace. En janvier 1992, les élèves s'étaient installés avec tambours et trompettes dans la ville-préfecture du Bas-Rhin. Certains proposaient maladroite avaient rappelé combien ils restaient opposés à la délocalisation de leur école. Un an plus tard exactement, une nouvelle promotion prenait possession des premiers bâtiments rénovés. L'ENA paraissait avoir déménagé.

En fait, l'école de la haute fonction publique s'est partagée deux ans durant entre les deux sites, organisant quelques courtes sessions en Alsace et demeurant discrètement la plus grande partie du temps à Paris, selon le calendrier défini avec le gouvernement précédent. En 1992, les élèves n'ont pas passé un mois à Strasbourg avant de partir en stage, en France ou à l'étranger. Durant l'année 1993, les 2 000 mètres carrés alsaciens de la commanderie Saint-Jean, une ancienne prison réhabilitée pour l'occasion, ne seront occupés que pendant trois mois : au mois de janvier les lauréats du concours y ont effectué leur rentrée puis sont partis en stage. Les élèves de deuxième année leur ont succédé durant deux mois. Eux n'y retourneront pas. Depuis le 1^{er} avril et jusqu'à la fin de leur scolarité, ils sont à Paris.

La décision du Conseil d'Etat était attendue avec impatience rue de l'Université. Pas seulement par les élèves. Car les cent trente membres du personnel de l'école sont restés. Aucun d'entre eux ne s'est encore installé en Alsace, beaucoup ont fait la navette entre les deux villes lors des quelques semaines de scolarité, et bien peu, moins d'une vingtaine, se sont déclarés prêts à s'installer en Alsace avec l'école. Actuellement, douze fonctionnaires basés dans l'est de la France ont été détachés pour servir de relais permanent dans les

locaux de la commanderie Saint-Jean. Et, à Paris, le personnel, les élèves et les anciens élèves font de la résistance.

Ils ont pris connaissance de l'arrêt du Conseil d'Etat avec satisfaction mais sans illusion. Tout au plus, l'association des anciens élèves de l'ENA, qui avait déposé l'un des recours, espère-t-elle que cette décision permettra au gouvernement d'étudier l'opportunité de ce transfert et d'engager une large concertation. « Cette mesure a été prise dans l'improvisation, explique Raphaël Ahmar, son président, et paraît gravement atteinte à la formation des hauts fonctionnaires ». Les élèves de deuxième année soulignent les aspects négatifs de leurs huit semaines de cours en Alsace : « Notre temps a été sous-employé, les conditions d'organisation étaient mauvaises, et, depuis notre retour à Paris, nous devons faire face à un rythme excessif ». Telle est la ligne de défense des opposants au transfert. Ils considèrent que, déracinée de Paris, l'ENA ne pourra demeurer une école d'application et que son fonctionnement sera entravé par des contraintes matérielles.

« Il n'est pas raisonnable de prôner le fonctionnement de l'ENA sur la seule expérience d'une promotion », rétorque Catherine Trautmann, maire de Strasbourg, qui avoue être d'une « extrême vigilance » sur ce dossier, même si elle espère que l'Etat honorerait ses engagements. Refusant tout « compromis bâtieux », M^{me} Trautmann bénéficierait d'un lot de consolation si les choses tournaient mal : le contrat de vente à l'Etat des bâtiments de la commanderie Saint-Jean prévoit que l'immeuble devra être cédé à la ville dans l'hypothèse où il ne serait pas affecté à titre principal à l'activité de l'ENA. En attendant, à Strasbourg, sur le site de l'ancienne prison pour femmes, les travaux continuent. Les 7 000 mètres carrés restants devraient être réhabilités pour accueillir, comme prévu le 1^{er} janvier 1994, le personnel, les enseignants et les élèves. Définitivement cette fois.

En panne

màs. A l'achat, 189 438 litres
étaient demandés au mieux et
442 627 à des prix limites entre
440 et 300 francs. A la vente,
4 261 litres étaient offerts au
mieux et 52 348 e des prix limites
entre 299 et 356 francs.

FRANÇOIS BOSTNAVARON

Petite semaine

	Courses 28 mos	Courses 4 years
Alcoa	67 1/2	88 3/4
ATT	61 1/2	81 7/8
Bowling	38 5/8	39 5/8
Cheseb. Mfg. Bank	38 3/4	25 7/8
Chrysler Corp.	61 1/2	75 1/2
Eastman Kodak	61 3/4	61 3/4
Exxon	84 3/8	65 1/4
Ford	61 1/2	75 1/2
General Electric	62 3/4	83 7/8
General Motors	40 1/8	41 3/8
IBM	52 3/4	54
ITT	83 7/8	84
Mobile Oil	70 1/2	70 1/4
Pfizer	71 3/4	88 7/8
Schlumberger	65 1/2	67 1/8
Texaco	61 1/2	65 1/8
UAI Corp. (ex-Allegiant)	134	136 5/8
Union Carbide	10 7/8	18 1/2
Westinghouse	75 1/2	75 1/2
Whelan Tech.	14 1/4	14 1/8
Xerox Corp.	75 1/4	75 1/2

Essoufflé

Indices du 4 juin : Nikkei 20 882,24 (c. 20 843,69); Topix 1 671,70 (c. 1 654,82).

Ils notent toutefois la résistance du marché, le DAX se maintenant au-dessus de la ligne des 1 600 points.

Indice DAX du 4 juin : 1 637,85 (c. 1 631,85).

SITA	837	-	8
Shen	496	+	7

Ils notent toutefois la résistance du marché, le DAX se maintenant au-dessus de la ligne des 1 600 points.

Indice DAX du 4 juin : 1 637,85 (c. 1 631,85).

	4-8-93	CHT,
9.90 % 1978	101.10	0
8 % 1978	101.35	+ 0.05
10.80 % 1979	103.82	+ 1.02
EDF-GDF 3 %	0.470	- 2.70
CNR 5 000 F.	100.25	+ 0.10
CNR Par. 5 000 F.	100	- 0.05
CNR Smea 5 000 F.	100.05	inst.
CNR 5 000 F.	100.25	+ 0.15

<p>Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 4 juin 1993 Nombre de contrats : 131 829 environ</p>				
COURS	ÉCHÉANCES			
	JUIN 1993	SEPT. 1993	DÉC. 1993	MARS 1994
Premier.....	-	-	-	-
Dernier.....	118,72	118,50	116,08	118,12

L'Italie est de retour

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

L'Italie est de retour

De retour sur l'euro-marché, l'Italie s'apprête à lancer un grand emprunt d'un milliard de dollars pour une durée de cinq ans. La rémunération des titres variera en fonction du rendement de l'argent. Elle sera déterminée à intervalles réguliers, pour la période qui suivra, au-dessus du taux interbancaire offert sur le marché international du Libor. Les investisseurs tiendront sur le rendement qui dépasserait ce taux de référence d'une trentaine de points de base. L'opération devrait voir le jour cette semaine, et telle qu'elle se présente actuellement sa réussite paraît assurée. Dans un climat de renouveau des rendements, la solution d'un emprunt à taux variable est certainement attrayante. L'Italie a, pour sa part, tout à profiter d'un franc succès sur le marché des capitaux qui contribuerait à rétablir sa position sur le plan international.

Un avantage fiscal

De son côté, le Portugal vient de lancer un emprunt de 1,5 milliard de dollars, et de dix ans de durée. Comme l'opération italienne, cette transaction a un côté politique très marqué. Il ne s'agit pas uniquement de lever des ressources en devises. Au prix d'émission, les euro-obligations portugaises rapportaient 7,15 %, soit 28 points de base de plus que les obligations du Trésor allemand. Jeudi 3 juin, quand l'emprunt a vu le jour, cette marge était exactement la même que celle que procurait alors le dernier emprunt que l'Espagne a contracté en mars.

Dirigée par deux banques allemandes, la Commerzbank et la Dresdner Bank, l'affaire portugaise a bénéficié d'un très bon accueil outre-Rhin. Sa réussite s'explique par de nombreuses raisons, notamment par la rareté des apparitions de Lisbonne sur le marché international des capitaux et la qualité de sa dette. Une des principales mai-

sons américaines d'évaluation de crédit vient de relever la note qu'elle attribue aux obligations internationales du Portugal, ce qui est un événement. Il est exceptionnel que de telles notes soient relevées. Toutefois, quels que soient ses mérites intrinsèques, l'émission doit beaucoup à un facteur technique. Le Portugal a conclu avec un certain nombre de pays des accords destinés à éviter une double imposition et, dans la pratique, cela revient à augmenter le rendement des titres. Les investisseurs allemands sont par exemple en mesure d'exiger du fisc le remboursement d'une retenue à la source de 15 % qui, en fait, est fictive. Les gestionnaires de fonds ont été nombreux à réagir et les banques s'employaient ces prochains jours à expliquer à ceux qui ne le savent pas le parti qu'on peut tirer de ces dispositions fiscales. A l'étranger, l'emprunt portugais a obtenu un écho beaucoup plus faible, car présentement les placements en marks n'attirent guère.

Autre pays à solliciter le marché international, la Suède a levé de fonds en euros et en yens. Les deux opérations ont été lancées à des conditions tout à fait équitables et elles ont obtenu la faveur des bailleurs de fonds. Elles étaient cependant dépourvues de tout aspect spectaculaire. Le Trésor public de Stockholm est un des emprunteurs les plus fréquents de tout l'euro-marché. Son opération de 500 millions d'euros, que dirigeait la Société de banque suisse, rapportera 7,52 % aux investisseurs qui auront acquis les titres au prix d'émission. Son succès est dû à une 7,25 %. Son emprunt de 50 milliards de yens, dont la direction a été confiée à Nomura, viendra augmenter l'encours d'une opération en circulation qui sera remboursée en 1998.

La première semaine du mois de juin s'est écoulée sans apporter une seule nouvelle émission en eurofranc. L'amélioration du mar-

ché, qui s'est produite à la veille du week-end, devrait cependant permettre le lancement de plusieurs opérations ces prochains jours. Une telle éventualité est d'autant plus probable que certains débiteurs qui avaient envisagé de se présenter bientôt sur le marché national pourraient bifurquer sur l'euro-marché afin de laisser le champ libre au Trésor et à l'emprunt Balladur. Parmi les candidats les plus attendus, la SNCF figure en bonne place. On lui prête l'intention d'augmenter l'encours de son euro-emprunt 7,75 % qui a encore un peu moins de neuf ans à courir.

Pour ce qui est des emprunteurs français, seule la Compagnie bancaire s'est signalée. Sa dernière transaction, placée sous la conduite de Paribas, porte sur 300 millions de dollars pour une durée de trois ans. Le taux d'intérêt nominal des titres est de 5,25 % et le rendement initial était de 70 points de base supérieur à celui des fonds d'Etat américains. Grâce à un contrat d'échange, l'emprunteur dispose, non plus de dollars mais de livres sterling qu'il lui faut rembourser à taux variable.

Par ailleurs, l'attention est retournée par le marché des titres internationaux en peseta qui bénéficie d'importantes mesures de libéralisation. Les autorités madrilènes viennent d'élargir le cercle des emprunteurs habilités à se présenter sur ce marché, et plus récemment s'opposaient à l'émission de plusieurs emprunts à la fois. Jeudi 3 juin, deux transactions ont été lancées avec succès sur ce marché, l'une pour le compte de la Banque mondiale, l'autre pour un des meilleurs émetteurs allemands, la Landeskreditbank du Bade-Württemberg. Dans les deux cas, les emprunteurs ont conclu des contrats d'échange de façon à obtenir des ressources en deutschemarks.

CHRISTOPHE VETTER

MATIÈRES PREMIÈRES

Le zinc de tous les malheurs

« A 5 600 francs la tonne, le zinc se vend au prix d'une botte de radis », explique un professionnel, aussi effondré que les cours. « Les producteurs perdent beaucoup d'argent », enchaîne un autre. Depuis 1991, la chute des prix est continue, la moyenne des cours du zinc s'élevait à 6 572 francs la tonne en 1992 alors qu'elle était de 7 014 francs l'année précédente.

Cette dégradation progressive du marché - d'autant que le qualificatif de « radis » reflète un état d'engorgement patent. Le zinc croule sous les stocks; les pays producteurs et consommateurs mais aussi les négociants qui ont leurs réserves et le London Metal Exchange (LME), cette Bourse des métaux, entassés au total 92 997 tonnes au cours de l'année 1992 alors qu'ils n'en détenaient que 63 700 tonnes en 1991. La plus grande part revient au LME, qui a terminé l'année 1992 avec 45 000 tonnes (contre 132 000 tonnes en 1991). « Il n'y a jamais eu, de mémoire d'homme, autant de stocks au LME », s'écrit Yves d'Arches, ancien président du Centre du zinc (CZ).

Et comme si, à eux seuls, les stocks du LME n'étaient pas suffisamment les prix, les Américains, qui détiennent depuis 1950 un stock stratégique important de

matériaux divers, dont 341 000 tonnes de zinc, décident, comme ils l'ont fait pour d'autres métaux, de vendre 20 000 tonnes de zinc en juin prochain. Effet désastreux sur le marché qui, du coup, n'ose plus bouger. « C'est psychologiquement très mauvais, assure un opérateur. Il n'y a plus aucune raison tangible pour que les utilisateurs se couvrent dans l'immédiat. »

Ce manque d'empressement est conforté par un autre phénomène : tous les regards sont tournés vers l'Est. Fidèles à leurs nouvelles habitudes - elles datent de l'effondrement du bloc soviétique - la Russie et le Kazakhstan continuent à déverser du zinc en Occident. Ces volumes seraient de 250 000 tonnes pour 1992. Bradé à des prix dumping - de l'ordre de 100 dollars en dessous d'un prix du marché déjà très bas - le zinc n'en finit pas de mourir de pléthore.

Offre excédentaire

Le zinc aurait pu bénéficier d'une chance de survie grâce à un contrôle drastique de l'offre mondiale. Or, en dépit des déclarations fracassantes, les annonces de regroupements ou de fermetures sont restées sans effet. Seul le groupe Union minière en Belgique a réduit ses capacités de 100 000 tonnes au cours de l'année 1992. Mais comme l'Espagne, de son côté, a augmenté son offre à peu près du même tonnage (364 000 tonnes en 1992 contre 274 000 tonnes en 1991), cet effort s'est trouvé annulé... et la production européenne est restée stable : elle s'établissait, pour l'année 1992, à 2 192 000 tonnes. Les experts de Study Group prévoient, pour 1993, une légère diminution : l'offre européenne devrait se limiter à 2 150 000 tonnes.

Par contre, les Etats-Unis et le Canada ont augmenté chacun leur volume de plus de 20 000 tonnes. Résultat : loin de diminuer, la production mondiale de zinc est passée de 5 387 000 tonnes en 1991 à 5 617 000 tonnes en 1992. Selon le Groupe d'étude international du plomb et du zinc, cette offre devrait se stabiliser, en 1993, à 5 268 000 tonnes mais l'offre mondiale devrait, elle, s'élever à 5 548 000 tonnes en raison de l'utilisation abondante des stocks. Outre le problème de surproduction, l'infortuné métal subit de

plein fouet la récession économique qui frappe la plupart des pays industriels habituellement consommateurs, car il est tributaire de deux marchés en crise : l'automobile et le bâtiment. La galvanisation des tôles destinées à l'automobile représente 46 % des usages du zinc mais, d'évidence, les constructeurs sont entrés dans une période assez léthargique. Certains experts ne manquent pas de souligner cependant que « la demande n'a pas été aussi mauvaise que prévu ». Sur le plan mondial, elle s'est établie à 3 305 000 tonnes pour l'année 1992 alors qu'elle était de 3 403 000 tonnes en 1991. La consommation japonaise, qui a chuté de 7 %, est la principale cause de cette diminution, la mollesse de la demande européenne (-1 %) en est une autre.

Or les analystes du secteur na croient pas aux prévisions du Study Group qui estiment à 1 900 000 tonnes la consommation pour 1993 (contre 1 943 000 tonnes en 1992). Car la reprise semble périlleuse l'Arctique, toujours attendue, jamais visible.

MARIE DE VARNEY

(1) Faute de financement et « en raison de l'absence de perspectives dans ce secteur », le Centre du zinc ferme ses portes; créé en 1987 par les producteurs français de zinc, cet organisme était réparti pour l'ensemble de ses données statistiques jusqu'aux Etats-Unis et surtout pour des recherches sur les applications et les nouveaux débouchés de ce métal.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR		
	Cours 26-5-93	Cours 4-6-93
Or fin (à la livre)	85 800	85 800
Or fin (à l'once)	2 680	2 680
Prix Londres (20 F)	370	370
Prix Suisse (20 F)	370	370
Prix Paris (20 F)	370	370
Prix New York (20 F)	370	370
Prix Hong Kong (20 F)	370	370
Prix Singapour (20 F)	370	370
Prix Tokyo (20 F)	370	370
Prix Bombay (20 F)	370	370
Prix Calcutta (20 F)	370	370
Prix Madras (20 F)	370	370
Prix Rangoon (20 F)	370	370
Prix Bangkok (20 F)	370	370
Prix Manille (20 F)	370	370
Prix Cebu (20 F)	370	370
Prix Iloilo (20 F)	370	370
Prix Zamboanga (20 F)	370	370
Prix Davao (20 F)	370	370
Prix Cagayan (20 F)	370	370
Prix Zamboanga (20 F)	370	370
Prix Davao (20 F)	370	370
Prix Cagayan (20 F)	370	370

« Ces prix d'or ne sont cotés qu'à la demande hebdomadaire supplémentaire. »

DEVISES ET OR

Le dollar rebondit

Remontée surprise du dollar sur les « bons » chiffres du chômage aux Etats-Unis, affaiblissement du mark sur les « mauvais » chiffres de l'économie allemande, pression persistante, à la hausse, sur le yen, stabilité du franc français et hésitation de la peseta dans l'attente du résultat des élections législatives en Espagne : tels ont été les faits marquants d'une semaine assez calme.

Plutôt déprimé en début de semaine par rapport au yen, certes, mais aussi par rapport au mark, soutenu par la perspective d'une pause dans la baisse des taux d'intérêt en Allemagne, le dollar a bondi à la veille du week-end, après la publication, au début de l'après-midi de vendredi, des chiffres du chômage aux Etats-Unis en mai : création de 209 000 emplois, après 216 000 en avril, et, surtout, baisse du taux de chômage à 6,9 % contre 7 % le mois précédent. Du coup, la devise américaine s'est envolée, gagnant plus de 3 points par rapport au deutschemark, et passant de 5,38 francs à 5,48 francs. Ajoutons que l'annonce d'un recul de 3,7 % du PIB ouest-allemand au premier trimestre 1993 (« la récession la plus grave depuis trente ans » pour le ministre de l'économie) a contribué à affaiblir le mark. C'est pour cette raison que le cours de cette devise à Paris, après une brève hausse à

3,3780 francs, est retombé, en fin de semaine, à 3,3680 francs, c'est-à-dire au même cours qu'il y a quinze jours, preuve de fermeté pour le franc français.

A Madrid, c'est la veille d'armes, la peseta se raffermait légèrement vis-à-vis du mark (78 pesetas) et du franc, valant 4,31 centimes contre 4,27 centimes huit jours auparavant. Le marché redoute surtout qu'aucune majorité véritable se sorte des urnes le dimanche 6 juin et qu'un gouvernement de coalition, avec l'appui temporaire de députés basques ou catalans, ne soit pas à même de prendre les mesures indispensables pour redresser l'économie en pleine déroute. A défaut d'une quatrième dévaluation, la peseta dispose encore d'une marge réglementaire de dépréciation d'un peu plus de 6 % au sein du système monétaire européen, puisque vis-à-vis du mark, elle est encore un peu au-dessus de son cours pivot de 79,05 pour 1 deutschemark.

Le yen, cette semaine, a battu son record historique de hausse vis-à-vis du dollar, qui ne valait plus, au moment, que 106,50 yens, avant de remonter à 107,80 yens à la veille du week-end. Mardi, le chef d'une délégation de la CEE en visite à Tokyo a déclaré qu'un yen plus fort favoriserait les relations commerciales entre le Japon et l'Europe,

tandis qu'un membre (anonyme) du gouvernement nippon doutait de l'efficacité des interventions si les marchés voulaient pousser le yen à la hausse. Il a néanmoins évoqué un dollar à 100 yens.

Quel est le cours d'équilibre de la devise japonaise par rapport au dollar ? Les chiffres de 120 et 115 yens ont été avancés pour l'industrie automobile et pour l'électronique, mais tout calcul est dénué de fait du coût élevé de la distribution, très archaïque dans l'Empire du Soleil-Levant. Ainsi, une étude récente donne 200 yens pour un dollar en parité de pouvoir d'achat (prix à la consommation) et 140 yens pour les prix industriels. En privé, les Japonais ne craignent pas trop la hausse de leur devise, qui les oblige à restructurer davantage les entreprises, mais ils redoutent la rapidité de cette hausse.

Sur le marché de l'or, après avoir glissé un peu au-dessous de 370 dollars, le cours de l'once de 31,1 grammes remonte à 376 dollars en fin de semaine, dans des marchés assez nerveux, où on signalait des achats du Proche-Orient.

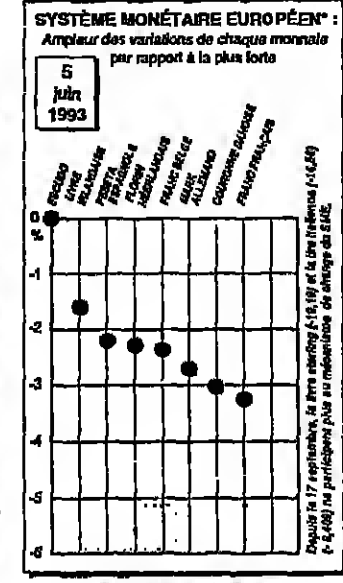
F. R.

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 1^{er} AU 4 JUI 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libre	S.E.U.	Franc français	Franc suisse	Dmark	Franc belge	Florin	Lire italienne
Londres	1,5245	1,5245	18,2983	68,9189	61,6333	2,0985	54,9149	0,00675
New York	1,5245	1,5245	18,2983	68,9189	61,6333	2,0985	54,9149	0,00675
Paris	1,5245	1,5245	18,2983	68,9189	61,6333	2,0985	54,9149	0,00675
Zurich	1,5245	1,5245	18,2983	68,9189	61,6333	2,0985	54,9149	0,00675
Bruxelles	1,5245	1,5245	18,2983	68,9189	61,6333	2,0985	54,9149	0,00675
Amsterdam	1,5245	1,5245	18,2983	68,9189	61,6333	2,0985	54,9149	0,00675
Milan	1,5245	1,5245	18,2983	68,9189	61,6333	2,0985	54,9149	0,00675
Tokyo	1,5245	1,5245	18,2983	68,9189	61,6333	2,0985	54,9149	0,00675

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 4 juin 1993, 5,0695 F contre 5,0055 F le vendredi 28 mai 1993.



MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Pénible « statu quo »

Noa, la Banque fédérale d'Allemagne n'a pas abaissé ses taux directeurs lors de son conseil d'administration du jeudi 3 juin, le taux de ses pensions à court terme (REPO) restant fixé à 7,60 %. A vrai dire, personne ne s'y attendait vraiment, même si l'économie allemande s'enfonçait dans la récession : la croissance trop rapide de la masse monétaire allemande et la persistance d'une inflation à plus de 4 % l'ont continuellement préoccupez la Bundesbank. En conséquence, les taux d'intérêt à court terme sur la place de Paris, qui, depuis les élections législatives, baissaient à toute allure, se sont stabilisés, un peu en dessous de 8 % pour le jour et de 7,50 % pour le trois mois, pratiquement au même niveau que les taux allemands à même échéance. C'est donc le statu quo, à moins que la Banque de France et le Trésor n'aient le courage ou la nécessaire témérité de « décrocher » des accords-taux allemands, en risque qu'affaiblir un petit peu le franc, qui se porte comme un charme.

Sur le MATIF, l'activité a été assez forte, moins sur le notional 10 ans, sur lequel les anticipations à la baisse sont calmées, que sur le Pibor 3 mois. De toute façon, le marché est occupé avec la « repositionnement » (l'heureux mot), à voir la repositionnement de la courbe des taux, dont l'inversion (le court terme au-dessus du long terme) prend fin graduellement. Le 10 ans, à 7,22 %, est repassé au-dessus du 2 ans (6,50 %) mais reste au-dessous du 3 mois (7,50 %). De toute façon, sur le notional 10 ans, les non-résidents qui achetaient au début de l'année au cours de 112-113 sur le MATIF ont pris et prennent leurs bénéfices sur les contrats à échéance juin, d'où une diminution de la position « ouverte », c'est-à-dire en spéculation.

Le MATIF va, comme prévu, lancer, le 17 juin son contrat franc moyen terme, qui utilisera le gisement des bons du Trésor et des OAT d'échéance 3 à 5 ans (243 milliards de francs), pour compléter sa gamme (Pibor 3 mois, notional 7-10 ans et long terme 15-30 ans). Ce contrat moyen terme, qui pourra faire l'objet d'arbitrage avec le BOBL, son homologue allemand, est, d'ores et déjà, critiqué par cer-

tains intervenants qui, affirmant les mauvaises langues, redoutent la « transparence ». Ils mettent en avant l'échec relatif du contrat long terme lancé en janvier 1993 (150 à 500 lots par jour contre 150 000 à 150 000 pour le notional 7-10 ans), contrat qui avait été accueilli avec de vives louanges, le marché voyant déjà les compagnies d'assurances, boursières d'obligations, se jeter dessus, ce qui n'a pas été le cas. Mais le nouveau contrat moyen terme devrait intéresser les non-résidents, surtout les Anglo-Américains de Londres, Salomon, Goldman Sachs, Shearson, Lehman et Morgan-Stanley. Au premier trimestre, ces non-résidents détenaient 45 % de la position « ouverte » sur le contrat notional 10 ans et 50 % sur le contrat Pibor : autant dire qu'ils font la pluie et le beau temps sur le MATIF.

Sur le marché obligataire, c'était l'adjudication mensuelle d'obligations assimilables du Trésor (OAT), désormais de gros calibre (déficit budgétaire obligé I) : 20,5 milliards de francs aux enchères, plus 3,16 milliards de francs de souscriptions non compétitives des spécialistes en valeurs du Trésor (SVT), soit 23,6 milliards de francs au total, un record sur un mois. Sur la tranche à 10 ans (14,8 milliards de francs), le rendement a monté (7,28 % contre 7,12 % il y a un mois) de même que sur la tranche à 15 ans (4,2 milliards de francs) à 7,49 % contre 7,37 %. Le jour de l'adjudication, aussi, le succès était très moyen, quasi nul pour la tranche à 11 ans (1,5 milliard), et les SVT ont presque tout absorbé : c'est leur devoir. Le lendemain, la remontée des cours sur le MATIF a ramené la demande.

Le Crédit national a levé avec succès 2 milliards de francs, à 10 ans et demi, à 8 % nominal, émis au-dessus du pair à 7,63 % pour les souscripteurs, sous la conduite de la Caisse des dépôts, comme par le Crédit foncier la semaine dernière. Après le Crédit local de France, c'est le Crédit agricole qui lance une offre publique d'échange sur des lignes anciennes, d'un encours total de 6 milliards de francs, à échéance 1995 et 1998, émises à 10,50 % en 1986 et à 10 % en 1990. Détenues en général par

des particuliers, clientèle traditionnelle du Crédit agricole, ces obligations n'étaient guère faciles à négocier sur le marché secondaire (manque de liquidités et variations de cours peu rationnelles). Elles seront remplacées par un emprunt à coupon de 7,50 %, à échéance de 2004, donc plus éloignée, et dont la liquidité sera meilleure.

La dérive des siccav monétaires

La semaine prochaine, on attend une émission des Charbonnages de France, celle du CEPME ayant été retardée. Puis, place va être faite pour le grand emprunt Balladur de 40 milliards de francs, lancé fin juin et destiné, principalement, aux particuliers, qui n'ont pas été sollicités en direct par le Trésor depuis 1987, année de la mise en route des adjudications mensuelles d'obligations assimilables, souscrites par un cercle restreint de professionnels, essentiellement les SVT, et redistribuées ensuite aux non-résidents.

Sur le front des siccav, les statistiques d'Europeperformance ont provoqué une certaine surprise : pour le mois de mai, les souscripteurs de siccav monétaires ont bondi de 30 milliards de francs, contre 17,3 milliards de francs en avril et des retraits nets de 3 milliards de francs en mars. Ce bond est attribué, surtout, aux achats des trésoriers d'entreprises, les particuliers commençant à délaisser les monétaires pour les obligataires, qui ont enregistré 11,7 milliards de francs de souscriptions nettes, soit près de 48 milliards de francs depuis le début de l'année. Mais compte tenu des retraits massifs de décembre 1992 (61 milliards de francs) et des souscriptions des mois suivants, la collecte nette a été nulle sur les cinq premiers mois de l'année, ce qui ne s'était jamais produit depuis 1982, c'est-à-dire depuis la création des siccav court terme. Quant aux siccav actions, la « décollecte » se poursuit : - 0,4 milliard de francs.

FRANÇOIS RENARD

PRODUITS	COURS DU 4-6
Café h. g. (Londres) Trois mois	1 282 (+ 102) Livres/tonne
Aluminium (Londres) Trois mois	1 169 (+ 19) Dollars/tonne
Nickel (Londres) Trois mois	5 798 (+ 75) Dollars/tonne
Sucre (Paris) Août	274,50 (- 8) Dollars/tonne
Café (Londres) Juillet	664 Dollars/tonne
Cacao (New York) Juillet	940 (- 12) Dollars/tonne
Rés (Chicago) Juillet	285 (- 3) Cents/bushel
Mais (Chicago) Juillet	219 (- 5) Cents/bushel
Soye (Chicago) Juillet	157,40 (- 4,40) Dollars/tonne
Pétrole (Londres) Juillet	18,38 (- 0,38) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

Ventes d'automobiles en hausse et chômage en baisse

La croissance économique s'accélère aux Etats-Unis

Après un premier trimestre décevant, la croissance économique semble repartir aux Etats-Unis. Le signe le plus tangible en est le taux de chômage qui, pour la première fois depuis la fin de 1991, est repassé en mai en dessous de la barre des 7 % (très exactement à 6,9 %), selon les chiffres publiés, vendredi 4 juin, par le Département du travail. Le mois dernier, en partie grâce à une nette reprise de l'activité dans la construction et les services, quelque 216 000 emplois ont été créés aux Etats-Unis, un chiffre qui se révèle bien plus élevé que celui escompté par les prévisionnistes.

Autre bonne nouvelle, l'évolution des ventes d'automobiles. Elles ont augmenté de 15 % le

mois dernier, par rapport au même mois de 1992, indiquent les chiffres publiés en fin de semaine par les constructeurs. Ce résultat, qui vient s'ajouter à une hausse de 23 % des ventes de maisons individuelles entre avril et mai, fait que nombre d'analystes révisent leurs prévisions et tablent désormais sur une reprise plus soutenue de l'économie américaine, même si tous les indicateurs ne sont pas aussi encourageants. « Nous pensons que la bonne tenue des ventes de l'automobile est un signe que l'économie américaine va remonter en puissance cette année et en 1994 », indique-t-on chez Salomon Brothers, une firme d'investissements. De son côté, le directeur des prévisions de Mellon Bank, une

banque de Pittsburgh, estime que la croissance américaine au cours du second semestre devrait osciller entre 3 % et 3,5 %.

Face à cette accélération de la croissance, deux indicateurs-clés sont attendus d'ici une dizaine de jours : l'évolution des prix à la production et à la consommation. S'ils témoignent d'une tendance au dérapage, il est probable que la Réserve fédérale (la FED) sera tentée de durcir sa politique monétaire en relevant les taux d'intérêt à court terme (ils pourraient passer de 3 %, leur niveau actuel, à 3,25 %, voire 3,50 %). C'est cette crainte qui explique que, vendredi 4 juin, le dollar se soit sensiblement agouménté par rapport aux autres devises.

Le sort des armes nucléaires

Washington veut créer une collaboration avec l'Ukraine sur la défense

Le secrétaire à la défense américain, Les Aspin, devait proposer, lors de sa visite dimanche 6 juin à Kiev, « des initiatives pour créer une collaboration dans le domaine de la défense avec l'Ukraine », afin de l'inciter à accepter une dénucléarisation, à annoncer vendredi le porte-parole du département d'Etat, Joe Szyder, en évoquant aussi la possibilité de « développer un large partenariat dans les domaines économique, politique et de sécurité ».

Ces déclarations semblent traduire une approche américaine plus souple de ses relations avec l'Ukraine, froissée par la priorité accordée par Washington à la Russie dans le traitement des problèmes du postcommunisme (le Monde du 5 juin). Le Parlement ukrainien a ainsi reporté, vendredi, en commissions le débat ouvert le

même jour sur la ratification du traité START-1. Au cours de la discussion, le premier ministre, Léonid Kouchma, aurait proposé que Kiev renonce à son adhésion au traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et garde une partie de ses armes nucléaires héritées de l'URSS, les missiles SS-24. Jusqu'à présent, les dirigeants ukrainiens s'affirmaient disposés à renoncer à toutes les armes nucléaires déployées en Ukraine, placées sous le contrôle opérationnel de Moscou, et à signer « rapidement » le TNP. « Nous sommes préoccupés par des remarques contredisant les assurances reçues de la part des officiels ukrainiens », a reconnu M. Szyder. Washington a également exprimé son inquiétude face aux efforts déployés par les Ukrainiens pour acquérir la technologie de contrôle des missiles. (AFP)

En assimilant la cause de conscience à une démission

L'UNEDIC remet en cause certains droits spécifiques des journalistes

La commission paritaire nationale de l'UNEDIC, l'organisme qui gère l'assurance-chômage, a pris, lors de sa dernière réunion, le 28 avril, une décision qui exclut de l'indemnisation immédiate les journalistes ayant quitté leur entreprise en faisant jouer la clause de conscience ou la clause de cession.

Jusqu'à présent, les journalistes qui obtenaient le bénéfice de ces clauses, instituées par la loi dite « Brachard » du 29 mars 1935, étaient considérés comme licenciés, et donc indemnisés immédiatement en cas de chômage.

Mais la commission paritaire nationale, se foudant sur le code du travail, estime désormais que la rupture du contrat de travail étant à l'initiative du salarié, elle lui applique les mêmes procédures qu'aux salariés réputés démissionnaires. Cela signifie pas d'indemnités avant quatre mois au moins, et, passé ce délai, attribution d'indemnités seulement si sont remplis des critères fixés par la commission, notamment la recherche active d'un emploi.

Cette restriction sévère des conditions d'indemnisation des journalistes s'inscrit dans la lignée du protocole d'accord du 18 juillet 1992, qui vise à réduire les dépenses de l'UNEDIC en écartant de son bénéfice certains salariés, ou en réduisant les prestations.

Dans ce cas précis, ce renversement de position se traduit par une remise en cause d'un principe important des droits sociaux spécifiques des journalistes, instaurés, justement, pour préserver leur liberté. En effet, comme le soulignait l'actuel rapport officiel sur l'exercice du journalisme, Jacques Vistel, « la clause de conscience est au cœur du statut du journaliste ».

L'Union syndicale des journalistes français (USJF) a d'ailleurs vigoureusement protesté contre cette décision de l'UNEDIC en la qualifiant de « lamentable erreur ». « A ceux qui, sans doute par ignorance, ont vu le mouvement conduisant à la suppression - sous l'impulsion de longue date par le patronat de la presse - de ces clauses », elle a rappelé que ces droits spécifiques visent à « garantir l'indépendance de la presse ». L'USJF a donc dénoncé ce qu'elle a appelé « une tentative de faire contrôler les conditions d'exercice du métier de journaliste par un organisme qui ne détient pas le pouvoir de la loi », et elle a décidé de saisir le ministre du travail de ce dossier, « afin qu'il rappelle aux partenaires sociaux les limites de leurs compétences ».

Après l'attentat de Florence

Une souscription de « la Repubblica » en faveur du Musée des Offices

Après l'attentat qui a causé de sévères dégâts au Musée des Offices de Florence vendredi 28 mai, une souscription internationale a été lancée par le quotidien italien la Repubblica pour financer les très importants travaux de restauration. Se sont associés à cette opération, le quotidien britannique The Independent, le quotidien espagnol El País et le Monde. Un compte a été ouvert à Rome pour recevoir les dons (compte courant bancaire n° 644689/6766 Comit Agence 18 Rome). Les chèques doivent être libellés au nom de la Repubblica.

Les efforts déjà entrepris, tant publics que privés, devraient permettre au Musée des Offices de rouvrir ses portes dès le 20 juin prochain.

GUATEMALA : le Parlement va élire un président intérimaire. - Le Parlement guatémaltèque doit se réunir en session extraordinaire, samedi 5 juin, pour élire un président intérimaire, après l'éviction du président Serrano, auteur d'un coup d'Etat civil le 25 mai. Le président du Parlement, José Lobo, a indiqué que Rigoberta Menchú, Prix Nobel de la paix, figurait parmi les candidats, « tous des civils ». Les deux tiers des voix des 116 parlementaires seront nécessaires pour être élu. La Cour suprême avait destiné vendredi le « président en fonction » Gustavo Espina, estimant qu'il avait participé, en tant que vice-président de M. Serrano, à l'« autogolpe » du 25 mai. M. Espina a, semble-t-il, été libéré par les militaires et par le puissant secteur privé. (AFP)

La pire récolte depuis trente ans

Cuba est contraint de suspendre ses exportations de sucre

SAINT-DOMINGUE
de notre correspondant

Premier exportateur mondial de sucre, Cuba a annoncé, vendredi 4 juin, la suspension temporaire de ses livraisons à l'étranger « pour raison de force majeure ». Selon les chiffres officiels publiés ce même jour, seulement 4,2 millions de tonnes de sucre pourront être produites cette année, contre 7 millions pour la campagne précédente. C'est la pire récolte depuis trente ans : la production avait précédemment atteint 3,8 millions de tonnes en 1962-1963.

L'interruption des exportations cubaines imposée, selon la compagnie nationale Cubazucar, en raison des pluies diluviennes qui ont provoqué l'arrêt de la récolte et fait fuir de dix morts au cours des dernières heures, entraînant une hausse de près de 9 dollars du prix du sucre, qui a atteint 285 dollars la tonne sur le marché de Londres. Le directeur de Cubazucar, Alberto Betancourt, a annoncé que la priorité serait donnée aux échanges de sucre contre du pétrole en provenance de Russie, avec laquelle les autorités cubaines ont signé en mai un mémorandum relançant la coopération bilatérale.

Priorité sera également accordée aux pays qui fournissent de la nourriture en échange de sucre. C'est le cas de la France qui, dans le cadre d'un accord de compensation annuel d'une valeur de 120 millions de dollars, livre des produits alimentaires (sucre et jus de fruits cubains). Le client qui sera le plus affecté par la décision de Cubazucar est la Chine, qui devait recevoir près de 500 000 tonnes de sucre en provenance de l'île caribéenne.

La consommation intérieure, de l'ordre de 500 000 tonnes, a légèrement

augmenté cette année pour satisfaire la demande croissante du secteur touristique. Le manque de combustible, de pièces détachées (notamment importées de l'ex-URSS), d'engrais et d'insecticides expliquent en grande partie la forte baisse des rendements. Cette année, Cuba a disposé de 120 000 tonnes d'engrais pour ses plantations sucrières, six fois moins qu'au cours des années antérieures.

A la mi-mars, la violente tempête qui avait dévasté une partie de l'île avait frappé la côte est des Etats-Unis avant de provoquer la perte de 340 000 tonnes de sucre à la mer. Les exportations de sucre apportent plus de 60 % des devises dont dispose l'économie cubaine. Mais les capacités d'importation de cette dernière ont été réduites des trois quarts depuis l'effondrement du communisme en Europe de l'Est (22 milliards de dollars en 1992 contre 3,1 milliards en 1989).

JEAN-MICHEL CAROIT

EN BREF

o L'archevêque de Toulouse précise ses propos sur l'usage du préservatif. - Mgr André Colliot, archevêque de Toulouse, a précisé, vendredi 4 juin dans un communiqué, ses propos de la veille (le Monde du 5 juin) sur l'usage du préservatif. Il s'est dit « totalement solidaire des déclarations du pape Jean-Paul II sur les exigences de la foi évangélique en matière de vie sexuelle qui s'adresse aux catholiques ». L'Eglise étant opposée à l'usage des préservatifs, sa déclaration ne visait que ceux qui ne sont pas tenus à respecter les préceptes de l'Eglise car, dit-il, « il est obligatoire de ne pas attendre à sa propre vie ou à celle de son partenaire ».

o Les ventes de voitures ont augmenté de 12 % en Grande-Bretagne en mai. - Les ventes de voitures (136 386 véhicules) ont progressé de 12 % au mois de mai et Grand-Bretagne par rapport à mai 1992 reprenant leur hausse après une baisse de 1,9 % en avril, a annoncé vendredi 4 juin la Société des constructeurs et concessionnaires automobiles (SMMT). Depuis le début de l'année, les ventes sur le marché britannique ont progressé de 9 % par rapport aux cinq premiers mois de 1992, confirmant la place de la Grande-Bretagne comme seul marché automobile européen en croissance cette année.

o Une mission d'études sur le « malaise des cadres supérieurs de l'Etat ». - A la demande d'Edouard Balladur, André Rossignol, ministre de la fonction publique, a demandé, mercredi 2 juin, à Jean Prada, président de chambre à la Cour des comptes, de mener une étude sur les problèmes rencontrés par les hauts fonctionnaires de l'administration centrale et des services extérieurs de l'Etat. Cette mission devrait, selon M. Rossignol, permettre de s'attaquer aux racines du « malaise profond » de l'encadrement supérieur de l'Etat. M. Prada, qui doit remettre son rapport fin septembre, devra formuler « des propositions portant notamment sur le recrutement, la formation, la condition matérielle, les attributions et le déroulement de carrière ».

DANS NOTRE PROCHAIN NUMERO

Le Monde
L'ECONOMIE

Gel des avoirs aux Etats-Unis des dirigeants de Port-au-Prince

M. Clinton annonce un renforcement des sanctions contre Haïti

Le président Bill Clinton a annoncé, vendredi 4 juin, le gel des avoirs aux Etats-Unis du « gotha » du régime haïtien, soit quatre-vingt-trois dirigeants et personnes liées au gouvernement de Port-au-Prince. Les avoirs de trente-cinq institutions d'Etat - dont quatre banques, quatre organismes militaires et des ministères - seront aussi bloqués.

M. Clinton a également interdit l'entrée sur le territoire américain de ces personnes, accusées d'« empêcher le progrès des négociations, destinées à restaurer la démocratie dans ce pays. Parmi elles figurent l'homme fort » du pays, le général Raoul Cedras, et le premier ministre, Marc Bazin, chef d'un gouvernement civil mis en place par les militaires après le renversement, en septembre 1991, du président Jean-Bertrand Aristide.

M. Clinton a par ailleurs demandé à son secrétaire d'Etat, Warren Christopher, de « consulter » les membres des Nations unies en vue de la création d'un « programme de sanctions mondial » contre Port-au-Prince.

M. Christopher a également reçu l'instruction d'exercer avec les pays membres de l'Organisation des Etats américains (OEA) les moyens de « renforcer l'application » de l'embargo

décreté depuis fin 1991 par cette organisation contre Haïti. Le renforcement des sanctions américaines fait suite au refus des dirigeants haïtiens d'« avoir prévu la transition vers un retour du Père Aristide au pouvoir ».

Par ailleurs, M. Clinton continue d'appliquer la politique de renforcement des réfugiés haïtiens, qu'il avait vivement critiquée pendant sa campagne électorale. Il avait, notamment, annoncé, au début de cette année, une « période d'attente » devant aboutir à un départ « en douceur » des militaires. (AFP)

o Les Etats-Unis signent la convention sur la biodiversité. - Les Etats-Unis ont signé vendredi 4 juin la convention sur la biodiversité, portant sur la protection de la variété des espèces animales et végétales de la planète, que l'ancien président américain George Bush avait refusé de parapher un an auparavant. La convention sur la biodiversité avait été signée par plus de cent cinquante pays au Sommet de la Terre organisé par l'ONU à Rio-de-Janeiro, il y a un an. Le texte était ouvert à la signature jusqu'à vendredi. (AFP)

Des révélations du « Parisien »

« Mea culpa », maxi-dégâts

Dans ses éditions du samedi 5 juin le Parisien consacre sa « une » et deux pages entières aux « dégâts » provoqués dans la localité de Suz-le-Rousses (Drôme) par la canicule de l'émission de « Mea culpa » diffusée le 27 mai par TF1 et consacrée à l'histoire du viol d'une fillette de douze ans par son père (le Monde du 8 juin). Ce dossier explique la colère de la population de cette commune et de son maire qui a porté plainte en accusant TF1 d'avoir fait croire que les habitants de Suz-le-Rousses entretenaient le père incestueux. Les témoignages rapportés mettent en évidence diverses manipulations.

Il apparaît que si le père incestueux, condamné à cinq ans de prison, est en effet originaire de Suz-le-Rousses, les faits se sont déroulés dans le département du Vaucluse où la fillette et sa mère résident depuis six ans. Lors de l'enregistrement de « Mea culpa », raconte d'ailleurs Nelly, qui a aujourd'hui quinze ans, « j'ai dit que je n'habitais pas Suz-le-Rousses mais ça a été coupé au montage. C'est une erreur, une sorte de mensonge, mais ce n'est pas grave. Il fallait choquer les gens, bouger les consciences... »

Interrogé par le Parisien, l'animateur de l'émission, Patrick Meney, reconnaît cette erreur :

« Nous avons été contactés par Nelly et sa mère. C'est elle qui nous a demandé si nous pouvions revenir à Suz-le-Rousses. C'est Nelly qui a souhaité avoir en face d'elle les habitants de ce village d'où venaient des rumeurs négatives... »

L'un des « témoins à charge » de l'émission, Pierre, un garçon de café, affirme : « J'ai été piégé par le journaliste de « Mea culpa ». Il était sympa, je l'ai invité à prendre un pastel chez moi et puis on a discuté trois quarts d'heure avec son camarade qui filmait. » Il admet qu'il ne connaissait pas Nelly bien qu'il ait affirmé à l'antenne qu'il s'interrogeait sur le viol d'une fille qui se glissait tous les soirs dans le lit de son père. « Je n'ai pas raconté ce tout seul, dit-il au Parisien. Le gars de TF1 m'a parlé du doute qui restait dans le dossier (...), et il m'a bien guidé en m'annonçant textuellement : « On nous a dit dans le village que la petite allait tous les soirs dans le lit de son père. » En discutant avec lui j'ai répété sa formule en disant que c'était eutropeux. Ils ont gardé ce passage. »

Patrick Meney répond à cela : « C'est une situation-type. C'est vrai, il ne connaissait pas Nelly avant l'émission. Si nous l'avons interviewé, c'est précisément

pour montrer ce qui se passe dans bien des cas dans pareille affaire. »

La mère du père incestueux, elle, habite toujours à Suz-le-Rousses, mais elle n'a pas plus sorti de chez elle et a été obligée de changer de téléphone parce qu'elle a donné l'impression qu'elle s'excusait le crime de son fils. Elle regrette d'avoir contribué à l'émission : « Le journaliste de TF1 m'a dit que, de toute façon, si je ne venais pas sur le plateau, le débat se ferait sans moi. Alors j'ai accepté (...) C'était la première fois que je passais à la télé (...) J'ai été maladroite. Je voulais simplement dire que j'étais contre l'inceste mais que je ne pouvais pas être contre mon enfant... »

Pour l'animateur de l'émission « l'essentiel » reste que Nelly « ait pu s'exprimer » et qu'elle en soit « satisfaite ».

Ce soir-là « Mea culpa » a battu son record d'audience entre 22 h 30 et 23 h 30 avec 7 250 000 téléspectateurs. Et tant pis pour Jean-Paul II qui disait vendredi, à propos de la télévision, comme le rapporte aussi le Parisien : « La tentation de céder à des préoccupations exclusives d'augmenter l'audience et le succès apparaît comme un obstacle grave à la diffusion de l'air pur des valeurs humaines et chrétiennes dont notre société a besoin... »

DATES

Il y a quarante ans : la révolte ouvrière de Berlin-Est. 2

ETRANGER

Serbie : l'opposant Vuk Draskovic encourt une peine de quinze ans d'emprisonnement. 3
Allemagne : Helmut Kohl étudie les modalités d'une meilleure intégration des étrangers. 3
La situation au Cambodge. 4
« Loin des capitales » : Kengtung, au cœur de tous les trafics. 4
Bolivie : un entretien avec le président sortant Jaime Paz Zamora. 5

POLITIQUE

En Guadeloupe, M. Michaux-Chevry s'indigne du rejet de son budget par la chambre régionale des comptes. 6
Livres politiques, par André Laurens : « Les hommes et leurs espaces ». 6

SOCIÉTÉ

Les réactions au projet de loi sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. 7
La proba des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle. 7
La justice devra enquêter sur les soupçons de corruption autour du match Valenciennes-OM. 8
Tennis : les Internationaux de France. 8

CULTURE

La peinture d'histoires de Malcom Morley au Centre Georges-Pompidou. 11
La Foire du livre de Leipzig. 11

Musiques : le Festival de Saint-Denis

11

ECONOMIE

La décision du Conseil d'Etat contestant le transfert de l'ENA à Strasbourg et ses conséquences sur la politique d'aménagement du territoire. 13
Revue des valeurs. 14
Crédits, changes et grande marchés. 15

HEURES LOCALES

« Les urgences de la ville » : Crise : les écoles de Paris et Région. 17
Aquitaine, la renaissance d'une « superette ». 17
Ile-de-France : Montreuil jure la préemption. 17
Dossier : la villa cherche ses frontières. 17
Cité : Dole, entre deux sexes majeurs. 17 à 24

Services

Abonnements. 2
Cartes. 10
Météorologie. 10
Mots croisés. 10
Télévision. 10
Spectacles. 12

La météorologie du Monde : 3015 LEMOND 3015 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures locales » folioté de 17 à 24 et un cahier « Radio-télévision » Le numéro de « Monde » daté 5 juin 1993 a été tiré à 474 754 exemplaires.

LEUR E

ES URGENCES



EXCLUS DE PARIS

Le Monde

Aquitaine : la renaissance d'une « supérette »

Des hypermarchés au secours du commerce rural au Pays basque 19

Montreuil joue la préemption

Un système qui permet à la mairie de contrôler la spéculation 21

La ville cherche ses frontières

Passer du quartier à l'agglomération bouleverse aussi les pouvoirs 22

Dole : entre deux axes majeurs

Les problèmes de transports polarisent le débat municipal 24

18 Statistiques ■ Agenda ■ Contacts ■ Publications ■ Textes ■ 23 Débat ■ Livres ■

HEURES LOCALES

LES URGENCES DE LA VILLE

Face aux doutes, voire aux inquiétudes des élus et des fonctionnaires municipaux, les jeunes citoyens manifestent plus d'optimisme pour le futur, un sondage témoigne de leur confiance

« La ville de demain est déjà faite » ont estimé la plupart des intervenants aux États généraux de la ville du futur, jeudi 3 juin à Paris, devant 800 personnes. Le décalage était grand entre ce discours et les préoccupations de jeunes collégiens et lycéens de Nantes, Bordeaux, Montpellier et Grenoble, qui assistaient à ces débats. La tête pleine de nouvelles technologies, ils n'étaient guère préparés à recevoir le discours des élus qui ont parlé solidarité, intégration, taxe professionnelle, et intercommunalité.

En préparation depuis un an, cette manifestation parnassée par quatre villes (Bordeaux, Grenoble, Nantes et Montpellier), des entreprises (EDF, La Poste, Philips, la Caisse des dépôts, le groupe PSA, Giraudy, Dumez) et des médias (France-Inter, le Point et France 3) se fixait l'objectif ambitieux de « préparer la ville du futur », avec comme horizon, les vingt prochaines années.

La capitale a perdu de son attrait

Pour pimenter l'opération, les organisateurs avaient demandé à l'IFOP de tester les espoirs et les projets des habitants de la cité de demain, un sondage réalisé, « du 8 au 12 mars 1993, auprès d'une population nationale représentative de jeunes de 13 à 25 ans vivant dans des agglomérations de plus de 20 000 habitants ».

En dépit de la grande bêtise de l'échantillon, mêlant des jeunes tout juste sortis de l'enfance à des presque adultes, ce sondage révèle que 82 % des jeunes aiment leur ville



et 77 % le quartier dans lequel ils vivent. Interrogés sur leur lieu de résidence, les jeunes habitants des centres-villes sont beaucoup plus satisfaits de leur mode de vie que ceux des banlieues.

Pour ce qui est de l'avenir, 56 % se prononcent pour la périphérie des villes et 81 % optent pour la maison individuelle. Quant à la taille de la ville idéale, Paris a définitivement perdu de son attrait : 9 % seulement des jeunes se déclarent disposés à y vivre, contre 21 % dans une petite ville de province et 24 % dans une grande ville de province.

Préoccupés par le chômage et les difficultés économiques (54 %), l'insécurité et la violence

(34 %) et le racisme (20 %), 47 % des jeunes reconnaissent qu'ils ont peur d'aller dans certains quartiers de leur ville. L'animation, les espaces verts et les transports en commun font partie des ingrédients indispensables pour rendre la ville agréable. Quant aux nouvelles technologies, non seulement elles ne leur font pas peur, mais 57 % d'entre eux pensent que les progrès techniques dans l'informatique, les télécommunications modifieront « plutôt en bien » leur vie quotidienne.

Au cours de la « table ronde » consacrée à ce sujet, les élus ne se sont pas montrés aussi enthousiastes. Certes, les industriels ont vanté les mérites de la voiture électrique, de la circu-

tion souterraine, des caméras vidéo pour la sécurité ou l'amélioration du trafic automobile, les performances en matière de traitement des déchets ou de lutte contre la pollution de l'air et de l'eau. Mais personne n'a cherché à faire passer le progrès technologique comme la panacée aux problèmes de la ville. « On n'aménage pas une ville sans valeur politique forte », a noté un intervenant.

Une manière de rappeler un point d'accord : la décision doit rester aux élus. « Il faut se demander à quoi servent les technologies et quel contrôle on met en place », a estimé Jean-Marc Ayraud (PS), maire de Nantes. Cette journée a plus été celle des doutes que des certi-

tudes. Il semble loin le temps des techniciens et des technocrates censés connaître les réponses. Les architectes et les urbanistes ont, par exemple, été bien silencieux au cours de ces débats.

Et, plus que de s'interroger sur la ville du futur, les édiles présents en ont profité pour rappeler les problèmes dans lesquels ils se débattaient et crier l'urgence d'y apporter des solutions. « Si on a une société éclairée, la ville basculera dans la violence » a lancé Daniel Asseray, adjoint chargé de l'urbanisme à Nantes. Nous vivons des exclusions qui sont porteuses de désespérance.

Les intervenants ont fait la liste des problèmes auxquels sont confrontés les maires et

qu'ils ne peuvent pas toujours résoudre. En tête, celui de l'emploi : à leur grand dam, les élus ne peuvent qu'avoir un rôle d'accompagnement, les décisions en la matière revenant aux chefs d'entreprise. Pour éviter la « ville à deux vitesses », ils ont insisté sur la nécessité d'une « mixité de l'habitat et des activités », seul moyen de réussir l'intégration et d'éviter les ghettos de minorités qui existent dans certaines métropoles européennes.

L'Etat interpellé

Mais, selon eux, de telles politiques exigent une meilleure répartition des moyens financiers. Georges Frêche (PS), maire de Montpellier, en a profité pour réclamer une réforme de la taxe professionnelle. Sur-tout, il est une nouvelle fois parti en guerre contre l'éclatement du paysage administratif français. « Alors que 80 % de la population est citadine, les maires des grandes villes sont totalement marginalisés et les villes françaises n'ont pas la dimension européenne », a-t-il martelé, en demandant au gouvernement de faire aboutir la loi du 6 février 1992 qui encourage le regroupement des communes.

Il n'a pas été le seul à se tourner vers l'Etat. La plupart des intervenants ont souligné que la solution aux problèmes des villes passait par une politique d'aménagement du territoire. Personne ne leur a répondu : Simone Veil, ministre d'Etat, chargée de la santé, des affaires sociales et de la ville s'était fait excuser au dernier moment.

Françoise Chirot

CRISE

LES EXCLUS DE PARIS

A ses nouveaux pauvres, de plus en plus nombreux la capitale tente d'offrir des moyens de réinsertion

LES gares parisiennes ne sont pas seulement les brillants embarcadères des voyages en rapides TGV. Elles sont aussi les voies de garage des nouveaux pauvres, des personnes de tout âge qui y abritent leur « galère ». Sous les verrières des gares du Nord et de l'Est, on dénombre chaque jour un demi-millier de « sans domicile fixe » qui ont annexé 80 % des casiers des consignes automatiques pour y serrer leurs hardes.

Cette situation, fort gênante pour la SNCF, n'est que l'une des traductions les plus voyantes de la crise qui a fini par atteindre la capitale, longtemps épargnée. Il y a dans Paris intra-muros 140 000 chômeurs dont 31 000 cadres et 48 000 de longue durée. La proportion des sans-travail y est donc équivalente à la moyenne nationale (10,8 %). Mais les 33 000 allocataires du RMI, soit 137 pour 10 000 habitants, place Paris dans le peloton de tête des départements les plus touchés. Quatre-vingts pour cent n'ont aucune ressource, la moi-

tié sont des hommes seuls, souvent en mauvaise santé. Les étrangers et les sans-abri y sont deux fois plus nombreux qu'ailleurs.

La déferlante du chômage n'a pas soudainement atteint la capitale. Mais, jusqu'à ces dernières années, les conséquences en avaient été peu visibles. Ni la chambre de commerce et d'industrie, ni l'hôtel de ville ne s'en étaient vraiment alarmés. Les hauts revenus des Parisiens (leur PIB est une fois et demie supérieur à celui des Américains), l'euphorie immobilière, des finances locales confortables faisaient illusion. Le drame que représente pour une ville moyenne un débauchage massif ou la faillite d'une entreprise passe inaperçu dans la jungle des activités parisiennes. Aujourd'hui, celles-ci ne parviennent plus à absorber la masse croissante des exclus. Quant aux thérapeutiques classiques de l'action sociale, elles sont débordées par l'épidémie. Bref, la capitale découvre plus tardivement que le reste du pays

les redoutables séquelles de la récession. Comment y faire face ?

Les services parisiens de la SNCF montrent peut-être la direction. Pour se débarrasser des vagabonds qui encombre leurs salles d'attente, ils ont songé à utiliser les nouvelles dispositions légales favorisant la réinsertion des laissés-pour-compte. Avec le maire du dixième arrondissement, la Caisse des dépôts et une poignée d'hommes d'affaires, ils ont créé l'Association de réinsertion économique et sociale (ARES), à laquelle ils ont alloué des sub-sides de démarrage.

A la tête de l'ARES se trouve Patrick Gagnaire, quarante-deux ans, un garçon entreprenant, qui bénéficie de sa double expérience d'éducateur de rue et de cadre commercial. Il a lancé deux entreprises qui sont les bras séculiers de l'asso-ciation.

Marc Ambroise-Rendu
Lire la suite page 20

Parce qu'elles ne se font pas en un jour, les villes ont besoin d'un allié financier tous les jours.

Collectivités locales Qu'il s'agisse de routes, de lycées... le Crédit Foncier financera totalement ou partiellement vos investissements, à des taux très compétitifs. Sa souplesse et sa rapidité d'action feront du Crédit Foncier votre meilleur partenaire dans le temps.

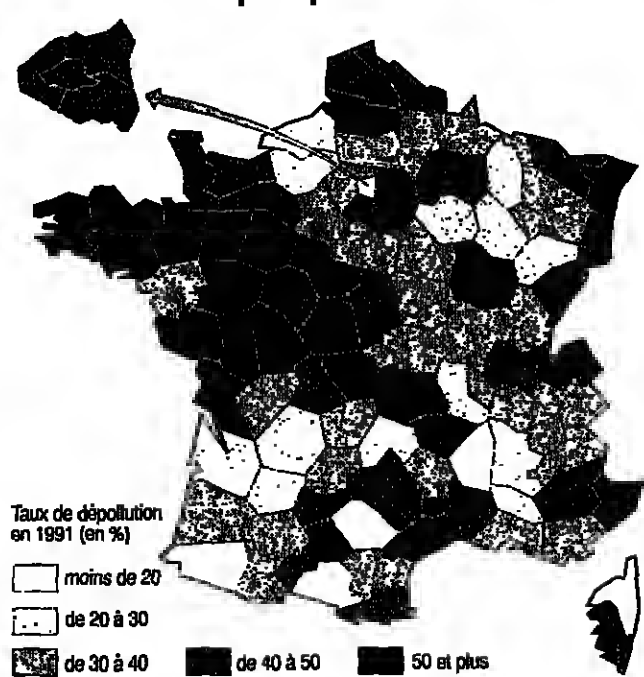
CRÉDIT FONCIER
Votre allié dans le temps

52 من الإجمالي

REPÈRES

STATISTIQUES

La France propre



L'état de l'assainissement par département de la France métropolitaine, laisse encore apparaître des zones où le taux de dépollution est faible. Dans le Sud-Ouest, plus particulièrement dans les départements des Pyrénées-Atlantiques, de l'Arriège et du Tarn, les collectivités semblent avoir accumulé quelque retard en matière d'assainissement des eaux usées. La Bretagne et d'autres départements de l'Ouest semblent mieux équipés.

(Sources : Direction de l'eau, ministère de l'environnement)

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Chantiers souterrains. - L'École des ponts et chaussées organise un colloque sur les ouvrages urbains en souterrain, mercredi 9 et jeudi 10 juin à Paris. Comment insérer ces ouvrages dans la ville sans bouleverser l'environnement? Des responsables de grands projets (Grand Louvre, Ecole, Météor) et des fonctionnaires de la Ville de Paris présenteront leurs expériences.

■ Exposition pour les communes. - La Salon départementale de l'équipement et des services pour collectivités et administrations du Finistère, Expo-Communes 29, se tiendra à Ergué-Gaberic, près de Quimper, du jeudi 10 au samedi 12 juin. Cent vingt exposants sont attendus. Conférences-débats et tables rondes traiteront de la fonction publique de demain, de l'intercommunalité, de l'aménagement du territoire et de la voirie communale. La journée du samedi doit être consacrée à l'eau et à la collecte sélective des déchets.

■ Restauration municipale. - L'Association nationale des directeurs de la restauration municipale (ANDRM) tiendra son prochain congrès à Lorient (Morbihan), jeudi 10 et vendredi 11 juin. L'ANDRM est présidée par André Nizard, ancien directeur de la restauration municipale d'Evreux (Eure). Elle regroupe environ 300 fonctionnaires chargés du suivi de la restauration municipale, et «mène» pour la gestion en régie de ce service public.

■ Architecture et paysage. - Les conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) de l'Essonne, des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne organisent un colloque sur le paysage et la ville, intitulé «Paysage à saisir», mercredi 16 et jeudi 17 juin, à Paris. Des professionnels, des universitaires et des fonctionnaires parleront du travail du paysagiste et de la gestion du paysage dans un projet d'urbanisme. Par ailleurs, la Maison de l'architecture (7, rue de Chailot, 75016 Paris) présente une exposition sur l'architecture et le paysage, jusqu'au 15 septembre. Photographies, films et maquettes permettant de découvrir des projets originaux : parc André-Citron à Paris, jardins d'entreprises ou d'immobiliers.

■ Transports publics urbains. - L'Union des transports publics, syndicat professionnel de transporteurs urbains, organise son congrès du mercredi 16 au vendredi 18 juin à Toulouse, ville où doit être mis en service un métro VAL à la fin du mois de juin. Cette manifestation a pour thème les problèmes des transports urbains en Europe : directives concernant

les marchés publics, fiscalité de l'énergie, desserte des quartiers difficiles, limitation de la circulation... ■ Renseignements au (16-1) 48-74-63-51.

■ La ville et son commerce. - Un colloque intitulé «Réussir la ville et son commerce» aura lieu à Toulon (Var), mercredi 23 juin. Cette manifestation est organisée par le ministère des entreprises et du développement économique, le ministère de l'équipement, des transports et du tourisme, le Conseil national du commerce et l'Assemblée des chambres françaises de commerce et d'industrie. Quel est le rôle économique et social du commerce en centre-ville? Des universitaires, des élus locaux, des distributeurs, ainsi que des urbanistes s'efforceront de répondre à cette question.

■ Montagne. - Le premier ministre, Edouard Balladur, vient de confier une mission d'étude sur les perspectives économiques et sociales de la montagne française à Jean-Guy Cupillard (RPR), maire de Huez (Isère), et responsable pour son parti des questions relatives à la montagne. «Après avoir connu un développement exceptionnel au cours des vingt dernières années, grâce notamment au tourisme d'hiver et d'été, la montagne française semble aujourd'hui s'interroger sur son avenir», indique M. Balladur, dans sa lettre de mission. Sa santé économique dépend de plus en plus de la seule fréquentation touristique. M. Cupillard, qui devra rendre ses conclusions avant la fin de l'année, entend consulter toutes les organisations socio-professionnelles concernées.

■ La Bible des collectivités locales. - La nouvelle édition du «Guide pratique de la décentralisation» vient enfin de sortir. Véritable Bible des collectivités locales, ce copieux ouvrage de plus de mille pages indique les coordonnées des maires, conseils généraux et régionaux. Il a le mérite de préciser l'étiquette politique des élus et de leurs conseillers. Il fournit de précieuses indications sur leurs fonctions, délégations, et professions et présente la composition des commissions permanentes départementales ou régionales. Ce précieux outil de travail décrit l'organigramme des administrations publiques locales. Dans les petites communes, il donne le nom du secrétaire de mairie. Ce guide répertorie en outre dix mille fournisseurs de collectivités locales, du bâtiment à la restauration, en passant par l'informatique ou l'environnement.

■ Guide pratique de la décentralisation 1993-1994, 1 100 pages, 880 francs, port compris. Editions Emér, 47, rue des Tournelles, 75003 Paris. Tél. (16-1) 42-74-07-95.

■ Monographie des régions de l'Arc atlantique. - Vingt-six régions européennes tournées vers l'océan sont

DÉCENTRALISATION

LES CONSEILLERS GÉNÉRAUX EN QUÊTE DE RECONNAISSANCE

Plus de quatre mille élus animent l'institution départementale. Des assises doivent leur permettre de le rappeler

L'ASSEMBLÉE des présidents de conseils généraux (APCG), à majorité UDF, que préside Jean Puech, ministre de l'Agriculture et de la Pêche, a invité les 4 216 conseillers généraux du pays à se réunir, jeudi 10 juin. Elle entend ainsi «rappeler au public l'existence des nombreux élus locaux qui font vivre l'institution départementale», déclare Paul Girod (UDF), président délégué de l'association.

Cette manifestation doit aider à faire connaître certaines de leurs initiatives : observatoires de l'environnement, schémas d'élimination des déchets ménagers, services d'incendie et de secours, centres de documentation dans les quartiers défavorisés... Les assises des conseillers généraux se tiendront à l'Hôtel de Ville de Paris (1). «Paris, qui est un département, aime l'APCG et les conseillers généraux», affirme Jean Cherioux (RPR), conseiller de Paris et responsable de la commission des affaires sociales à l'APCG. «Le public ne se rend pas suffisamment compte du rôle que nous jouons en matière d'action sociale.»

En préambule, l'APCG vient de diffuser une enquête sur le conseiller général. «C'est un homme heureux, bien dans sa peau, bien dans son canton, bien dans sa fonction», a résumé Alain Laocelot, administrateur de la Fondation nationale des sciences politiques, en présentant les résultats de ce sondage. Le portrait qu'il fait du conseiller général confirme certains traits déjà mis en évidence voilà deux ans, dans un premier travail de ce genre (Le Monde daté 9-10 juin 1991).

5 % seulement de femmes

Depuis les années 70, la sociologie des conseillers généraux a bien changé. Ils s'apparentent désormais à des cadres plus qu'à des notables. Il existe parmi eux une majorité de salariés. Leur niveau d'études s'est élevé (60 % ont un diplôme de niveau bac + 2). Ils se sont politisés (les deux tiers appartiennent à un groupe coopté), mais ils vivent cet

engagement sans sectarisme. Les conseillers généraux ont compté guère de femmes (5 % seulement) et restent âgés (55 ans), bien que, depuis 1988, les nouveaux venus rajeunissent le contingent. Ils commencent à préférer le travail de terrain aux séances plénières. Ils entretiennent aujourd'hui des relations soutenues avec le milieu associatif, surtout en ville, où les réunions avec les animateurs sportifs ou culturels sont devenues leur pain quotidien. Les élus ruraux, plus que ceux des cantons urbains, considèrent que les citoyens leur adressent de plus en plus de demandes : celles-ci concernent d'abord l'emploi puis l'aide sociale, et, en ville, le logement.

Les conseillers généraux plébiscitent évidemment la décentralisation. Ils estiment aujourd'hui que la région doit s'occuper de ses propres affaires, plutôt que d'aider les autres collectivités à réaliser les leurs. De même, le département doit mener sa politique avant de venir en aide aux communes. Ces élus ne craignent pas la concurrence de l'intercommunalité, dont

BUDGET

L'AIDE SOCIALE : UN POSTE LOURD

Les conseils généraux ont du mal à suivre l'augmentation croissante des dépenses

MAJORÉ une légère décadence de leur croissance, les dépenses nettes d'action sociale restent toujours plus lourdes dans le budget des conseils généraux. En 1992, une étude de l'Observatoire national de l'action sociale décentralisée (Odas), effectuée auprès d'un échantillon de 21 départements, montre que ces dépenses, qui augmentaient de 9 % en moyenne en 1990 et 1991, n'ont progressé que de 6,7 % en 1992 (1). Si l'on enlève la dépense exceptionnelle que représentait en 1992 la revalorisation du statut des assistantes maternelles (soit environ 1 milliard de francs), l'augmentation des dépenses sociales ne serait même que de 4,8 %.

Dans le même temps, les ressources n'ont pas augmenté à un rythme suffisant. Leur croissance de 3 % enregistrée en 1991 devait fléchir en 1992 sous la pression des difficultés économiques, notamment de la chute du marché immobilier qui, par le biais des droits de mutation, influe sur le budget de l'action sociale des départements.

La protection de l'enfance, qui occupe le plus important poste des dépenses, a vu son budget augmenter de 9,7 % (contre 5 % en moyenne entre 1989 et 1991) malgré la quasi-stagnation du nombre d'enfants placés (106 000). Autre poste lourd pour les départements : l'aide sociale aux personnes handicapées (y compris les personnes âgées dépendantes), qui croît globalement de 9,8 % en 1992. Une analyse plus fine montre que c'est l'allocation compensatrice qui enregistre la plus forte hausse (11,7 %). On constate que le nombre de bénéficiaires passe de 221 800 en 1991 à 238 500 en 1992, principalement à cause des personnes âgées dépendantes, qui représentent deux tiers des bénéficiaires.

Rien, note l'étude de l'Observatoire, ne laisse pressager un ralentissement pour l'année 1993, malgré le contrôle renforcé de l'octroi de l'allocation. Les dépenses nettes d'hébergement aux personnes handicapées de moins de soixante ans continuent également d'augmenter (8 %) mais moins rapidement que pendant la période 1988-1991 (12 % par an). Il semble, toujours selon l'Odas,

que le fléchissement de la hausse des dépenses d'hébergement en 1992 soit plus dû à des pratiques, par certains départements, de paiements différés qu'à une réduction du rythme des créations de places. L'Odas note que les départements en proie à de grosses difficultés budgétaires ont également procédé à des paiements différés pour l'aide sociale aux personnes âgées, ce qui se traduit en 1992 par un ralentissement de la progression de ces dépenses (0,6 % contre 3,5 % les années précédentes). Il reste que tous ces paiements ne pourront être différés indéfiniment et finiront par peser dans les budgets futurs. Selon l'Odas, les années à venir devraient encore durcir les tensions budgétaires des départements.

Ch. Ch.

(1) Odas, 13, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

ils n'ont, il est vrai, pas encore senti les effets. Quant à la région, bien qu'ils la considèrent comme l'unité administrative d'avenir, elle ne leur fait plus peur.

La sérénité des conseillers généraux est-elle partagée par les présidents des exécutifs? L'enquête ne le dit pas. Bien que souvent évoquée, la suppression des départements n'est pas à l'ordre du jour. Toutefois, la faible mobilisation du public aux élections cantonales et sa méconnaissance de l'institution départementale constituent une certaine menace. Si le conseiller général est, à la campagne, un «super-maire», auquel on s'adresse spontanément pour obtenir du travail ou une aide sociale, il reste, en ville, méconnu. Rares sont les citoyens capables de citer son nom.

Points de repère

Quant à sa mission, elle n'est pas encore clairement identifiée. Bien que, depuis 1983, les départements soient responsables de l'action sociale, les conseillers généraux se perçoivent comme des acteurs du développement local (78 %), plutôt que comme des médiateurs sociaux entre les citoyens et les pouvoirs publics (19 %), indique l'enquête de la Fondation. L'APCG affirme, pour sa part, qu'ils doivent être des développeurs en milieu rural, des médiateurs en ville.

L'APCG souhaite-t-elle conquérir la ville, où l'institution départementale est totalement ignorée? Si certains cantons urbains étaient redécouverts, il serait bon qu'ils épousent la géographie des quartiers, estime Paul Girod. Ainsi, les conseillers généraux deviendraient de véritables points de repère pour les populations en difficulté.

Aux yeux de certains observateurs, les assises des conseillers généraux doivent permettre de resserrer les liens entre les présidents des exécutifs et les élus de base. Très attachés à leur canton, les conseillers généraux auraient parfois tendance à se faire la porte-parole des maires, plus que les promoteurs d'une politique départementale.

Le «clientélisme» des anciens notables aurait survécu à la décentralisation, à l'apparition des exécutifs et aux contraintes budgétaires. Certains conseillers se plaignent, pour leur part, d'avoir des relations de plus en plus distantes avec les présidents des assemblées. Or l'APCG, montée en puissance depuis les dernières cantonales, ne pourra totalement s'affirmer que si elle dispose d'une base solide.

R. Rs

(1) Du samedi 5 au dimanche 13 juin, une «bibliothèque des départements» vendra des ouvrages édités par les conseils généraux (biographies d'hommes célèbres, guides touristiques), au profit d'une association à caractère social.

LE MONDE diplomatique

Juin 1993

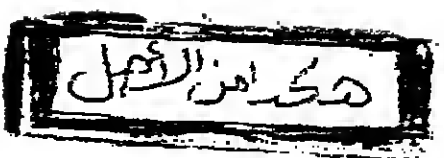
- EUROPE : L'élargissement de la Communauté en question, par André Riche. - Une dernière chance pour l'unité de la Belgique? par Sergio Carrozza. Les dégâts de la récession s'accentuent en Allemagne, par Laurent Carroué. - Racisme sur fond de musique rock en RFA, par Brigitte Patzold.
- ORDRE MONDIAL : Les Nations unies restent confinées dans un rôle de pompier, par Maurice Bertrand. - Les droits des peuples autochtones : le développement devrait-il tuer la culture? par Norbert Rouland. - Premiers juleos en faveur des minorités, par Joseph Yacoub.
- IRAN : Une révolution broyée par ses contradictions, par Ahmad Salamati. - Réussites du cinéma, par Yves Thoral.
- VILLES : La résistance des Parisiens aux projets immobiliers, par Hassan du Castel. - Drogue, le nouveau supplice des cités, par Hachem Belmessous. - «Banlieue, années 90», une nouvelle de Philippe Lisseau.
- ASIE : Des flots croissants d'armes se déversent sur la région, par Andrew Mack. - Baie d'affaires pour les militaires chinois, par Philippe Le Corre. - Consensus social et censure au Japon, par Christophe Alban.
- COMMUNICATION : Les médias à l'assaut de la société, par Henri Madelin.

En vente chez votre marchand de journaux 20 F

SSANCE SUPERETTE

LE VEL

LES UNE GESTION PRESTEL



RÉGIONS

AQUITAINE

RENAISSANCE D'UNE « SUPÉRETTE »

Des hypermarchés au secours du commerce rural au Pays basque

LES épiceries de village se meurent, tuées par les supermarchés. A Hélette, un village du Pays basque rural, une chaîne de grandes surfaces vient pourtant de reprendre le dernier commerce local pour en faire, en étroite collaboration avec la municipalité, une supérette à son enseigne. « Guyenne et Gascogne ». Les 550 habitants disposent ainsi depuis le milieu du mois d'avril d'un commerce de proximité qui pourrait, si l'expérience est concluante, s'étendre peu à peu de services non alimentaires.

Ce type de coopération est une première dans la région. Cette supérette n'est ni une épicerie traditionnelle telle qu'il en subsiste encore dans les gros villages, ni le commerce multi-services que certaines collectivités tentent de faire vivre dans les zones de montagne comme la province basque de Soule. L'originalité du commerce d'Hélette tient en l'association d'une commune et d'un grand groupe régional de distribution.

« Maintenir la population »

La société Guyenne et Gascogne a, en effet, réalisé un chiffre d'affaires de 2,4 milliards de francs en 1992 et emploie 3 500 salariés. Fondée à Bayonne en 1913, la firme a tissé un vaste réseau commercial dans le Sud-Ouest : neuf hypermarchés à l'enseigne Mammouth, dix-huit supermarchés Squal et quatre-vingt-dix magasins de proximité. En outre, grâce à son association avec Carrefour en 1966, la société exploite dix autres hypermarchés en Aquitaine, notamment dans la région bordelaise, mais aussi dans le nord de l'Espagne.

Au total, le chiffre d'affaires consolidé de Guyenne et Gascogne s'élève à 6 milliards de francs pour 1992. « Notre force », explique Bertrand de Montesquiou, PDG de l'entreprise, c'est autant notre réseau que l'expérience acquise dans la région. Nous avons un savoir-faire dans le grand com-

merce comme dans les établissements de petite taille. Et c'est cet atout que nous allons conjuguer à la force d'une centrale d'achats pour réussir l'implantation de cette supérette en milieu rural. » Des propos confirmés lors de l'inauguration du magasin d'Hélette par le directeur général de la société : « Notre vocation première est de créer ce genre de petites surfaces, souligne Jean Boutouque. Pour nous, la vie dans les zones les plus défavorisées a son importance. Et si cette ouverture cadre bien avec le souci actuel de protéger l'espace rural et ses commerces, tout le monde y trouvera son compte. » Ouverte presque tous les jours, la supérette offre une gamme complète de produits alimentaires à des prix qui avoisinent ceux des grandes surfaces. Quelques services s'y ajouteront ; par exemple, pour commencer, un dépôt-pressing et peut-être un télécoiffeur. « La mairie a prêté des locaux rénovés et nous-mêmes assumons totalement la gestion et les risques commerciaux », explique Bertrand de Montesquiou. Nous sommes dans une phase d'observation. Mais déjà, d'autres municipalités des Pyrénées-Orientales et des Landes nous ont fait part de leur souhait de créer un tel partenariat avec nous. »

Le conseil municipal d'Hélette estime, lui, avoir trouvé à la fois le moyen de satisfaire les besoins immédiats de chaque habitant mais aussi un instrument supplémentaire pour redonner vie au cœur du village. Une place où la mairie, des cafés, une salle polyvalente entourent le traditionnel fronton basque. « Un commerce dynamique à lui seul ne peut être la solution miracle », souligne le maire, Marie-Andrée Arbelbide. Mais ajouté à nos efforts sur le plan culturel et pour installer des petites entreprises, j'ai bon espoir que nous allons non seulement maintenir la population, mais également attirer quelques nouveaux ménages séduits par notre cadre de vie. »

de notre correspondant à Bayonne Michel Garicoix

PICARDIE

LE « POMA 2000 » NE VEUT PAS VIEILLIR SEUL

Méto sans chauffeur, ce prototype n'a jamais été installé ailleurs qu'à Laon

L'ensemble à un montage géant de fil de fer, avec son circuit sur rails de 1 500 mètres de longueur, son dénivelé de 100 mètres et ses trois stations. Le Poma 2000 est un méto automatique reliant, à Laon, le bas et le haut de la ville, curieusement appelé le plateau. Sans chauffeur, il continue d'intriguer les adultes et circule en proposant un aller simple à 5 francs, un aller-retour à 8 francs.

Le site de la préfecture de l'Aisne avait été choisi en 1989 par le ministre du transport pour accueillir ce prototype construit par la société française Poma-galski, spécialisée dans la fabrication de remontées-pentes. Etudes comprises, le Poma 2000 a coûté la somme de 165 millions de francs, répartis entre l'Etat, représenté par le Fonds spécial des grands travaux (70 %), la région et le conseil général (21,5 %) et la ville de Laon (8,5 %).

Un don pour l'acrobatie

Un bel évènement semblait s'offrir à ce gros bébé anémié, convoyant quarante-quatre personnes dans une cabine et pesant 3,5 tonnes. Ses parafins étaient fins. Mais les années ont passé et le véhicule n'a pas encore trouvé d'acheteur. Son originalité a sans doute été considérée comme un peu périlleuse. Il n'a jamais véritablement circulé en grandeur nature ailleurs qu'à Laon.

Pourtant, les experts s'accordent généralement à reconnaître sa technicité avancée, avec son système de deux câbles doublant la voie métallique. Ils sont entraînés par des poulies et deux moteurs électriques de 115 chevaux situés en deux endroits du circuit. Le Poma 2000 manifeste même un certain don pour l'acrobatie. Il lâche un filin fixé à des pinces et parvient à une station pour en agripper une autre montée par un petit système d'ascenseur. Depuis sa mise en service il a transporté 3 376 000 voya-

geurs (1). Neuf agents sont répartis entre des tâches de maintenance et l'exploitation du réseau. Un poste central de surveillance accueille un permanent à l'écoute du véhicule grâce à un émetteur radio-téléphone. Sa course apparaît sur un écran vidéo. Le nombre de ses pannes reste infime et sa fiabilité n'est pas en cause.

Condamné à rouiller ?

Mais ce système de transport semble motiver des réserves à Laon même en raison du coût de son utilisation. En 1992, son exploitation a coûté la somme de 6,1 millions, atténuée par les recettes de billetterie s'élevant à 2,1 millions de francs. Le budget du transport en commun de Laon, ville de moins de 30 000 habitants, peut être évalué à 16,470 millions de francs.

Christian Waroquier, directeur général de la Société d'économie mixte des transports urbains laonnais (2) affirme que depuis la mise en service du Poma, les recettes couvrent toujours un tiers des dépenses. Ces dernières s'augmentent donc pas. Il n'existe pas de système de transport en commun urbain qui équilibre ses comptes, considère encore Christian Waroquier. Mais ce plaisir ne convainc pas tout le monde. A commencer par Jean-Claude Lamant (RPR), maire de Laon, qui a toujours laissé percer

une inquiétude pour les finances de la ville à cause de ce Poma 2000, si tragiquement seul.

M. Lamant n'a pas manqué de remarquer que le prix des pièces du méto risquait de devenir de plus en plus élevé avec la difficulté de les façonner en petite quantité pour l'unique besoin de la cité. Le Poma 2000 est-il donc condamné à rouiller, en continuant à sillonner la préfecture de l'Aisne ?

Pour une fois, le comité de développement du Poma 2000, créé à l'initiative de la municipalité en février 1992, et réuni le 8 avril au ministère du transport, a laissé entrevoir un réel optimisme. « Il y a six mois, l'avenir était sombre ; maintenant, il s'éclaircit », a jugé Christian Waroquier. Le constructeur a décidé de s'orienter vers une évolution technique du système.

Ses détracteurs craignent de le voir vieillir. Sa vitesse de 36 kilomètres à l'heure - 10 mètres par seconde - va passer à 45 kilomètres à l'heure. La fréquence de passage du Poma pourrait même être améliorée en passant de deux minutes trente à une minute, avec plusieurs véhicules envoyés entre chaque station.

Le coût d'installation du système se situe entre 70 et 100 millions de francs du kilomètre. Il sera abaissé pour la nouvelle version dont la prospection commerciale a déjà commencé en France, mais aussi à Téhéran, en Arabie saoudite, à Hongkong, et aux Etats-Unis. « Nous restons prudents mais confiants », assure Christian Waroquier.

de notre correspondant à Laon Thierry de Lestang-Parade

(1) Ce chiffre date de mars 1992.
(2) La ville possède la majorité des parts de cette structure de droit privé avec la société Via-Transport.

BRETAGNE

Brest récupère les vieilles seringues

La ville de Brest vient d'engager une opération expérimentale, jusqu'à la fin de l'année, de collecte de seringues usagées. Des petits contenants sont désormais disponibles dans les pharmacies de la ville pour les personnes, - leur nombre est estimé à cinq cents - qui doivent se faire régulièrement des piqûres à domicile. La communauté urbaine a acheté des boîtes spéciales que les grossistes distribuent gratuitement dans les quatre-vingts officines. Une fois pleines, ces boîtes seront remises par les usagers dans les pharmacies, puis brûlées à la station d'épuration de Brest, équipée pour détruire les déchets médicaux. Ce service nouveau doit permettre d'offrir plus de sécurité à la population et surtout au service de récupération des déchets.

BOURGOGNE

Une partie des collections de la Grande Catherine exposée à Dijon

Le musée des Beaux-Arts de Dijon accueillera, du 20 juin au 27 septembre, quarante tableaux des plus grands maîtres flamands et hollandais du dix-septième siècle. Ces œuvres, prêtées par le Musée de l'Ermitage de Saint-Petersbourg (ex-Leningrad), sont tirées des collections de l'Impératrice Catherine II. Tout au long de son règne (1762-1796), celle que l'histoire retient aujourd'hui sous le nom de la Grande Catherine a réuni près de quatre mille œuvres, parmi lesquelles une majorité de toiles des écoles du nord de l'Europe. L'exposition, la première d'ampleur internationale organisée dans l'ancienne capitale des ducs de Bourgogne, sera officiellement inaugurée par Jacques Toubon, ministre de la culture et de la francophonie, et Mikhaïl Piotrovski, directeur du musée de l'Ermitage.

LANGUEDOC-ROUSSILLON

Collecte d'ordures à la demande à Montpellier

La ville de Montpellier va mettre en place un système permanent de collecte des ordures ménagères. La Société méditerranéenne de nettoyage (SMN), chargée du ramassage, a prévu de découper le centre de la ville en quatre secteurs placés chacun sous la responsabilité d'un ouvrier de liaison radio. Vingt heures sur vingt-quatre, les commerçants pourront contacter la SMN s'ils la jugent nécessaire. Les « charges de secteur » devraient régir dans les vingt minutes qui suivent et emporter les objets encombrants. Ce dispositif permettra sans doute d'éviter l'empilement de déchets illégitimes, notamment, aux nombreuses livraisons de la matinée ou aux fins de repas dans les restaurants à la mi-journée.

RHÔNE-ALPES

LA BONNE GESTION DE MORESTEL

La chambre régionale des comptes accorde un satisfecit à la commune

LA chambre régionale des comptes de Rhône-Alpes vient de décerner à Théodore Durand (divers droite), maire de Morestel, un satisfecit sur sa gestion financière, qui sera sans doute fort utile dans l'important différend opposant cette commune du nord de l'Isère à l'Etat et à ses banquiers (le Monde daté 28-29 mars 1993).

Morestel (3 000 habitants dans la commune et 7 500 dans l'agglomération) estime avoir subi des pressions de la part du pouvoir central, l'incitant à investir en vue de l'accueil des personnels d'exploitation de la centrale nucléaire Superphénix (1 200 salariés) et de leurs familles. Elle doit supporter maintenant des charges indues, en raison de l'interruption du fonctionnement du surgénérateur, décidée le 29 juin 1992 par le gouvernement de Pierre Bérégovoy, qui s'en remet à une nouvelle enquête d'utilité publique, actuellement en cours.

L'exploitant du prototype industriel, la société Nersa rassemblant les producteurs français, allemands et italiens d'électricité (EDF, SBK, ENEL), a suspendu le versement d'impôts locaux. Or, la commune avait notamment édifié un collège de 600 places, en escomptant des recettes de taxe professionnelle. Elle a donc saisi le tribu-

nal administratif de Grenoble, afin d'obtenir que l'Etat se substitue à elle pour certains engagements, après avoir déjà supporté deux annuités de prêts-relais d'un montant de 4 millions de francs. Dans ce débat politico-financier, M. Durand a dû subir des critiques sur sa gestion financière antérieure à la conclusion de la procédure « grand chantier », par laquelle la commune prit les nouveaux engagements qu'elle regrette un peu aujourd'hui. A la fin de 1992, il avait demandé une évaluation de la situation financière de sa commune.

Selon le président de la chambre régionale des comptes, Jean-François Largier, les constatations effectuées « ne permettent pas de considérer que l'effort de la commune de Morestel a été démesuré au regard de ses réelles possibilités financières appréciables dans le long terme ». La juridiction s'est prononcée sans prendre en compte, volontairement, les engagements auxquels la commune doit faire face « en résultant des conventions conclues avec la société Nersa, ni ceux qu'elle serait amenée à contracter, désormais, notamment dans la perspective de l'accueil du futur lycée sis à Morestel ». Un seul reproche est adressé à M. Durand et à son équipe municipale : « La collectivité a tardé à accroître son

autofinancement par une mobilisation accrue de son potentiel fiscal, alors qu'elle atteignait un niveau d'investissement élevé. » Comme toute, depuis une dizaine d'années, elle n'a pas levé assez d'impôts. Si elle avait appliqué les taux moyens de la fiscalité directe locale, elle aurait disposé, en 1991, de près de 1,3 million de francs de recettes supplémentaires. Mais on a rarement vu des contribuables se plaindre de ne pas payer assez, et M. Durand a été réélu, en 1989.

L'analyse des opérations d'investissement indique que celles-ci ont eu et auront des contreparties en recettes dont la part déjà réalisée, traduite dans des comptes, a été estimée à près de 20 % du montant des investissements totaux réalisés depuis 1980, c'est-à-dire près de 100 millions de francs. « Des anticipations optimistes des recettes en provenance de la centrale ont sans doute contribué à une attention insuffisante portée au délai de récupération des sommes investies. »

Il appartient maintenant au tribunal administratif de Grenoble de répartir la responsabilité de telles anticipations. En l'état, le préfet de l'Isère a entamé une procédure d'inscription d'office des annuités 1992 et 1993 du prêt « grand chantier » ou budget de la commune de Morestel, dont les avocats ont remis un mémoire concluant à la mauvaise foi des bailleurs de fonds et à la nullité des contrats de prêts. « C'est vers l'Etat que les contractants de la commune doivent se retourner », estiment-ils. Une telle jurisprudence serait fort intéressante.

Gérard Buéas de notre bureau de Lyon

AUVERGNE

LA HAUTE-LOIRE SOIGNE SES CHEMINS

Topoguides et balisage renforcé pour séduire les randonneurs

EN matière de randonnées, si le département de la Haute-Loire n'a pas la prétention d'être le premier de France, il revendique cependant une place de choix. Le Comité départemental de la randonnée (CDR) propose en effet des circuits pédestres, grands et petits, des randonnées équestres sans ombrer les possibilités offertes aux cyclistes (cyclotourisme et VTT) et aux amateurs de canoë-cayak. En hiver, le ski de fond prend le relais des activités estivales.

Actuellement, le département compte 2 750 km de petites randonnées qui couvrent 280 circuits, 700 km de sentiers de grande randonnée, 193 km pour le seul circuit balisé. Sur les chemins de Saint-François-Régis, entre Le Puy-en-Velay et Lalouvesc (Ardèche), 400 km de petits et grands circuits VTT ; 750 km de sentiers équestres.

Tous ces parcours sont balisés de façon uniforme dans l'ensemble du département, ce qui permet de se repérer aisément. Ils sont, de plus, remarquablement entretenus grâce aux soins que leur apportent les responsables du CDR, dès qu'une « faiblesse » (peinture effacée, panneaux renversés ou masqués) leur est signalée.

A ce jour, la CDR a édité quelque trente-cinq guides topographiques de petites randonnées, deux guides cyclotouristiques, deux guides équestres, des guides de longue randonnée. Le guide des Chemins de Saint-François-Régis, également édité en anglais, est réactualisé gratuitement chaque année grâce à un simple fascicule.

Tous ces guides (réalisés au 25/1000) comprennent bien évidemment des indications directionnelles, d'orientation et d'hébergement, mais aussi de nombreuses explications culturelles sur les lieux traversés, pour donner satisfaction à ceux qui ne tiennent pas à marcher idiot.

Mais le CDR - service annexe du conseil général créé en 1979 - ne se satisfait pas de ce bilan pourtant plus qu'honorable. Il travaille à ouvrir, au printemps 1994, un autre grand circuit Robe de bure et cote de mailles (175 km) au départ de La Chaise-Dieu, et qui reliera le Livradois-Forez au Haut-Allier avec un nombre important d'abbayes et de châteaux à visiter... D'où le nom du parcours. Le balisage est en cours et le topoguide à l'impression.

Si la Haute-Loire reste mal connue sur le plan économique, il ne doit pas en être de même en matière de randonnées car les marcheurs, cyclotouristes et autres cavaliers peuvent venir y pratiquer leur activité favorite dans les meilleures conditions.

de notre correspondant au Puy Jean-Pierre Foron

Pour tout renseignement, s'adresser au CDR, 12, boulevard Philippe-Jourda, BP 198, 43 005 Le Puy-en-Velay. Tél. 71-05-58-50 ; Télécopie, 71-05-40-11

Le Monde L'ÉCONOMIE

TOUTE L'INFORMATION ÉCONOMIQUE :
CONJONCTURE GÉNÉRALE DES PAYS ET
DES RÉGIONS, VIE DES ENTREPRISES, ANALYSE
DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Chaque lundi dans le Monde daté mardi

PARIS

HISTOIRE

Anciens
à vos plumes

Parisiens, provinciaux, étrangers, tous ceux qui ont vécu à Paris durant l'entre-deux-guerres (1919-1939) sont invités à participer à une opération de reconstitution historique. Le maire de la capitale les convie à prendre la plume pour raconter comment on vivait en ce temps-là dans la grande ville. Les anciens de cette période peuvent rédiger leur témoignage, l'insérer sur une cassette, l'illustrer de photos d'époque (une légende précisant le lieu, la scène et la qualité des personnages), et même s'accompagner d'objets familiers.

Ces documents, authentifiés par l'état-civil du «témoin», doivent être envoyés, au plus tard, avant le 30 septembre, à la Mairie de Paris, 22, quai de la Magisserie, 75001 Paris. Un jury composé d'éminents historiens examinera les documents. Ensuite les pièces «d'archives» doivent permettre des émissions sur Rétro Blue, une exposition avant la fin de l'année et un livre en 1994. Jacques Chirac a promis que tous les témoignages et souvenirs seraient conservés à la bibliothèque historique de la Ville et mis à la disposition des historiens.

Renseignements au (16-1) 40-13-15-86.

TRANSPORTS

Opération
tunnel ouvert

Pour la première fois depuis le lancement des grands travaux souterrains d'Éole, des Métro et du chélon central de la ligne D du RER (le Monde du 11 janvier) une centaine de riverains du chantier du boulevard de la Bastille ont pu, un samedi de mai, visiter le tunnel qu'on creuse sous leurs pieds.

A l'occasion de cette opération porte ouverte, ils ont compris pourquoi, depuis trois mois, 450 semi-remorques ont transporté des déblais, alors que les tapis roulants qui devaient les évacuer vers des péniches, sur la Seine, restent inutilisés. Les matériaux étaient jusqu'ici trop liquides. Non prévu par les ingénieurs, ce contretemps n'empêche pas le tunnelier (sorte d'ouvrage géant servi par un équipage de 18 hommes, fort de 1800 chevaux et long de 63 mètres) de faire son travail. Le chantier du boulevard de la Bastille doit rester ouvert jusqu'en 1997.

FORMATION

Les écoles
du business

La Chambre de commerce et d'industrie de Paris (CCI), qui gère déjà 32 établissements d'enseignement recevant 12 000 étudiants, continue à miser sur la formation des cadres d'entreprises. Dans les deux ans qui viennent, elle compte ouvrir trois nouvelles écoles et en agrandir deux autres. A la rentrée prochaine ce sera Nagosup, qui, à la parité Champs-Élysées, formera des acheteurs de niveau international. Puis, en octobre 1994, doit ouvrir, à la Défense, une école supérieure de technique et de management.

A Orly, l'école de la plasturgie (moulages des plastiques) triplera ses effectifs, tandis que le centre de formation des industries graphiques, localisé à Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis) s'étend encore. En mars 1995, une école supérieure de cuisine française alliera ses fourneaux dans le sixième arrondissement. Investissement total : plus de 150 millions de francs. Il est vrai que la CCI de Paris reçoit les cotisations de 273 000 sociétés et commerçants travaillant à Paris et dans les trois départements de la petite couronne. Elle emploie 4 200 agents, dont 2 400 dans l'enseignement.

CONSTRUCTION

BÉTON-SUR-SEINE

Comment installer une fabrique de matériau sans défigurer les rives du fleuve

L'USINE à 200 mètres de long et 25 mètres de haut. De ses flancs sortiront plus d'un demi million de tonnes de béton par an. Elle est plantée en plein Paris, sur les berges de la Seine. Hormis les bateliers et une poignée de privilégiés qui ont l'insurmontable, voilà quelques semaines, bien peu de Parisiens l'ont encore remarquée.

Pourtout elle fonctionne déjà à plein rendement. Il est vrai qu'elle est située au bout du quai de Bercy dans un secteur que ni les bateaux-mouches ni les promeneurs ne fréquentent encore. Mais demain, lorsque le parc de Bercy, la cité du vin et le nouveau quartier de Seine-Rive gauche seront achevés on découvrira cette installation industrielle qui s'est camouflée pour durer au moins trente ans.

Le paysage du Sud-Est pari-

sien reconquis, l'entrée de la Seine dans la capitale devra s'accommoder de ce nouveau monument. On dirait un long vaisseau gris et bisoc, à la coque percée de bulots et qui paraît échoué sur la berge. Par sa technique et son esthétique, il fera date (soit bien ou en mal) dans l'histoire industrielle de la capitale.

Des conditions
draconiennes

En tout cas, il constitue une réponse innovante à un problème aussi vieux que l'usage du béton. Comment enlever, au plus près des utilisateurs, si possible sur bord d'œuvre, de l'eau et sans détruire le site, les grues, les trémas à granulats, les silos à ciment, les malaxeurs et les postes de chargement des

camions qui caractérisent les fabriques de béton? Le groupe Lafarge, par exemple, possède dans Paris quatre centrales de ce genre qui ne brillent guère par leur esthétique. Deux d'entre elles, situées quai de la Gare et quai de la Rapée, devaient fermer à la fois pour des raisons d'urbanisme et de vétusté.

En accord avec le Port autonome de Paris et la municipalité, l'industriel a décidé de construire une usine encore plus puissante que les deux sociennes réunies et de rester dans Paris *intra-muros*. Pour ce faire, il a accepté des conditions draconiennes : une parcelle exigée de 3 000 mètres carrés, une servitude de passage le long de l'eau, une hauteur maximale de 20 mètres (au lieu de 25), un bruit inférieur de 5 décibels à celui de la circulation, aucun rejet en Seine, pas de tapis roulant en biais, des installations coupées par de larges créneaux permettant d'apercevoir les frondaisons de Bercy à partir de l'eau.

Après quatre ans d'études, les ingénieurs du groupe et l'architecte Luc Arsène-Henry (Grand Prix de Rome) ont conçu l'usine que l'on peut voir aujourd'hui quai de Bercy. Trémas, bandes transporteurs, élévateurs verticaux et mélanges ont été enfermés dans une enveloppe de béton et d'acier bien dessinée. Les bruits et les poussières sont ainsi confinés, les écoulements d'eau et les déchets de béton intégralement recyclés.

Grâce à un PC électronique, quatorze employés suffisent à faire tourner la centrale qui peut alimenter quotidiennement 40 camions-toupies. Ceux-ci, en desservant les chantiers qui bourdonnent dans ce coin de Paris : Météor, Éole, Seine-Rive gauche, etc.

L'investissement est lourd : 83 millions de francs, soit le double de ce qui aurait été strictement nécessaire. Mais Lafarge et son équipe ont peut-être démontré qu'une grosse unité de production industrielle pouvait à nouveau s'insérer aujourd'hui dans un tissu urbain de qualité. Les Parisiens - ceux qui travaillent à Bercy, comme ceux qui résident en face dans le quartier Rive gauche - apprécieront.

M. A-R

SPORTS

LA MÉMOIRE
DE L'EXPLOIT

Exposition-spectacle à la gloire des athlètes dans la Grande Halle de La Villette

C'EST une promenade suggestive, où le visiteur fera appel à ses souvenirs, à des images de l'exploit qui sont restées gravées dans sa mémoire, qu'il le veuille ou non. Ici réside toute la réussite de l'exposition «L'athlète dans les étoiles», présentée à la Grande Halle de La Villette.

Après avoir exploré le cinéma - «Cités-Cités», - visité la capitale - «La traversée de Paris» - et ouvert les albums de bande dessinée - «Opéa-bulles», - les organisateurs proposent leur vision du sport. Le procédé est désormais connu. Coiffé d'un casque à infrarouges le visiteur débambule à sa guise dans un univers de sons et d'images crachés par des dizaines d'écrans de télévision, dans des pièces bardées d'objets ou de symboles du sport.

Plus vite, plus haut
plus fort

Initialement prévue pour être présentée pendant les Jeux olympiques d'Albertville, cette exposition aura finalement mis plusieurs mois à voir le jour. Est-ce un hasard? Loin de la cascade médiatique des Jeux d'hiver et d'été, Yolande Bacot, sévère des retransmissions, a choisi de raconter le sport dans ce qu'il a de complexe et de simple. Une approche intimiste, on oserait dire, intellectuelle.

Dans un cocon laiteux, confortable, le visiteur approche de près les coureurs et comprend, s'il le désire, ce qui se passe dans la tête d'un athlète avant la course. Ici, dans le couloir, il découvrira la lente sculpture de son corps, de ses muscles.

Ce façonnage est illustré par la construction du record du 100 mètres, établi par Carl Lewis en 1991 aux championnats du monde à Tokyo. Là, une forêt de barres blanches et rouges qui rappelle les cou-

loirs d'une piste ou les lignes des flotteurs de piscines : la norme, l'angoisse du chronomètre. Grâce à l'exposition, le visiteur peut enfin pénétrer dans un endroit interdit et moite : le vestiaire. Plus loin, une simple juxtaposition d'images d'archives (la foulée de Jules Ladoumègue croisant celle de Ben Johnson) illustre cambio le sport a changé : short de coton fluo contre combinaison moulante en Lycra ; plus vite, plus haut, plus fort.

Rumeurs d'un stade, coup de sifflet de l'arbitre, pistolet de starter, la cloche du dernier tour de piste, font ressurgir petit à petit les émotions. Ce travail de la mémoire écoloché, le visiteur pénétrera dans un musée envahi par des centaines de photos de champions ornées d'accessoires symboles, un volant pour Fangio, un gant de boxe pour Marcel Cerdan, ou bien un ours en peluche, comme celui que serrait Nadia Comăneci aux Jeux olympiques de Montréal, en 1976.

Plus loin, dans trois cafés meublés à la mode des années 50, 60 et 70, on peut boire un verre en écoutant une étape du Tour de France, la retransmission des 24 Heures du Mans ou les commentaires de rugby de Roger Couderc. Le sport est un quotidien, rappelle l'exposition qui, non sans humour, s'arrête dans un salon où trône la télévision ou bien dans une chambre d'adolescent couverte d'affiches et d'autocollants de footballeurs. On s'adresse, il est vrai, aux aficionados-qui-pourront-fredonner la petite musique de leur mémoire.

Bénédicte Mathieu

► Grande Halle de La Villette, 211, avenue Jean-Jaurès, Paris-19. Tél. : 40-03-75-00. Jusqu'au 26 septembre. Du mardi au dimanche, de 12 heures à 19 heures ; nocturne le samedi, jusqu'à 22 heures. Entrée : 60 F.

CRISE

LES EXCLUS
DE LA CAPITALE

Suite de la page 17

La première, une SARL d'intérêt, offre des boulots temporaires ou saisonniers aux marginaux du secteur. La seconde est une petite société anonyme spécialisée dans les déménagements et rénovations de locaux. Elle propose des emplois de plus longue durée à ceux qui ont déjà fait leur preuve comme intérimaires.

Patrick Gagnaire sait bien que la réinsertion ne peut réussir que si elle est sous-tendue. Il est allé lui-même prospecter les bas-fonds et repérer ceux qui avaient encore une lueur d'espoir dans le regard. Il en a attiré environ cent vingt, dont une centaine se sont inscrits sur les fichiers de son agence d'intérêt. Les trois quarts travaillent régulièrement. «Il faut d'abord leur apprendre les règles du jeu d'une entreprise : horaires, hiérarchie, travail convenable, fiche de paie, droits sociaux, etc. explique-t-il. S'ils s'accrochent, je leur procure un emploi de plus longue durée. Puis je leur propose une formation, d'apprendre à conduire, par exemple. Ensuite, on essaie de leur dénicher une chambre dans un foyer. Enfin, au bout d'un an à dix-huit mois, quand ils ont récupéré leur autonomie, on essaie de les faire embaucher par des entreprises amies. On les suit de loin, mais le cordon est rompu.» Une trentaine d'anciens SDF ont été ainsi réinsérés depuis le début de l'année 1992.

Bien entendu les pouvoirs publics encouragent ces initiatives. Ils prennent en charge le salaire des permanents d'associations comme l'ARES et attribuent aux entreprises, dites d'insertion, des subventions. Destinées à compenser les charges exceptionnelles engendrées par l'emploi de cas difficiles, elles peuvent atteindre 70 000 francs par an et par poste de travail.

Paris, qui avait hésité à utiliser ces nouvelles procédures, est en train de rattraper son retard par rapport à la province. Plus d'une trentaine d'associations et d'entreprises d'insertion y fonctionnent. Au début de cette année, six cours d'une «journée de la solidarité», le préfet de Paris, Daniel Lemoine, a pu réunir leurs responsables et les présenter à la presse. Leurs résultats sont encore modestes - quelques centaines de réinsérés sur des dizaines de milliers de cas difficiles - mais les spécialistes sont convaincus que la formule a de l'avenir.

Comme le rappelle Jean-Pierre Reosud, sous-directeur des affaires économiques à la préfecture de Paris, la filière de la réinsertion économique n'est que l'un des nombreux outils de

la panoplie d'aides aux sans-travail. Ils peuvent aussi avoir accès à des formations pour les moins de vingt-cinq ans comme pour les adultes, des contrats emploi-solidarité (aide aux entreprises recrutant des gens à mi-temps), des contrats de retour à l'emploi pour les plus de cinquante ans, des aides aux associations offrant des emplois familiaux, des subventions aux créateurs d'entreprise, etc.

L'an dernier, des services parisiens de l'État, à eux seuls, ont dépensé 1,4 milliard de francs pour financer ces différents actions. Près de 40 000 Parisiens en ont bénéficié. La capitale n'est plus la jungle prospère mais sans pitié que certains dénonçaient.

Marc Ambroise-Rendu

La résidence
Pixerécourt

Pour les garçons de dix-huit à vingt-huit ans, qui sont en formation ou occupent leur premier emploi mais n'ont pas de logement, la municipalité de la capitale vient d'ouvrir un «centre d'hébergement et de réinsertion sociale», baptisé résidence Pixérécourt (20). Contre un loyer de 800 francs par mois, on propose aux jeunes parisiens une chambre individuelle, un espace pour faire la cuisine, une buanderie pour nettoyer leur linge, des salles de loisirs, une bibliothèque et des ateliers. Condition d'entrée : avoir un projet précis et s'y tenir. Durée d'hébergement : huit mois maximum. Nombre de places : vingt. Une dizaine de personnes (travailleurs sociaux, médiateurs, éducateurs) assurent le soutien et le suivi des locataires.

La Ville a financé l'investissement (11,7 million de francs) ; l'État assure le fonctionnement (2,3 millions de francs par an). Trois autres foyers municipaux de réinsertion (pour les plus de vingt-huit ans) sont en fonctionnement ou en projet dans les treizième et quatorzième arrondissements. Capacité totale : environ 300 places. «Les prestations sociales versées individuellement ne suffisent plus», dit Marie-Thérèse Hermange, adjointe au maire chargée de l'action sociale, il faut aux sans-travail qui veulent se réinsérer un havre de sécurité, une institution en somme.

M. A.-R.

DÉCALAGE HORAIRE

Les faux-semblants de Manille

Difficile d'exercer le «plus vieux métier du monde» dans la ville qui passe pourtant pour l'une des capitales du péché. Melba avait commencé à Olan-gapo, la ville qui prospère accrochée à la base américaine de Subic. Puis, avec le départ des Américains l'année dernière, elle avait trouvé un emploi au New Bangkok Club, l'un des «Go-Go bars» du quartier chaud d'Ermita à Manille.

Aujourd'hui, elle a fait les voitures sur le boulevard Quezon. Del Pilar Street est sombre, au point qu'on se demande en arrivant si le chauffeur de taxi ne s'est pas trompé de rue. Les enseignes sont pour la plupart éteintes et les portes du José's Pride, du Papa's Love ou du Fire House barres de planches portant l'inscription «closed».

Le maire de Manille, Alfredo Lim, socialiste chef de la police élu en juin dernier, s'est lancé dans un grand nettoyage du quartier d'Ermita. Il entend faire de ce lieu de la prostitution et de la drogue une sorte de Disneyland où l'on ne trouverait que des vendeurs de glaces, des boutiques d'objets artisanaux et des restaurants pour touristes.

Ermita, il y a bien longtemps retirée d'un moins, était dans les années 30 le lieu de résidence de l'élite philippine. Avec la création, dans les années 60 des «ghettos dorés» tels que Forbes Park, la Manille riche déserter les quartiers de la baie et, dix ans plus tard, l'industrie des plaisirs s'y installa (1). Même du temps de la pieuse présidente Aquino,

Ermita continue à prospérer : cinq mille «denssuses», des travestis et des enfants des rues, proies des pédophiles du monde entier, hantaient ses nuits. Au total, estime-t-on, trente-cinq mille personnes vivaient d'une manière ou d'une autre de l'industrie d'Ermita.

Spéculation
foncière

Le «sursaut moral» du maire de Manille, qui prend inopinément des tours recistes lorsqu'il traite de «white monkeys» («singes blancs») les propriétaires américains, australiens, anglais ou allemands de certains bars de del Pilar Street, n'est pas exempt, semble-t-il, d'arrière-pensées. Pas plus que la campagne de soutien de l'association des hommes d'affaires en faveur du tourisme, menée par la dynastie Doris Magassyssy Ho, femme de poigne de la haute société et PDG d'une compagnie maritime.

Derrière la lutte contre la prostitution et la diffusion du sida, menée main dans la main par le maire et l'élite bien-pensante, se dessine une entreprise de spéculation foncière de grande envergure, dont le bénéficiaire serait la communauté chinoise de Manille (dont M. Lim est issu), qui lorgne depuis des années sur Ermita.

Procès d'intention? L'avenir le dira. En tout cas, si la morale s'avère à Ermita, les établissements où se pratiquent les activités du même genre, aux spectacles souvent beau-

coup moins anodins, de la ville chinoise ne sont pas touchés. Surtout, la fermeture n'a été assortie d'aucune mesure pour aider les jeunes femmes à changer de métier. On les a simplement chassées ailleurs, vers les avenues de Quezon-City ou les établissements de Pasay-City (villes satellites composant le Grand-Manille). Le maire de Pasay, Pablo Cuneta, a d'ailleurs fait savoir qu'il était disposé à accueillir les bars et leurs pensionnaires.

Comme toujours aux Philippines, pays où un juridisme calqué sur celui des États-Unis coexiste avec la débrouillardise du tiers-monde, rien n'est jamais joué. Les enseignes de del Pilar Street sont éteintes, mais en passent devant les portes closes, on entend des échos de musique disco : il suffit d'emprunter la porte de derrière pour être accueilli par du joyeux «Welcome back sir!». La corruption des policiers, conjuguée à la casuistique d'avocats qui ont réussi à faire suspendre les fermetures jusqu'à ce qu'un jugement soit rendu, ont eu, partiellement, raison de la politique coup de poing de M. Lim.

de notre envoyé spécial
à Manille
Philippe Fons

(1) L'un des écrivains philippins les plus connus, F. Sionil José, raconte l'histoire de cette enclave de richesse et de privilèges et de sa décadence dans son roman *Ermita*, publié en anglais (Solidarity Publishing House, Manille).

ENTREUIL JOUE
PREEMPTION

CONTRAT DE CONFIANCE
RE POLICE ET POPULA

LES TOURNAN
DE LA GLOIR
vingt-trois vraies fausses nouvelles
Alain Giraud

ILE-DE-FRANCE

SEINE-SAINT-DENIS

MONTREUIL JOUE LA PRÉEMPTION

Ce système permet à la municipalité de contrer la spéculation immobilière

Il suffit de traverser le périphérique pour gagner Montreuil, une commune de 95 000 habitants, la plus peuplée du département de la Seine-Saint-Denis. Collée à la capitale, bien desservie par le métro, cette ville aurait pu connaître la hausse des prix de l'immobilier qui touche la majeure partie de la petite ceinture. Or il n'en est rien.

Même au plus fort de la flambée immobilière, à la fin des années 80, le marché montreuilais est resté singulièrement calme. Et en 1993, le prix du mètre carré avoisine toujours les 10 000 francs. En dessous pour les secteurs les moins favorisés. Un peu au-dessus pour le centre-ville, proche du métro, et pour les quartiers jouxtant Vincennes, la ville voisine du Val-de-Marne.

Le phénomène s'explique en bonne partie par un exercice rigoureux du droit de préemption urbain, qui permet aux communes de se substituer à un acheteur privé dans une transaction immobilière. Mais la loi stipule que pour préempter un bien, une ville doit s'engager sur des projets précis, tels que la lutte contre l'insalubrité, la réalisation d'équipements collectifs, la mise en œuvre d'une politique locale de l'habitat ou encore la promotion des loisirs et du tourisme. Le droit de préemption concerne toutes les villes disposant d'un POS (plan d'occupation des sols). Habituellement, les maires l'utilisent pour mener à bien leurs projets d'aménagement. Mais dans les villes administrées par des élus communistes, comme Montreuil, il est également revendiqué comme un instrument anti-spéculation, un outil de contrôle du marché. Montreuil s'est même doté d'un

droit de préemption renforcé, et appliqué aux zones d'aménagement différé. Résultat : pas un mètre carré montreuilais n'échappe au système.

Dans toute transaction, le vendeur et l'acheteur signent en général une promesse de vente. Dans le même temps, un formulaire de « déclaration d'intention d'aliéner » (DIA) doit parvenir à la mairie. Après un délai n'excédant pas deux mois, celle-ci rend son verdict. Elle peut donner son feu vert à la transaction, ne pas répondre (ce qui équivaut à un accord tacite), manifester son droit de préemption au prix proposé (la vente est automatiquement réalisée à son profit), ou enfin préempter à un prix différent, généralement inférieur aux prétentions du vendeur.

Contrôle du marché

« Dans ce cas, explique M^e Frédéric Dumont, notaire à Montreuil, il reste au vendeur trois solutions : accepter le prix fixé par la mairie, garder son bien, ou alors saisir le juge d'expertise, qui pourra décerner un prix plus conforme à la réalité du marché. »

Cette dernière solution est réservée à ceux qui ont de la patience, car la procédure n'aboutit généralement pas avant deux ans. A ce stade, un retour à la case départ n'est pas non plus exclu, puisque chacune des deux parties peut exercer son « droit de repentir », en d'autres termes renoncer à la transaction.

En 1992, la ville de Montreuil a fait valoir son droit de préemption sur 231 transactions, soit dans 22 % des cas. Elle est

ainsi devenue propriétaire de 37 appartements, pavillons ou terrains. « Ni spoliation ni spéculation », proclame Jean-Pierre Brard pour justifier cette politique. D'après le maire de Montreuil, « la préemption est l'un des outils d'une politique sociale, un frein aux abus de toutes sortes ». Et le maire d'énumérer les exemples de « vols manifestes » qui l'ont conduit à intervenir : « cette chambre d'à peine 7 mètres carrés, sans aucun élément de confort, proposée à 20 000 francs le mètre; ce pavillon acheté 950 000 francs en 1986 et revendu 2 400 000 francs six ans plus tard ».

Jean-Pierre Brard dénonce également les propriétaires qui vendent pour se débarrasser de leurs locaux. Le maire insiste en outre sur sa politique en faveur de l'accès à la propriété : la ville propose des appartements et des pavillons neufs, à prix « raisonnables », par le biais de la SEMINO-B, une société d'économie mixte.

Ce contrôle du marché n'est évidemment pas du goût de tout le monde dans la ville. En tête des mécontents figurent les professionnels de l'immobilier, qui doivent se contenter de commissions en rapport avec les prix du marché. Tous dénoncent ces « atteintes au principe de l'offre et de la demande ». Le maire est d'autre part accusé d'utiliser la préemption à des fins politiques.

En pérennisant le paysage social de sa ville, il s'assurerait un électoral « à sa main ». Les responsables locaux du RPR ont fait de la lutte anti-préemption l'un de leurs chevaux de bataille. Lors des législatives du mois de mars, le chef de file de ce parti, Marc Gaulin, également conseiller municipal et qui s'était engagé à déposer un projet de loi limitant le droit de préemption, a donné du souci à Jean-Pierre Brard, qui a finalement été réélu avec près de 54 % des voix au second tour. Probablement en course pour les municipales de 1995, Marc Gaulin espère que cette fois-ci la mobilisation des petits propriétaires en colère lui permettra de l'emporter.

Laurent Douisan

VAL-DE-MARNE

UN ÉCOMUSÉE DE BANLIEUE

L'histoire de Fresnes reconstituée dans une ancienne ferme seigneuriale

HÉRISSEE de grands ensembles, enclavée par les gigantesques travaux sur la rocade A 86, la ville de Fresnes paye cher le développement de l'île-de-France. Elle souffre également, depuis bientôt un siècle, d'une image qui se confond avec la réputation de la célèbre maison d'arrêt. Au point que la dernière maternité a quitté cette ville du sud de la région parisienne il y a une dizaine d'années.

Difficile dans ces conditions pour les 23 000 Fresnois de se passionner pour l'histoire de leur ville, d'autant que les deux tiers d'entre eux habitent les immeubles construits depuis la fin des années 50. La municipalité de Fresnes s'est donc engagée depuis une quinzaine d'années dans un véritable défi : celui de redonner une mémoire à ses habitants. « Nous voulons créer un lien entre les anciens Fresnois et les nouveaux arrivants. Il faut permettre à tous de connaître le passé de leur ville. Les habitants de Fresnes doivent pouvoir retrouver leurs racines », explique Philippe Chavanon, maire-adjoint (PS) chargé de la culture.

Cette quête a pu s'accomplir grâce à la création d'un écomusée, un équipement que l'on rencontre plus souvent dans les parcs naturels que dans une banlieue. Celui de Fresnes a curieusement été installé dans la « ferme de Cottinville », une des dernières exploitations agricoles dans une couronne de 10 kilomètres autour de la capitale. Cette ancienne ferme seigneuriale de l'abbaye de Saint-Germain-des-Près couvrait plus de 100 hectares après la guerre. On y produisait des pommes de terre jusqu'en 1965.

Depuis qu'elle est devenue

conservatrice de cet écomusée en 1978, l'éthnologue Françoise Wasserman se demande comment cette ferme avait pu échapper à l'urbanisation qui n'a cessé de s'étendre après la guerre depuis les portes de Paris. L'exploitateur n'occupait d'ailleurs plus que cinq hectares avant d'être cerné par le Clos la Garenne, un grand ensemble d'un millier de logements, qui témoigne de l'urbanisme triomphant du milieu des années 60. L'hebdomadaire *Paris-Match* a laissé son nom à l'une des résidences après un reportage resté fameux dans cette ville.

Se gaver de grenouilles

Autour d'une vaste cour, les bâtiments d'habitation, la « grange dimière », l'étable et l'écurie de la « ferme de Cottinville » ont été préservés. Ils sont progressivement remis en état pour accueillir les différentes activités de l'écomusée. Le centre d'histoire locale et régionale constitue un véritable conservatoire du patrimoine naturel et culturel de cette banlieue. On peut y consulter les documents d'archives, les livres et les journaux qui retracent l'histoire de Fresnes et de la région, des lieux dont les souvenirs semblaient avoir complètement disparu, effacés par les bouleversements des dernières années.

Des expositions permettent également aux Fresnois de découvrir des pans entiers de la vie de leur commune. Celle sur « les hommes et les grenouilles » en 1982 a révélé, avec un certain humour, que les habitants de Fresnes étaient autrefois appelés les « grenouilleux ». Ils faisaient une consommation importante du sympathique batracien, qu'ils accommodaient avec une recette jalousement gardée secrète. Le Vendredi saint, bouchers et charcutiers de la capitale venaient à Fresnes, après avoir fermé boutique, se gaver de ces « grenouilles à la fresnoise ».

D'autres savoir-faire locaux ont été présentés grâce à des expositions, comme celle sur « les femmes, le linge et l'eau » en 1986. Mais il a fallu une certaine eudésie à Françoise Wasserman, et le soutien total de la municipalité, pour organiser en 1991 une exposition sur la prison. Malgré les mises en garde de ceux qui craignaient, entre autre, que les maquettes présentées facilitent les évènements, l'exposition a connu un réel succès : « Les familles de gardiens sont venues découvrir la vie exotique derrière les murs », explique M^{me} Wasserman. Cette exposition a permis pour la première fois la rencontre entre des habitants de Fresnes qui s'ignoraient. Personne n'osait, en effet, se rendre dans le quartier de la centrale pour ne pas être confronté avec les familles des détenus.

Pour constituer les collections de l'écomusée et pour retracer l'histoire de la ville, M^{me} Wasserman prend contact avec les Fresnois qui le souhaitent : « Les personnes âgées prennent conscience de la valeur de leurs souvenirs ». Les enfants des écoles primaires, qui sont accueillis à l'écomusée dans un atelier de l'imaginaire, préparent la « mémoire de demain » en photographiant leur ville.

Jusqu'au 27 septembre, l'écomusée présente une exposition sur l'immigration. Intitulée « Rassemblances », elle permet à certains Fresnois de retracer l'itinéraire de leurs familles. Son retentissement conforte le choix de la municipalité. L'écomusée de la « ferme de Cottinville », à laquelle la municipalité consacre 4 millions de francs chaque année, permet aux habitants de Fresnes d'être « fiers » de leur ville.

Christophe de Chenay

TRANSFERTS

La direction de La Poste à Boulogne

C'est dans un immeuble aux lignes futuristes, propriété du groupe d'assurances AXA, que vient de s'installer la direction générale de La Poste. Dans ce bâtiment neuf, situé quai du Point-du-Jour, l'entreprise nationale dispose de 25 000 m², répartis sur huit niveaux afin d'y regrouper ses directions, dispersées jusqu'à sur quinze sites parisiens.

« En choisissant, dans un contexte immobilier très favorable, un immeuble neuf, moderne et fonctionnel, La Poste affiche clairement son identité d'entreprise de service public autonome », souligne la direction. En 1995, l'effectif du siège sera de 1 000 personnes, contre 1 367 actuellement, et 2 800 avant la réforme de La Poste, dotée, depuis le 1^{er} janvier 1991, d'un nouveau statut d'entreprise publique. Une diminution progressive du personnel du siège que la direction justifie « par la politique de forte déconcentration que mène La Poste depuis cette date ».

CIRCULATION

Une association pour l'aménagement de la RN 19

Dix communes du plateau briard, situées à cheval sur le Val-de-Marne et la Seine-et-Marne, représentent 90 000 habitants, ont constitué une association afin d'obtenir l'aménagement de la RN 19 à deux fois deux voies sans feux, entre la voie de desserte orientale du Val-de-Marne à Bonneuil-sur-Marne, et la Francilienne. La RN 19 constitue une liaison essentielle, pour les autobus, depuis Brie-Comte-Robert jusqu'au terminus du RER à Boissy-Saint-Léger.

L'association souhaite que les aménagements donnent lieu à des travaux pour la protection phonique des riverains et que les plantations soient reconstituées. Dans ce but, elle demande aux représentants de l'Etat et de la région, l'inscription de l'aménagement de la route au prochain contrat de plan Etat-région. Pour donner un poids supplémentaire à sa démarche, l'association a invité les conseillers généraux du Val-de-Marne et de la Seine-et-Marne à la rejoindre.

L'association compte huit communes, six du Val-de-Marne : Boissy-Saint-Léger, Linet-Brevinnes, Mondreville-la-Roche, Marolles-en-Brie, Pénigny-sur-Yvette et Villecresnes; et deux de Seine-et-Marne : Brie-Comte-Robert et Servon.

LICENCIEMENT Employés sanctionnés

André Veyssière (RPR), maire de Dugny (Seine-Saint-Denis), a mis fin aux fonctions de deux employés de mairie auxiliaires, et lancé une procédure disciplinaire à l'encontre de six titulaires, à la fin du mois d'avril. Ces huit agents avaient « manqué à leur obligation de réserve en dehors des heures de service », lors des élections législatives. M. Veyssière, candidat dans la quatrième circonscription de la Seine-Saint-Denis, n'aurait pu proclamer les résultats, qui le donnaient battu. En effet, les huit agents, qui se trouvaient dans le bureau de vote, au milieu du public, l'auraient insulté et empêché de parler.

Selon les personnes concernées, la mairie aurait refusé d'annoncer les résultats de sa circonscription. Ils auraient alors chanté la Marseillaise et scandé le nom du vainqueur, Louis Pierra (PC). Ils vont déposer une requête pour « abus de pouvoir » devant le tribunal administratif. Les deux auxiliaires étaient animateurs de garderies depuis cinq et douze ans et allaient être titularisés. Depuis leur licenciement, ils « occupent » leur poste et ont été encouragés par plusieurs manifestations de soutien.

VAL-D'OISE

CONTRAT DE CONFIANCE ENTRE POLICE ET POPULATION

La ville nouvelle de Cergy-Pontoise vient de signer avec l'Etat un plan local de sécurité

POLICE et gendarmerie ont décidé de s'unir pour signer, au mois de mai, avec une structure intercommunale, en l'occurrence la ville nouvelle de Cergy-Pontoise, un plan local de sécurité (PLS). Sur les onze communes composant le syndicat d'agglomération de la ville nouvelle (SAN), cinq sont situées en zone de police nationale et six en zone de gendarmerie. De plus huit d'entre elles emploient des policiers municipaux.

L'objectif du plan local de sécurité (la vingt et unième mesure du programme de Paul Quilès lorsqu'il était ministre de l'Intérieur) est « d'améliorer la prévention de la délinquance par un renforcement de la coopération entre la police nationale et la commune ». Cette coopération

passera par des engagements réciproques, même si le maintien de la sécurité publique, tout comme l'usage de la force publique, reste du domaine de l'Etat.

Formation et équipement

Parmi les engagements de ce dernier figure l'obligation de faire respecter par les nomades le plan d'aménagement des aires de stationnement élaborées par le SAN. La sécurité à la base de loisirs sera assurée par le biais d'une force unique, alors que jusqu'à présent police et gendarmerie se partageaient le territoire sans que pour autant le travail ne soit facilité. Les résultats de la lutte contre la délinquance seront

communiqués au syndicat d'agglomération, mais, surtout, les actions de la police et de la gendarmerie seront coordonnées avec celles de la police municipale.

De son côté le SAN, présidé par Alain Richard (PS), maire de Saint-Ouen-l'Aumône, doit renforcer l'efficacité de cette police municipale par une formation initiale et permanente et par un meilleur équipement. La « ville nouvelle » a également un service de sécurité urbaine composé d'une dizaine de personnes, des appelés du contingent ou des bénéficiaires de contrats emploi-solidarité (CES). Ce service aura pour mission de signaler les dégradations de bâtiment ou d'équipements publics, d'assurer les services d'objets trouvés et

d'enlèvement des épaves. Signé pour trois ans, ce plan doit avoir pour effet premier d'alléger la charge de la police nationale en lui retirant certains travaux administratifs et en lui permettant d'être davantage sur le terrain. Dans le même temps, les effectifs des forces de police devraient être augmentés, par la création de postes nouveaux : il y aurait ainsi 260 policiers au lieu de 220 aujourd'hui.

« Cergy-Pontoise a connu, ces deux dernières années, une augmentation de la petite délinquance, et le sentiment d'insécurité se développe », explique Jean-Michel Rollot, directeur de cabinet d'Alain Richard. Nous avons reçu en deux ans ce que les grands espaces urbains vivent en cinq ou dix ans. Mais nous n'avons ni bandes locales, ni de sanctuaires pour les délinquants où la police ne mettrait jamais les pieds. Nous allons donc intensifier l'itinéraire et la brigade de nuit. L'ambition du SAN est aussi de développer, entre la police et la population, un contrat de confiance, selon l'expression de certains de ses responsables.

Jacqueline Meillon

Le Monde EDITIONS

LES TOURNANTS DE LA GLOIRE

Vingt-trois vraies fausses nouvelles sportives

Alain Giraud

Le Monde DES LIVRES

LE PLAISIR DE LIRE

Chaque jeudi dans le Monde daté vendredi

LA VILLE CHERCHE SES FRONTIÈRES

Pour traiter les problèmes urbains, il faut passer du quartier à l'agglomération. Un changement d'échelle qui bouleverse aussi les pouvoirs



CENTRE

Des lycéens construisent l'Europe

LA vitalité du journal du lycée Jean-Guéhenno à Saint-Amend-Montrond, dans le département du Cher, le Mur, a de quoi laisser penser bien des professionnels. En sept ans, ce bimestriel scolaire, tiré aujourd'hui à 1 800 exemplaires, montre une réussite inouïe. Son sixième numéro, paru le 17 mai, consacré à l'Europe, le confirme. Se paraitant d'une rencontre de trois jours entre onze délégations étrangères de lycéens et d'enseignants au lycée de Saint-Amend, afin de créer une structure permanente de relations culturelles, professionnelles et éducatives entre douze établissements scolaires d'Europe.

A l'issue de la rencontre, au cours de laquelle se sont succédés des conférences et des ateliers de recherche, s'est tenue la première séance d'un « Parlement lycéen européen ». Aux côtés de l'équipe du Mur, le proviseur, qui n'est pas étranger à cette initiative, a laissé entendre que, dès la prochaine rentrée, ce lycée d'enseignement professionnel spécialisé dans la bijouterie et l'horlogerie pourrait bénéficier des premières suites concrètes de ces journées.

Chenonceaux et Chambord en tête

L'Observatoire régional du tourisme du Centre vient de fournir des indications sur la fréquentation des châteaux de la Loire en 1992. Ainsi, les deux morceaux de brevoire du patrimoine français que sont Chenonceaux (930 000 visiteurs en 1992) et Chambord (743 232) accusent une légère baisse de fréquentation par rapport à 1991 (- 2 %), mais enregistrent cependant, sur la période 1988-1992 une forte progression (+ 27 % pour Chambord, + 16 % pour Chenonceaux).

Un petit nouveau est en train de se glisser dans ce hit-parade, le château de Chembrolles dans la Loire, récemment restauré par le conseil général. De mai à décembre 1992, ce site avait déjà attiré 82 641 visiteurs. Mais le Val de Loire est aussi le val de l'atome, et les touristes s'arrêtent pour visiter les centrales nucléaires qu'EDF a essayées sur les bords du fleuve royal et qu'elle fait découvrir. La centrale de Chinon a, par exemple, reçu 29 137 visiteurs en 1992.

POITOU-CHARENTES

Poitiers passe au vert

La vague verte atteint le district de Poitiers. Celui-ci vient d'adopter un plan de cinq ans en faveur de l'environnement. Sa première action est d'en informer la population. Sans le soutien des habitants, les collectivités locales sont impuissantes dans ce domaine. Cadre de vie, propreté urbaine, qualité de l'eau, des déplacements, l'ensemble de ces projets méritait bien la création d'un journal bimensuel, largement diffusé, et d'un label « Plan vert ». Dans les mairies membres du district et dans tous les points d'accueil du public sont distribuées des fiches d'information spécifiques pour les propriétaires de berges de rivières, les commerçants, etc.

A l'occasion d'une exposition itinérante, les élus se déplacent pour aller parler des questions d'environnement. Samedi 5 juin, plusieurs animations sur le thème du traitement et de la collecte des déchets devaient marquer le point d'orgue de cette campagne de sensibilisation.

Mais cette politique qui concerne 3 millions de personnes a ses limites. « A regarder les problèmes de chaque quartier, on s'interdit d'y apporter des solutions, car celles-ci sont gérées localement », estime Jean-Marie Delarue, qui a été confirmé dans ses fonctions de délégué à la ville. Une étude de l'INSEE montre que durant le X^e Plan (1989-1993), 363 communes auront bénéficié de la procédure DSQ, mais que 407 conventions ont été signées. Celles-ci en effet concernent soit une commune et plusieurs quartiers, soit un quartier intercommunal et plusieurs communes.

Les chercheurs de l'INSEE font un autre constat : « Tout se passe comme si se constituait un « noyau » sur lequel la croissance économique n'a aucun effet, tout la qualification des postes offerts est en rupture avec le profil des demandeurs d'emploi. La constitution de ce noyau durit alors de pair avec sa concentration sur des territoires qui auraient de moins en moins une fonction de « passage » vers des situations meilleures, mais retiennent des populations incapables d'accéder à une autre partie de la ville, à un emploi stable et à un logement de qualité (1) ». En quelque sorte des ghettos où misère et marginalité ne peuvent que perdurer.

Pour sortir de cette logique infernale, les pouvoirs publics et les élus locaux ont peu à peu pris conscience de la nécessité d'élargir leur zone de réflexion et d'action. Les questions de délinquance ont un peu servi de révélateur. Inutile, en effet, d'être un fin expert des questions policières pour constater qu'il n'y a pas de coïncidence entre l'endroit où réside le délinquant et celui où il perpète son larcin. Il en va de même de la prévention : promulguer un arrêté municipal pour empêcher les gamins de « sniffer » de la colle risque de ne pas avoir beaucoup d'effet, si la commune voisine n'en fait pas autant.

« Il faut saisir la réalité urbaine qui se situe généralement au niveau de l'agglomération », prône Jean-Marie Delarue. La politique des contrats de ville, lancée à l'automne 1988, incluait une injonction à l'intercommunalité, une obligation de trouver ensemble des solutions et de partager les coûts. Une véritable gageure et un pari sur l'avenir. « Le travail en commun est la seule solution, si l'on veut éviter de retrouver dans quelques années, au niveau des communes, les différences qui se sont créées entre les quartiers », estime Françoise de Veyras, adjointe au maire de Toulouse. Comme beaucoup de cités de province et contraire-

ment à Paris, la « ville rose » abrite intra-muros une part importante d'habitants aux revenus modestes : 70 % du logement social de la Haute-Garonne se trouve sur le territoire de Toulouse et 90 % à l'ouest de l'agglomération sur les communes de Toulouse, Blagnac et Colomiers.

En décembre 1992, Dominique Baudis, le maire DSQ de Toulouse, est parvenu, non sans difficultés, à réunir treize communes dans un district qui compte près de 500 000 habitants. Mais il aura fallu plus de trois ans pour élaborer le contrat de ville qui concerne 26 communes. Sur les douze thèmes envisagés au début de la procédure, cinq seulement ont été résistés à l'après-débat : politique sociale du logement et de l'habitat ; développement des DSQ ; prévention de la délinquance ; politique culturelle ;

requalification des espaces urbains. Saint-Nazaire a su éviter cet écueil. Il est vrai que l'histoire l'y a aidé. Dans cette agglomération, en effet, la banlieue est plus ancienne que la ville-centre qui, du coup, ne pouvait se targuer d'authenticité. « Lorsque nous avons commencé notre étude en 1989, nous l'avons fait dans le cadre d'une Association pour l'étude d'un contrat d'agglomération de la Basse-Loire qui n'avait aucune compétence particulière et qui du coup, a pu aborder tous les sujets », explique Laurent Théry, secrétaire général de la mairie de Saint-Nazaire.

Les choses n'ont pas été aussi faciles à Dunkerque, qui s'est retrouvée coincée dans le cercueil d'une communauté urbaine datant de 1968. Et le fait d'être habité à régler ensemble des problèmes techniques, comme celui de la

collecte des ordures ou de l'épuration des eaux, n'aide pas nécessairement à traiter des questions sociales ou culturelles. Cela pourtant s'imposait, tant les absurdités pouvaient être grandes : ainsi, des mesures tel que le Plan local d'insertion bénéficiant de financements européens, négocié avec la ville de Dunkerque, ne pouvaient profiter qu'aux seuls chômeurs dunkerquois, ceux des communes voisines en étant exclus. Au fur et à mesure de la préparation du contrat de ville, les élus ont appris la solidarité, notamment à l'occasion de la création d'un Fonds d'action sociale et culturelle où chaque commune doit apporter sa contribution.

Le dialogue n'est pas non plus aisé entre une métropole qui cherche à agrandir son territoire et son environnement rural. Avec ses 180 000 habi-

A l'écoute des Mureaux

Qu'elle visite les quartiers excentrés des Mureaux, ou qu'elle travaille sur son ordinateur, Sylvie Durand-Savina fait l'effet d'un ouragan. Rayonnante d'énergie dans son chemisier orange vif, cette femme de trente-neuf ans à la voix grave, chef de projet de développement social et urbain, n'est pas une employée de mairie comme les autres. D'abord parce qu'elle est contractuelle et qu'elle s'en félicite, malgré la précarité de ce statut. « Une bonne partie de mon travail consiste à lutter contre l'inertie des fonctionnaires. Il faut mieux donc que je ne le sois pas moi-même ! » Ensuite, parce que cette forte personnalité, dotée d'un solide bon sens, d'une saine impatience et d'un certain franc-parler, n'hésite pas à bousculer le train-train des habitudes. « Elle est l'aileron des services », explique le maire des Mureaux, Alain Etard (PS).

Pourtant, lorsqu'on lui demande de devenir chef de projet, en 1989, Sylvie Durand-Savina ignore tout de ce nouveau métier. Elle est alors directrice des affaires culturelles aux Mureaux, où elle a été embauchée en 1983, après une maîtrise de lettres et des études d'histoire de l'art à l'École du Louvre. « C'était elle que je voulais », insiste l'adjointe chargée de la vie quotidienne, Marie-Françoise Savigny, qui ne manque pas, non plus, de tempérament. Sylvie Durand-Savina dispose alors de nombreux atouts : elle connaît bien l'histoire des Mureaux, participe à son réseau associatif, et sait comment fonctionnent les rouages municipaux. Enfin, elle possède l'essentiel : une capacité impressionnante à établir un contact humain avec les gens.

La municipalité socialiste, qui vient de prendre la mairie au PC, décide de mener une nouvelle politique de la ville. Aux années de réhabilitation lourde succèdent l'accompagnement social. Sylvie Durand-Savina doit « écou-

ter » les habitants, « surtout ceux qui ne parlent pas la », précise-t-elle. Elle fait du porte-à-porte et dresse un réseau d'interlocuteurs : concierges, instituteurs, habitants, etc. Écouter ne suffit pas, il faut aussi « décoder » les demandes. Ainsi, lorsqu'une vieille dame assaillie se plaint des bruits de son immeuble, elle lui trouve un petit travail à temps partiel, qui consiste à coller des enveloppes. « La vraie demande de cette personne, c'est qu'on s'occupe d'elle », juge le chef de projet.

Panneaux de basket

Elle doit écouter, traduire, mais aussi « faire remonter » les demandes des habitants des quartiers auprès de la mairie. C'est, curieusement, un des aspects les plus délicats de sa mission. Une demande de panneau de basket-ball concernait aussi bien les services techniques que les sports et les espaces verts. Il faut donc réunir tout le monde, quitter le bureau de l'emploi du temps des uns et des autres, « parce que si l'on attend le bon-volonté des ronds-de-cuir, les gamins vont s'énervier et casser les boîtes aux lettres ». Lorsque le panneau est commandé, il faut fixer une date pour son installation, s'assurer que les délégués seront tenus. Sylvie Durand-Savina peste souvent contre les « technocrates qui ont un hygiène dans la tête » et qui, depuis leurs bureaux du centre-ville, ne comprennent pas son souci de l'urgence. « Comment vais-je être reçue si je dois dire aux jeunes d'un quartier qu'ils ne pourront pas jouer au basket avant la fin des vacances ? »

La chef de projet DSQ doit parfois plénifier quelques plates-bandes, pour que les agents servent au mieux un public en difficulté. Il emène que le Centre communal d'action sociale, les affaires scolaires ou le service santé travaillent sur un même

« dossier », sans le savoir. « Je dois leur expliquer qu'ils ont à faire à une seule et même personne, et qu'ils doivent coordonner leurs efforts. » Or, le travail en commun suscite des gémissements de dents. Certains pensent qu'il remet en question leurs compétences. Tant pis ! La politique de la ville doit être « transverse », indique le maire, même si, « dans une administration où la verticalité est reine, cela perturbe les habitudes ».

Sylvie Durand-Savina estime avoir remporté une grande victoire sur les pesanteurs administratives en obtenant une enveloppe de 250 000 francs pour de petits travaux d'investissement. Financée pour moitié par l'Etat, cette somme permet de répondre à l'urgence. « Quand de vieilles dames se plaignent de ne pouvoir sortir prendre le soleil parce qu'elles n'ont pas de banc, nous dépensons tout de suite l'argent nécessaire pour l'installer. Nous n'avons pas à monter un dossier et à patienter un an. » Pourtant, ce chèque au blanc dégage aux règles de financement de l'Etat, qui n'accorde de subventions qu'à posteriori. Il a fallu un coup de pouce du sous-préfet à la ville pour que les crédits soient ouverts.

Malgré ces succès de satisfaction, Sylvie Durand-Savina éprouve quelques craintes pour l'avenir. Un projet de local multi-services associatif, dans le quartier des « Musiciens », bureau d'état civil, caisse d'allocation familiale, mission locale d'insertion, assistantes sociales et policiers, est aujourd'hui bloqué parce qu'il faut attendre les subventions de l'Etat, et que le commissariat traîne les pieds. « Nous avons réussi à reprendre contact avec la population la plus démunie, prévient cette spécialiste du terrain. Mais nos efforts ne pourront se poursuivre que si l'on renforce les services publics dans les quartiers. »

Rafaële Rivais

tants, Reims, par exemple, étouffe un peu dans ses limites. Le parc HLM y est très développé, alors que les communes alentour comptent moins de 1 000 habitants. En 1975, un schéma directeur avait été établi concernant 137 communes. Mais les aléas de la conjoncture économique ont entravé son déroulement. Le report de croissance sur les bourgs alentour n'a pas eu lieu alors que Reims a atteint la saturation. A l'occasion de la révision de ce schéma, les petites communes ont choisi de se regrouper en six districts ruraux pour mener le dialogue avec la ville-centre. A Lille, on a dû se contenter de fixer des « lignes d'objectifs ».

A Lille, on a dû se contenter de fixer des « lignes d'objectifs »

Dans certains cas, la limitation des domaines d'intervention peut constituer un obstacle à l'intercommunalité. C'est par exemple ce qui s'est passé à Lille en raison de l'absence de compétences des communes urbaines dans le domaine social. Conséquence, le contrat de ville a dû se contenter de fixer des « lignes d'objectifs » plutôt que des « lignes d'action », et trois villes sur les 86 de la Communauté urbaine de Lille (CUDL) ont tout de même refusé de l'approuver. « Pour passer d'une logique institutionnelle à une logique territoriale, il faut un consensus politique, comment le Juridisme reprend le dessus », commente François Brière, chef du service habitat et quartier à la CUDL.

Pour la préparation des contrats de ville du XI^e Plan, la délégation interministérielle à la ville a décidé d'encourager le pragmatisme. Ils devraient être signés à partir du 1^{er} janvier 1994. S'il s'agit d'un problème de transport, je recommande par exemple qu'on prenne l'aire géographique de la compagnie de transport. S'il s'agit de problèmes scolaires, on peut prendre celle du recrutement des écoles primaires et des collèges, explique Jean-Marie Delarue. Le périmètre de référence peut être variable à condition qu'il y ait solidarité entre les communes riches et les communes pauvres.

Il est d'autres frontières dont le tracé devient problématique dans la recherche de l'intercommunalité : ce sont celles des services de l'Etat. « Les contrats de ville posent avec force la question de l'organisation des services de l'Etat face à un pouvoir d'agglomération. L'organisation géographique de l'Etat constitue un enchevêtrement inextricable et souvent inefficace pour les collectivités locales. Ainsi, par exemple, un sous-préfet d'arrondissement éprouve de grandes difficultés à rester un interlocuteur compétent face à une communauté urbaine et à un district », note le cabinet Teu, dans une étude consacrée à l'évaluation des contrats de ville. Sans compter le département, base juridique inexpugnable de la vie administrative française qui détient les cordons de la bourse en matière d'action sociale et d'animation des collèges.

En réalité, derrière le débat du périmètre le mieux adapté à une bonne politique de la ville se profile celui sur la répartition des pouvoirs. Car toutes ces décisions qui relèvent de l'intercommunalité et de la solidarité supposent généralement que certaines communes perdent quelque chose au profit de leurs voisines et surtout que les édiles acceptent d'abandonner une parcelle de leur pouvoir. Sans savoir quelles conséquences en tireront leurs électeurs.

F. Ch.

(1) INSEE Première, numéro 234, décembre 1992

BRON

DÉBAT

AMÉNAGEMENT ET TRANSPORTS : MÊME COMBAT !

par Jacques Auzette

AMÉNAGEMENT du territoire et politique de la ville font l'objet de débats au Parlement. Rendre accessible à tous l'éducation, la formation, l'emploi, la santé, les commerces, la culture, les loisirs ; mais aussi lutter contre la congestion des villes, la pollution, la surconsommation d'énergie et améliorer la qualité de vie, tels sont les objectifs des services publics locaux de transport. Ils sont aussi de formidables outils d'aménagement de la ville, voire du territoire. Tramways et VAL représentent les fils conducteurs d'une ville rénovée, qui renoue ses quartiers entre eux.

Ne peut-on envisager le même pari autour de lignes régionales SNCF, pour revitaliser les secteurs ruraux, et recomposer le périurbain autour des transports collectifs, diminuant ainsi le nombre de voitures affluant en ville ? Une véritable gageure pour la concertation entre villes, communes périurbaines, départements et régions. Un challenge qui n'implique pas seulement les responsables transport, mais aussi ceux de l'urbanisme et de la planification.

Les transports publics ne sont pas concurrents, mais complémentaires de la voiture. Loin de l'idée du GART ou du comité Métrobusvaldrom de faire du développement des transports publics un but. Les transports collectifs, contrairement à l'automobile, ne sont toujours qu'un moyen de se déplacer. Il faut donc que les collectivités locales poursuivent leur effort, par ailleurs, il y a près de vingt ans, par l'instauration du versement transport dans les agglomérations, autorisé pour les départements et les régions par la décentralisation.

Il s'agit de mettre en place un véritable système de transport, une chaîne de déplacements, du rural profond aux bourgs, des zones périurbaines aux agglomérations. Après dix ans de décentralisation, le temps de la concertation entre collectivités territoriales est maintenant venu. Beaucoup d'entre elles l'ont déjà compris : on ne compte plus les intégrations tarifaires, les pôles d'échanges, les lignes départementales ou régionales qui des-

servent aussi les agglomérations. Mais cela reste encore insuffisant.

Il faut innover, en inventant des transports publics moins classiques : taxis collectifs, transport à la demande, dessertes de soirée vers les cinémas, les théâtres, agents d'accueil dans les quartiers réputés difficiles... mais aussi des tramways qui empruntent les voies du chemin de fer, des trains exploités comme des tramways.

Donner aux régions plus d'autonomie

Responsable de l'aménagement du territoire et de la politique de la ville, l'Etat ne peut se défaire sur les collectivités locales. Il doit afficher une priorité pour les transports publics dans la préparation du XI^e Plan. Il lui faut donner aussi aux collectivités locales les moyens de leurs volontés politiques.

Or aujourd'hui, les régions, pour prendre cet exemple, ne disposent pas d'autonomie réelle d'organisation de leurs transports. La dotation de l'Etat, qui compense le déficit des ex-services omnibus de la SNCF, ne leur a pas été transférée directement, la SNCF le gérant pour leur compte. On peut ainsi s'interroger sur le rôle assumé par la société nationale, à qui les collectivités locales demandent le maintien de dessertes ferroviaires qu'elles jugent indispensables à l'équilibre de certains bassins de déplacements et qui considèrent ne pas pouvoir les exploiter avec le rentabilité économique suffisante que lui impose le contrôle de plan avec l'Etat.

C'est à l'Etat, au titre de l'équilibre et de la solidarité, et aux régions, qui ont compétence pour l'aménagement du territoire, de prendre en charge le maintien du service public de transport sous la forme la plus efficace en termes économiques et sociaux. Il faut donc donner aux régions des moyens réels d'action, le transfert de la « dotation omnibus » en fait partie.

Les départements au moment de la décentralisation ont bénéficié d'une dotation globale de fonctionnement au titre de la parti-

cipation de l'Etat au financement des transports scolaires. Déjà nombre d'entre eux ont profité de leurs compétences pour moderniser leurs transports. Toutefois, l'Etat leur a laissé quelques embûches, ils organisent les transports des lycéens, mais ce sont les régions qui implantent les lycées, et l'éducation nationale modifie au gré des réformes les cartes scolaires et les horaires...

En milieu urbain, par la voie du versement transport, l'Etat a donné aux autorités organisatrices des moyens d'action. Insensiblement, cela les a conduits à étendre leur périmètre d'action, au grand dam des départements qui ont vu leurs marchés les plus rentables rétrécir, sans contrepartie. Le versement transport, une manne pour les transports publics ? Pas si sûr, puisque dans le même temps l'Etat diminuait sensiblement son aide à l'investissement pour les transports urbains de province.

Certes, les plans de relance du gouvernement n'ont pas oublié les transports publics, reconnaissant l'impact de leur développement sur l'emploi. Mais comment mettre en place dans les villes une politique de transport urbain à long terme quand la politique de l'Etat varie au gré des gouvernements, la suspension de la subvention pour le VAL de Rennes en est un exemple (le Monde daté 30-31 mai), de l'annuité budgétaire, des crises énergétiques, des alertes à la pollution ?

Le XI^e Plan est en préparation, il est temps que les collectivités territoriales s'asseyent autour d'une table pour dialoguer avec l'Etat et mettre en avant la priorité au transport public. Réconciliant ainsi rural et urbain, pour dégager les fonds nécessaires à un véritable système de transport qui reliait les espaces ruraux, les quartiers défavorisés aux secteurs d'activité, les bourgs aux métropoles, les régions à l'Europe. Les collectivités locales sauront ainsi montrer qu'elles sont majeures, prêtes à assumer leurs responsabilités.

► Jacques Auzette (PS) est président du Groupement des autorités responsables de transport (GART) et maire de La Roche-sur-Yon.

LIVRES

PROMENADES VERS LES CIMES

LES LACS DES PYRÉNÉES

par Louis Audoubert et Hubert Odier
Editions Milan,
300, rue Léon, Joulin,
31101 Toulouse, 175 p., 280 F.

LES REFUGES DES PYRÉNÉES

par Louis Audoubert et Hubert Odier.
Editions Milan,
175 p., 280 F.

GUIDE de haute montagne, écrivain, conférencier, photographe, marcheur impénitent, Louis Audoubert connaît tous les sommets, de l'Himalaya à la cordillère des Andes, des Alpes aux Rocheuses. A chaque retour d'expédition lointaine, il retrouve ses premières amours : les Pyrénées. Il les sillonne depuis sa plus tendre enfance, et les immortalise en terme de « pyrénéiste », que les défricheurs d'espace semblent avoir inventés pour lui.

Cet Ariégeois connaît par cœur les trois cents sommets de 3000 mètres, les milliers de lacs et les moindres recoins des Pyrénées. Ces dernières l'inspirent, caressent son imagination et agrémentent quelques-unes de ses plus enjouées équipées. Après la Grande traversée des Pyrénées, de Cerbère à Hendaye, à toutes-cretes, Louis Audoubert a confié aux Editions Milan le plaisir de sa rencontre avec les lacs et les refuges des Pyrénées. Les deux éléments sont distinctement séparés dans deux ouvrages, mais demeurent intimement indissociables durant les courses en montagne.

Il a partagé cette promenade avec un autre ascensionniste, Jean-Jacques Rollat.

Hubert Odier. Les lacs sont difficiles à recenser dans les Pyrénées, tant le dégel en crée de nouveaux à chaque saison. Louis Audoubert en a choisi cent, au gré de ses itinéraires, de la plus petite gouille glacière aux immenses retenues artificielles de Cap-de-Long. Véritables « rives du ciel », ces lacs peuvent être perchés, suspendus, ou encaissés sous la rocaïlle. Ils forment parfois des chapelets, comme des gouttes d'eau magique, accueillant souvent gentiane, edelweiss, ou génepi. Du lac d'Isabé, repaire des derniers ours bruns, au lac de Gaube, près du Vignemale, où folâtraient d'audacieux isards, du lac Bleu au lac Nègre, des Eneantats au mont Perdu, Louis Audoubert rafraîchit notre découverte, tout au long d'un circuit littéraire.

Et, comme s'il avait voulu prolonger cette invitation à la balade, Louis Audoubert propose cent étapes supplémentaires dans les refuges des Pyrénées. Les noms chantent comme les lacs et abritent la légende des grands pyrénéistes. Les plus connus sont ceux des Oulettes, de Baysse-lance, du refuge de la Brèche de Roland, de la Glère, haltes régénératrices vers le Vignemale, le cirque de Gavarnie, ou le massif du Néouvielle.

L'auteur a également bivouaqué au refuge Ledormeur, près du Balaitous, au refuge de Goritz, étape incontournable en Espagne.

Pour ceux qui aiment les paysages de montagne, l'immersion de ces lacs et de ces refuges représente une approche initiatrice vers les sommets, sentinelles des Pyrénées.

Jean-Jacques Rollat

OFFRES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

VILLE DE 50 000 HABITANTS SUD-OUEST
recrute son

DIRECTEUR DE LA COMMUNICATION

Missions :

- Il devra assurer :
- la mise en œuvre de l'information écrite et de la communication de la ville ;
- assurer la gestion des supports d'information et de promotion ;
- le suivi de la communication interne de la collectivité.

Profil :

- formation supérieure en communication (ou expérience équivalente) avec qualité rédactionnelle confirmée ;
- expérience professionnelle dans le domaine de la communication et bonne connaissance du milieu territorial ;
- aisance professionnelle, capacité à encadrer et à animer une équipe, sens de l'organisation et disponibilité.

Emploi contractuel. Cadre A à pourvoir immédiatement.

Envoyer candidature manuscrite, c.v. + photo au MONDE PUBLICITÉ sous n° 8 655,
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avia, 75902 Paris Cedex 15.



VILLE DE BRON
(41 000 habitants)
recherche

le DIRECTEUR DU SERVICE DES AFFAIRES CULTURELLES ET DE LA JEUNESSE ATTACHÉ PRINCIPAL OU ATTACHÉ

MISSIONS :

- Mise en œuvre et animation de la politique municipale.
- Coordination de l'animation socio-culturelle et des actions destinées à la jeunesse.
- Suivi et développement des relations avec le secteur associatif, aide à la décision en matière de financement.
- Organisation et gestion d'événements culturels locaux.

QUALITÉS REQUISES :

- Capacité de propositions et d'initiatives.
- Expérience dans le domaine socio-culturel, associatif, connaissance des collectivités locales.
- Aptitude à l'analyse de bilans comptables et d'activités.
- Disponibilité et sens des relations.

Adresser candidature et C.V. AVANT LE 20 JUIN 1993 à :

Monsieur le Maire,

Square de Weingarten, 69671 BRON. Tél. : 72-36-13-45

La Rose des Vents

Scène nationale de Villeneuve-d'Ascq (Nord)

recrute son

ADMINISTRATEUR

Homme ou femme, il/elle devra justifier d'une solide expérience de gestion à un poste et dans une structure similaire (diffusion/production). Rémunération SYNDEAC à négocier suivant l'expérience du candidat.

Envoyer CV + lettre de motivations à

Monsieur le directeur
La Rose des Vents
Boulevard Van-Gogh
59650 VILLENEUVE-D'ASCQ



LA VILLE
DE LA ROCHE-SUR-YON
(49 000 habitants)

recrute

par mutation ou sur liste d'aptitude

UN CONSERVATEUR TERRITORIAL DU PATRIMOINE

(cadre A de la Fonction Publique Territoriale)

MISSIONS

- Direction et gestion du musée municipal.
- Coordination de l'atelier d'arts plastiques.
- Préfiguration d'un équipement muséographique.

PROFIL DU CANDIDAT

- Connaissance en histoire et histoire de l'art pour la période du XIX^e, XX^e siècles.
- Connaissance de l'art contemporain (photographies, peinture, sculpture).
- Expérience souhaitée, mais débutants exceptés.

Merci d'envoyer votre lettre manuscrite et votre curriculum vitae sous les références H.L. jusqu'au 20 JUIN 1993 dernier délai, à :

MONSIEUR LE MAIRE ■ Hôtel de Ville

Direction des Ressources humaines

BP 829 - 85021 LA ROCHE-SUR-YON Cedex

Renseignements à la Direction des Ressources humaines, Joëlle LAMBIJON.
Tél. 51-47-45-54



DOLE

Entre deux axes majeurs

LES rues sont douces à la lumière, tranquilles comme dans un rêve un peu mûr. A Dole, les dimanches traînent jusqu'aux ludois : magasins fermés et passants discrets. Place aux Fleurs, des vieilles dames assises sur des chaises - les Commères, œuvre de brozo du sculpteur Jaos Boettcher - ont fini de tuer le temps.

Dole paraît indolente, oonchalante, alangouie. A l'image du tableau de Jules Machard, *Angélique attachée au rocher*, « don de l'Empereur (1869) », accroché au musée, rue des Arènes. La belle héroïne s'ahaadonne à ses lourdes chaînes, laisse envahir, dans son supplice, l'essouffé d'un sourire.

Mais, ici comme ailleurs, il faut se méfier des apparences, et des accents circonstanciés : le o de Dole n'en porte point, il se prononce donc fermement, sèchement même. Ainsi le nom de la ville elle-même, comme l'étoedard de son passé, des longues années où elle fut capitale de la province de Franche-Comté. Les grands ducs Valois y avaient installé un Parlement, une université où des professeurs, originaires de Flandre ou d'Italie, travaillaient à l'émergence de l'élite. Dole, déjà, se sentait portée par les vents culturels de l'Europe.

Cette situation enviable suscite rancœurs, jalousies et convoitises. Dès la fin du quinzième siècle, les Français l'ingèrent sur elle, l'assègent par deux fois, et la sacroent. Dole n'est plus que poussière. Elle renaît de ses cendres, sous l'autorité des Habsbourg, s'entoure de fortifications, devient bastion de la foi catholique, symbole de la Contre-Réforme.

Las, les Français en redemandent : 1636, Dole est de nouveau assiégée par les troupes de Louis XIII. Ce sont celles de Louis XIV, en 1674, qui viendront à hnt de sa

résistance. Quatre ans plus tard, la Franche-Comté est française. Dole est dégradée de son titre et de ses fonctions de capitale. Besançon, la voisine, tire la couverture à elle.

Après ce mauvais coup, la ville se replie, traverse le dix-neuvième siècle sur la pointe des pieds. Mooter eo hant du clocher de la Collégiale éclaira cette parenthèse : le cœur de Dole est toujours agrippé au pied de cette basilique, tout ramassé sur ses ruelles qui glissent vers le Doubs, au courant mélancolique. Seul un maigre faubourg a traversé la rivière, modeste façade d'une histoire nuivrière pourtant sacrée dans cette vallée.

Il faut faire un saot dans les années 60-70 pour que la ville reprenne un peu élan. Grâce à un homme, Jacques Duhamel. Ce protégé d'Edgar Faure, Franc-Comtois aussi, député du Doubs, conseiller général de Dole, premier adjoint au maire, puis maire de 1968 à 1976, a de l'ambition pour sa ville. Il espère une agglomération de 60 000 habitants, eo laocce les premières bases : ce seront les Mesniles-Pasteur. Mais, comme de bien entendu, cette ZUP a été rejetée le plus loin possible, à l'arrière de la cité.

Logiquement, aujourd'hui, elle accumule quelques réputation, quelques fissures, et cherche un oonveau souffle vin une procédure de développement social des quartiers. Six mille habitants dans le quartier historique, où brille une pléiade de plaques cuivres, autant aux Mesniles-Pasteur, où le lycée Jacques-Duhamel s'agrandit. La ville aurait pu tenter de gérer cet équilibre, et, sans trnp de secousses, accompagner son destin de sous-préfecture du Jura, de « cité agréable à vivre ».

Or Dole ne veut pas s'en tenir là. La voilà qui s'auto-proclame « Carrefour de l'Europe ». Certes, reconnaît son

liaison de la Corniche, uo ouvrage pour franchir le Doubs (97 millions de francs) qui, eo 1997, devrait soulager la circulation interne. Gilbert Barbier en est persuadé. Dole est une ville partie pour communiquer.

Un avis que eo partage pas Dominique Voynet : « Dole est suspendue sur le vide », tranche la porte-parole des Verts, qui, entre deux assemblées générales de son mouvement, assure, tant bien que mal, ses fonctions de conseillère municipale miocritaire.

Uoe miocritaire qui a quoad même obtenu 46,13 % des voix lors des législatives de mars dernier. Entre les deux tours, une partie de Dole s'est encoaoilée. Seralent-ils assez oombieux pour envoyer l'Assemblée oatioonale, « une femme, verte, décolorée, divorcée et née à Montbéliard », comme s'autodéfini eo riaoit Dominique Voynet ? Au Café de la Navigation, rendez-vous des jeunes, à deux pas de la Maison Verte, eo y a cru un petit, voire beaucoup, même passionnément. Mais c'est Gilbert Barbier qui a été élu.

Retour à la réalité et aux dossiers municipaux. A la mairie, Dole est reliée à l'Europe par uo faisceau d'autoroutes et de TGV. A la Maison Verte, centre de gravité des « alternatifs », la représentation de la ville sur la carte est à l'intersection de Tchernohyl et de Creys-Malville. A l'évidence, il y a divergence. Divergence aussi, bien sûr, sur le canal Rhin-Rhône, « absurdité économique », selon Dominique Voynet. Divergence culturelle sur les projets d'antennité. Divergence sur l'appréciation de l'avenir dolois. « La ville périclitée », estime Dominique Voynet, parce que le maire ne travaille pas à impulser une politique d'ensemble. Il n'y a pas de communauté urbaine ou de communauté de communes pour donner à Dole plus de poids dans la région Franche-Comté, face au lobby bisonin, toutes tendances politiques confondues, et à celui de Peugeot à Belfort-Montbéliard.

Traduction de cette perception des choses : le tracé du futur TGV Rhin-Rhône, et l'implantation de sa gare multimodale. Le sujet fait l'objet d'une franche polémique au seio de la Cbamhre régionale de commerce. Dans cette lutte d'intérêts particuliers, Dole risque fort de laisser des plumes, estime Dominique Voynet, qui siège au conseil régional. Pourtant, elle est favorable à ce TGV, qui « pour une fois ne passera pas par Paris ».

Uo cheminant, responsable CGT et conseiller municipal communiste, Mario Lucbin, partage cette crainte : « La gare de Dole va, en fait, être déplacée, au profit de la multimodale. » Avec toutes les

cooséquences sur l'emploi : « Déjà qu'il y a des agences intérimaires dans la ville », note Mario Lucbin qui comptabilise les licenciements, « l'augmentation de 17 % des chiffres du chômage sur le bassin d'emploi en un an ».

Dole abrite quelques entreprises importantes, dont Solvay, qui emploie 2 600 salariés dans la chimie (contre 3 200 il y a peu d'années). L'électronique est présente avec ITT (550 emplois) au Ampbenol Socapex (330), l'agroalimentaire avec Bel (400), et une centrale d'achats, Intermarché (400).

Mais la mairie cherche à renforcer le tissu des entreprises moyennes, sans vouloir spécialiser la ville autour d'une activité, pour ne pas mettre « tous ses œufs dans le même panier », alors que la période est difficile pour l'économie. Plaque de publicité vantant les mérites de « Dole, génération performance » à l'appui, ou raihes attractifs sur le prix des terrains en zone industrielle (20 francs le mètre carré), tout est mis en avant, y compris le « caractère » de la cité pour attirer des investisseurs potentiels.

Avec un budget annuel de 170 millions de francs, dont 40 consacrés à l'investissement, la municipalité sait ses moyens limités. Le maire a proposé à ses collègues de s'associer dans uoe communauté de communes. Pour vaincre les résistances, il leur a promis qu'il n'en prendrait pas la présidence. Mais il a conscience que le chemin sera long et délicat.

N'ayant rien obtenu lors de l'élaboration du schéma Université 2000, négocié entre l'Etat et le conseil régional, Gilbert Barbier est prêt à engager d'importantes sommes publiques pour le développement d'un institut de formation privé, qui connaît pourtant actuellement des difficultés. Sioon, il y a le lycée Jacques-Brel, et ses BTS. Et puis, finalement, les universités de Besançon et de Dijon ne sont qu'à quarante-cinq kilomètres de Dole.

Ce hnn voisinage peut s'avérer pervers. Entre ces deux capitales régionales, Besançon (Franche-Comté) et Dijon (Bourgogne), Dole risque d'être réduite à la portion congrue de l'aménagement du territoire, d'être enfermée dans une logique de banlieue d'auce à vivre. Envués alors les rêves de « Carrefour de l'Europe ». Mais est-ce si grave ? C'est bien connu, au centre des carrefours, il y a des enurants d'air, car nu n'y fait que passer.

de notre envoyé spécial Bruno Caussé

Prochain article : BÈGLES

Le passé à la fenêtre

Dole se méfie des regards. Ses maisons, ses rues, se sentent moites, tout l'été. Carondelet, baron de Dole, eo compte des hommes d'Etat, des généraux, des évêques, des rois. En 1874, il fut le premier à se faire élire président de la République. Et puis hnt de la Bère, rue des Comarands, rue des Vieilles Boucheries. Et encors l'hôtel de Frossard, l'hôtel de Tardier-Santans, l'hôtel de Vurry. « Il faut se méfier des regards », dit-on à Dole, « car on ne sait pas ce qu'on va trouver dans une rue ».

Les rues de Dole sont une véritable fenêtre sur le passé. Elles racontent l'histoire de la ville, de ses seigneurs, de ses rois, de ses évêques, de ses hommes d'Etat. Elles sont une véritable fenêtre sur le passé, une véritable fenêtre sur l'histoire de la ville.

Le centenaire de la mort de Pasteur

C'est sous l'impulsion de Charles Laurent, l'héritier de la tradition doloise, que le centenaire de la mort de Pasteur sera célébré à Dole. Le maire, Gilbert Barbier, a proposé à ses collègues de s'associer dans uoe communauté de communes. Pour vaincre les résistances, il leur a promis qu'il n'en prendrait pas la présidence. Mais il a conscience que le chemin sera long et délicat.

Le musée, qui sera installé dans le pavillon des sciences, sera dédié à la vie de Pasteur. Il sera installé dans le pavillon des sciences, sera dédié à la vie de Pasteur. Il sera installé dans le pavillon des sciences, sera dédié à la vie de Pasteur.

On est déjà dans le bas de la ville, dans le quartier des Tanneurs, près de celui du même nom. La maison natale de Louis Pasteur est devenue musée en l'honneur du grand homme, où sont présentés des objets personnels. En 1895, dote dans oellère du musée, à l'Abbaye, sous le porche de Pasteur, la cantine aménagée de la nuit de légendaires chômeurs.

En attendant les festivités, rien de mieux que de passer encore un peu de temps sur les bords du Doubs, et justement, appeler. Le jeu des toits autour de la collégiale peut alors donner l'envie d'une nouvelle reconnaissance. Il se murmure que la ville vit des prémices de sa renaissance.

B.C.

Chiffres

■ Sous-préfecture du département du Jura, Dole compte 26 577 habitants.
■ Résultats des élections municipales du 15 mars 1989 :
L, 15 383 ; V., 11 295 ; A., 28,57 % ; E., 11 072.
Union droite (Barbier, UDF, m.), 5 696 (51,44 %) ; 27 élus (9 UDF, 7 RPR, 11 div. d.).
Union gauche (Santa Cruz, PS, d.), 3 870 (34,95 %) ; 6 élus (1 ext. g., 1 PC, 3 PS, 1 MRG).
Ecologistes (Grandvaud), 1 506 (13,60 %) ; 2 élus (2 Verts).
■ Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :
L, 15 223 ; V., 10 828 ; A., 28,87 % ; E., 10 477.
Où... 5 636 (56,49 %) ; Non... 4 841 (46,20 %).

■ Dans la série « Cités », le Monde a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulle (24-25 janvier) ; Blois (31 janvier-1^{er} février) ; Albertville (7-8 février) ; Angers (14-15 février) ; Périgueux (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1^{er} mars) ; Bastia (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars) ; Arles (21-22 mars) ; Colmar (28-29 mars) ; La Havre (4-5 avril) ; Saint-Quentin (11-12 avril) ; Auxerre (18-19 avril) ; Carcassonne (25-26 avril) ; Versailles (9-10 mai) ; Calais (16-17 mai) ; Annecy (23-24 mai) et Bayonne (30-31 mai).